

Rapport annuel 2022



Jouer



pour



gagner

ALIMENTATION
COUCHE-TARD



CIRCLE **K**







Table des matières

Portrait de l'entreprise et faits saillants	2
Message du fondateur et président exécutif du conseil	4
Lettre du président et chef de la direction	6
Une base financière solide	8
Accommodation	10
Mobilité	14
Croissance du réseau	18
Excellence opérationnelle	20
Une équipe	24
Engagement envers le développement durable	26
Faits saillants, notes de bas de page	28
Résultats financiers	29
Gouvernance d'entreprise & équipe de direction	133

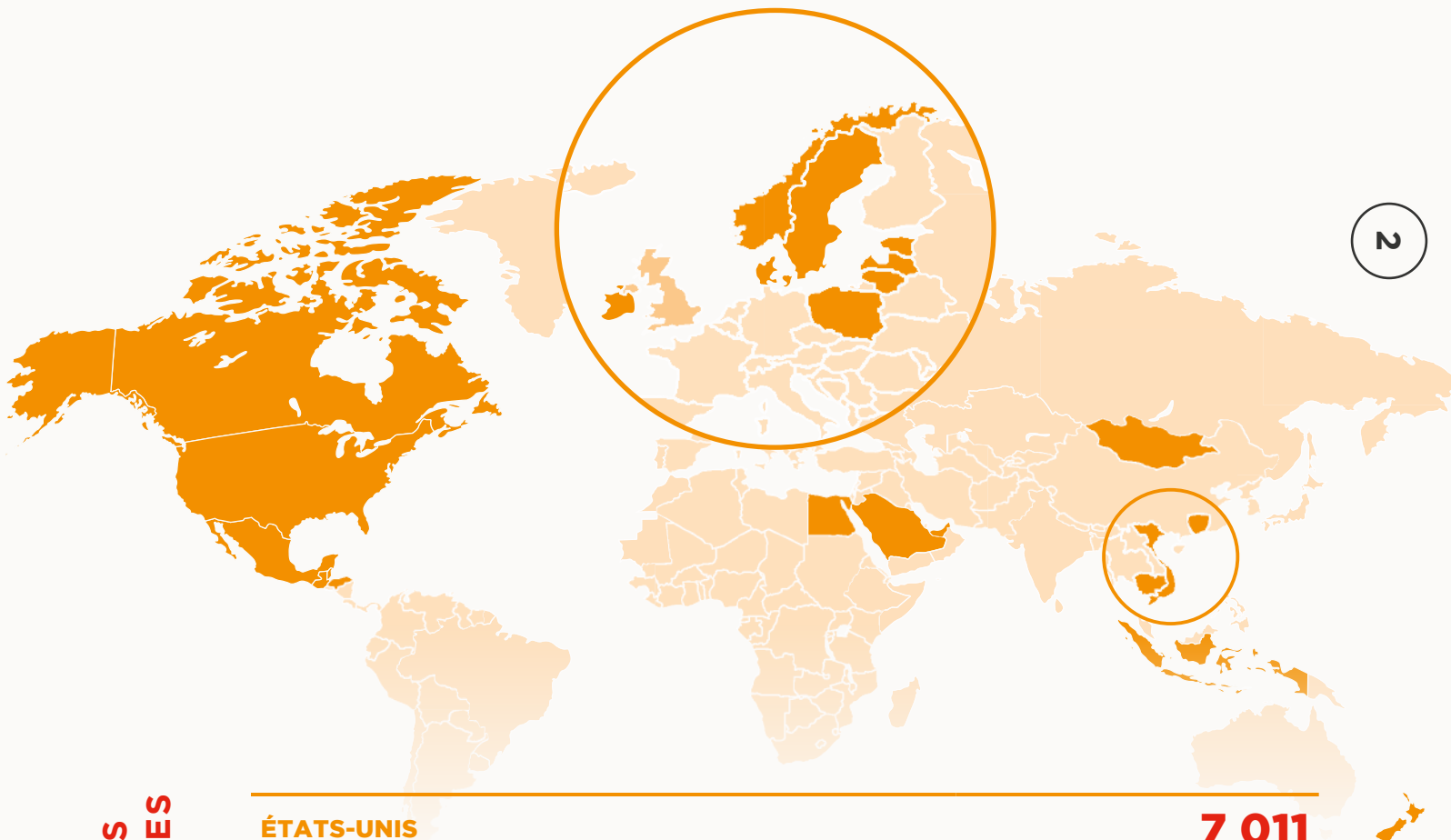
Portrait de l'entreprise

NOS
GENS

~122 000

AMÉRIQUE DU NORD ~96 000

EUROPE
ET AUTRES REGIONS ~26 000



NOS
SITES

ÉTATS-UNIS 7 011

CANADA 2 083

EUROPE ET AUTRES REGIONS 3 072

EMPREINTE INTERNATIONALE 1 842

Faits saillants

2022	ÉTATS-UNIS	EUROPE ET AUTRES RÉGIONS	CANADA
CROISSANCE (DIMINUTION) DES VENTES DE MARCHANDISES PAR MAGASIN COMPARABLE	1,9 %	5,9 %¹	(3,4 %)
CROISSANCE DES VOLUMES DE CARBURANT POUR LE TRANSPORT ROUTIER PAR MAGASIN COMPARABLE	4,0 %	3,8 %	6,1 %

Toutes les données financières sont en millions de dollars américains à l'exception des montants par action.

*Les notes de bas de page se trouvent à la page 28.



Rendement des capitaux investis ¹	
2021	15,9 %
2022	15,4 %

Rendement des capitaux propres ¹	
2021	24,3 %
2022	21,8 %

Ratio d'endettement ¹	
2021	1,32
2022	1,39



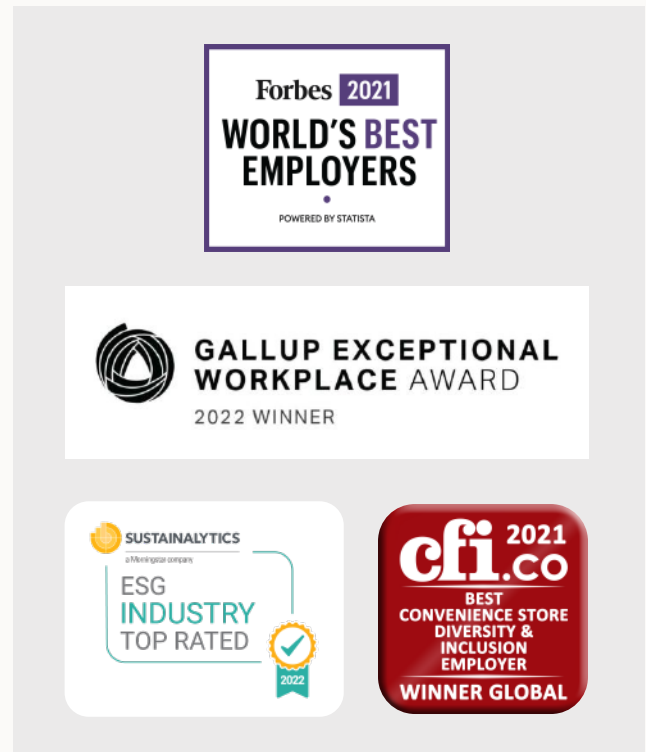
ALAIN
BOUCHARD

Message du fondateur et président exécutif du conseil

Cette année en a été une autre qui s'inscrit dans les livres d'histoire. Ce fut une année où les pires moments ont fait ressortir le meilleur d'Alimentation Couche-Tard, le meilleur de notre entreprise et le meilleur de nos gens qui ont fait preuve d'une attention et d'un engagement exceptionnels les uns envers les autres, envers nos clients et envers l'entreprise. Depuis la fondation de Couche-Tard il y a 42 ans, je n'ai jamais été aussi fier que je le suis cette année.

Il y a un an, j'étais très optimiste à l'idée que nous entrevoyions la fin de la pandémie et que nous pourrions bientôt retrouver une nouvelle normalité. Toutefois, cette année a été marquée par l'émergence de variants du virus de la COVID-19, suivie d'une guerre et d'une crise humanitaire tragiques en Ukraine qui touchent directement nos unités d'affaires de l'Europe de l'Est et de la Scandinavie et qui nous attristent tous.

Or, malgré ces perturbations incroyables, nous avons eu un exercice financier marqué par des réalisations et des reconnaissances remarquables. Je dois avouer avoir été ému aux larmes lorsque j'ai appris que Couche-Tard figurait sur la liste des Meilleurs employeurs du monde 2021 (World's Best Employers 2021) de Forbes. Nous nous sommes démarqués en tant que seul détaillant canadien parmi les 750 entreprises reconnues à l'échelle mondiale. Peu de temps après, Couche-Tard a reçu le prix Lieu de travail exceptionnel 2022 de Gallup (2022 Gallup Exceptional Workplace Award). C'est la première fois que nous sommes honorés par Gallup, qui reconnaît les cultures d'entreprise les plus engagées du monde, et nous étions le seul détaillant du domaine du commerce de l'accommodation parmi les entreprises lauréates cette année. Après l'annonce de Gallup, j'ai écrit à mon équipe de direction que «je rêvais de voir ce jour où nous serions reconnus pour notre culture de responsabilisation individuelle et pour l'importance que nous accordons à nos gens.»



Comment sommes-nous passés d'un seul magasin à cette grande entreprise mondiale exceptionnelle, qui compte dans ses rangs des membres d'équipe honorés par de nombreux prix, qui affiche des performances financières records et qui joue toujours pour gagner? En demeurant résolument centrés sur nos activités et en faisant ce qui est bien pour nos gens et nos clients. Devant la hausse des cas de COVID-19, nous avons assuré la sécurité de nos magasins et veillé à ce que les membres de nos équipes demeurent en santé et puissent se faire vacciner. Devant la guerre et ses impacts humains dévastateurs, nous avons suspendu nos activités en Russie et apporté du soutien à des dizaines de milliers de réfugiés ukrainiens en fournissant de la nourriture, des boissons et des logements et en contribuant généreusement à la Croix-Rouge.



Nous n'avons pas laissé cette année ralentir nos progrès en matière d'innovation ou en matière de développement durable. En fait, nous sommes passés en pleine vitesse, élargissant nos analyses de données et nos capacités de paiement sans friction et créant des parcours pour favoriser l'avancement de notre main-d'œuvre diversifiée. Nous sommes fièrement demeurés un des chefs de file mondiaux en matière de solutions de recharge pour véhicules électriques, alors que nous établissions les bases de l'avenir de la mobilité en Amérique du Nord.

Ce fut également l'année où nous avons mis fin aux droits de vote spéciaux des fondateurs de Couche-Tard. Cependant, mon engagement et mon leadership au sein de l'entreprise n'ont pas changé, et je suis plus que jamais convaincu que notre taille, notre culture et notre stratégie gagnante ainsi que les structures que nous avons mises en place, tant au niveau de la haute direction qu'en matière de gouvernance, servent bien l'entreprise. Ce fut sans contredit le cas au cours de cette année et je suis convaincu qu'il en sera de même pour les années à venir.





**BRIAN
HANNASCH**

Lettre du président et chef de la direction

On me demande souvent ce qui me tenait éveillé la nuit. Ma réponse est toujours la même : comment pouvons-nous protéger et renforcer notre culture chez Couche-Tard? Notre culture est notre recette secrète qui nous a aidés à grandir d'un seul magasin au Canada à l'un des chefs de file mondiaux du domaine de l'accommodation et de la mobilité. C'est aussi l'épine dorsale qui nous a donné la force de prospérer et d'être en tête de file pendant plus de quatre décennies.

Alain Bouchard et ses partenaires ont fondé notre entreprise il y a 42 ans en s'appuyant sur certaines valeurs directrices qui, au fil des ans, nous ont façonnés. Alors que nous continuons à devenir une entreprise mondiale de plus en plus importante, nous nous sommes mis au défi cette année de verbaliser et de partager ces valeurs afin de continuer à grandir ensemble. Je souhaite vous présenter ces *valeurs qui nous guident* puisqu'au cours de cet exercice marqué par des perturbations incroyables, elles ont été essentielles pour nous permettre de jouer pour gagner.

LES VALEURS QUI NOUS GUIDENT



Une équipe

Nous travaillons ensemble pour faciliter la vie de nos collègues et nos clients. Nous célébrons nos succès communs en demeurant humbles. Nous avons du plaisir et nous prenons soin les uns des autres.



Faire ce qui est bien

Nous agissons avec honnêteté et intégrité. Nous sommes inclusifs : nous respectons nos collègues, clients et fournisseurs. Nous aspirons à un lieu de travail et une planète plus propres, plus sécuritaires et plus équitables.



Prendre ses responsabilités

Nous traitons l'entreprise comme si elle était la nôtre. Pour livrer de meilleurs résultats, nous identifions les problèmes et nous agissons rapidement pour les résoudre. Nous prenons nos responsabilités et nous grandissons de nos erreurs.



Jouer pour gagner

Nous devons être rapides et innovants, donc nous nous mettons au défi d'être à l'offensive et non à la défensive. Chaque jour, nous arrivons prêts et déterminés à créer un impact en utilisant nos talents, notre passion et notre travail acharné.



Depuis près de huit ans dans mon rôle de président et chef de la direction, cet exercice a été l'un des plus difficiles et des plus valorisants. Les défis étaient immenses, que ce soit l'aggravation de la pandémie, les obstacles historiques en matière de chaîne d'approvisionnement et de dotation en personnel suivis d'une guerre et une crise humanitaire autrefois inimaginables ayant des impacts sur des pays dans lesquels nous vivons et nous exerçons nos activités. Or, en suivant les valeurs qui nous guident, nous avons connu un succès financier record, innové pour l'avenir du commerce de l'accommodation, élargi notre programme d'aliments frais et étendu notre marque de carburant Circle K et notre empreinte en matière de mobilité.

Pendant tout ce temps, nous avons veillé à ce que nos gens demeurent au cœur de notre culture et cette année nous avons renouvelé notre engagement envers nos travailleurs de première ligne et nos clients en plaçant nos opérations au premier plan. Nous nous sommes approprié la situation et, à la fin de l'exercice financier, nous avons constaté une amélioration nette des tendances en matière de recrutement et de taux de roulement à tous les échelons au sein de nos équipes opérationnelles, y compris e ce qui a trait à nos gérants et assistants-gérants de magasin et des membres de nos équipes du service à la clientèle. Nous y sommes parvenus grâce à des mesures ciblées en matière de rémunération, de rétention, de formation et d'avantages sociaux ainsi qu'en renforçant nos programmes de développement du leadership. Nous avons accueilli la technologie et les partenariats, ce qui a facilité l'approvisionnement de nos magasins et a permis aux membres de nos équipes en magasin de se concentrer sur l'amélioration de l'expérience client.

Durant un exercice financier marqué par des bouleversements mondiaux, je suis particulièrement fier que nous n'ayons jamais dévié de nos priorités stratégiques et que nous ayons atteint des niveaux records d'engagement de la part de nos employés. Nous sommes restés fidèles à notre cheminement vers le développement durable, avons joué un rôle essentiel pour assurer la santé et la sécurité de nos communautés, tout en créant une forte croissance dans les secteurs du commerce de l'accommodation et de la mobilité. Je suis convaincu que notre culture gagnante est prête pour un autre exercice couronné de succès et je tiens à remercier tous les membres de nos équipes, tous nos clients et tous nos actionnaires du travail fait ensemble en tant qu'Une Équipe pour prendre nos responsabilités, pour faire ce qui est bien et pour jouer pour gagner.



Jouer pour gagner

UNE BASE FINANCIÈRE SOLIDE



Nous sommes extrêmement fiers de la performance financière et opérationnelle record que nous avons connue au cours du dernier exercice financier, et ce, malgré un environnement commercial difficile à plusieurs égards, notamment en ce qui a trait aux enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement, à un marché de l'emploi difficile et à une inflation élevée. Néanmoins, grâce à notre engagement résolu envers nos initiatives organiques clés ainsi que la contribution des précieux membres de nos équipes, nous affichons un exercice record, avec un BAIIA¹ ajusté de plus de 5,2 milliards de dollars et un bénéfice net ajusté par action dilué¹ de 2,60 \$. Cela étant soutenu par des améliorations de la marge brute et des ventes par magasin comparable dans nos segments des carburant et des marchandises menant à des résultats sains en ce qui a trait à nos principaux indicateurs de rendement des capitaux investis et de rendement des capitaux propres.

Au cours de la dernière année, notre engagement à l'égard de la discipline financière et de l'entrepreneuriat a également mené à des investissements de grande qualité, notamment des acquisitions dans nos trois régions géographiques principales et des investissements choisis en provenance de notre fonds d'investissement Circle K Venture, façonnant les bases de l'avenir du commerce de l'accommodation. Notre capacité à générer un important flux de trésorerie disponible au cours du dernier exercice nous a permis de créer de la valeur pour nos actionnaires, alors que nous avons mené à bien notre programme de rachat d'actions et augmenté notre dividende trimestriel² de plus de 25 % au cours du dernier exercice.

8



¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion de 2022 pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.

² Veuillez référer à la section « dividendes » dans la section discussion et analyse pour des informations supplémentaires.

Compte tenu de la santé de notre bilan et de notre solide position financière, mis en évidence par un levier de ratio financier qui est sous 1,4 fois¹, nous sommes bien positionnés pour la croissance et nous continuerons à investir pour l'avenir. Notre structure de capital est solide, diversifiée et responsable, après l'émission d'obligations vertes au cours de l'exercice précédent, une première pour un détaillant du domaine du commerce de l'accommodation et de la vente de carburants et l'introduction récente d'un programme de papier commercial de 2,5 \$ milliards US. Nous sommes également heureux de rapporter que la transition vers une seule catégorie d'actions, déclenchée par la clause crépusculaire, s'est très bien déroulée, soulignant la force de nos structures en matière de gouvernance et l'appui continu de nos actionnaires.

Déterminés à stimuler la création de valeur, nous demeurons engagés envers nos initiatives organiques clés et continuerons à chercher des occasions pour étendre et renforcer notre réseau mondial. Grâce au renouvellement pour une autre année de notre programme de rachat d'actions, nous sommes également bien positionnés pour continuer à remettre du capital à nos actionnaires.

Tournés vers l'avenir, nous demeurons concentrés sur notre stratégie de « Doubler encore » comme nous l'avons démontré lors de la tenue de notre Journée investisseurs, un événement réussi en termes de participation, et nous sommes heureux de pouvoir compter sur le soutien de nos diverses parties prenantes. Enfin, nous tenons à souligner le travail remarquable accompli par nos équipes tout au long de cette année exigeante et à les remercier.



¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion de 2022 pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.



« La dernière année a mis évidence la force de notre modèle d'affaires, alors que nous avons été en mesure de générer des résultats records dans un contexte extrêmement difficile. Pour l'avenir, nous sommes bien positionnés pour continuer à mettre en place nos initiatives clés et à tirer parti de notre solide bilan pour créer davantage de valeur pour nos actionnaires, tout en demeurant fidèles à notre discipline financière habituelle. »



**Claude Tessier -
Chef de la direction
financière**

Jouer pour gagner

ACCOMMODATION



Nous avons réalisé d'importants progrès au cours de cet exercice dans nos efforts visant l'amélioration de l'expérience client, élargissant et bonifiant notre programme d'aliments frais tout en y ajoutant une initiative de boissons favorisant l'achalandage de la clientèle en Amérique du Nord. Nous avons également continué à adopter des technologies novatrices qui facilitent le parcours client et qui permettent aux membres de nos équipes de mieux servir nos clients, tout en façonnant l'avenir du commerce de l'accommodation.

Tout simplement frais, toujours prêt

Aucune autre priorité stratégique n'est plus importante pour notre entreprise que celle qui vise à gagner dans le segment de l'alimentation. Depuis le lancement de notre programme Tout simplement frais, toujours prêt, nous l'avons étendu à plus de 4 000 magasins à l'échelle mondiale et continuerons son expansion au cours de l'exercice financier 2023. Après deux ans, nous constatons une solide croissance par rapport à l'exercice précédent, les ventes par magasin comparable dépassant les attentes. Les indices de recommandation client sont également en hausse, indiquant que les clients sont non seulement satisfaits de l'offre, mais aussi prêts à en parler avec leurs amis et les membres de leur famille.



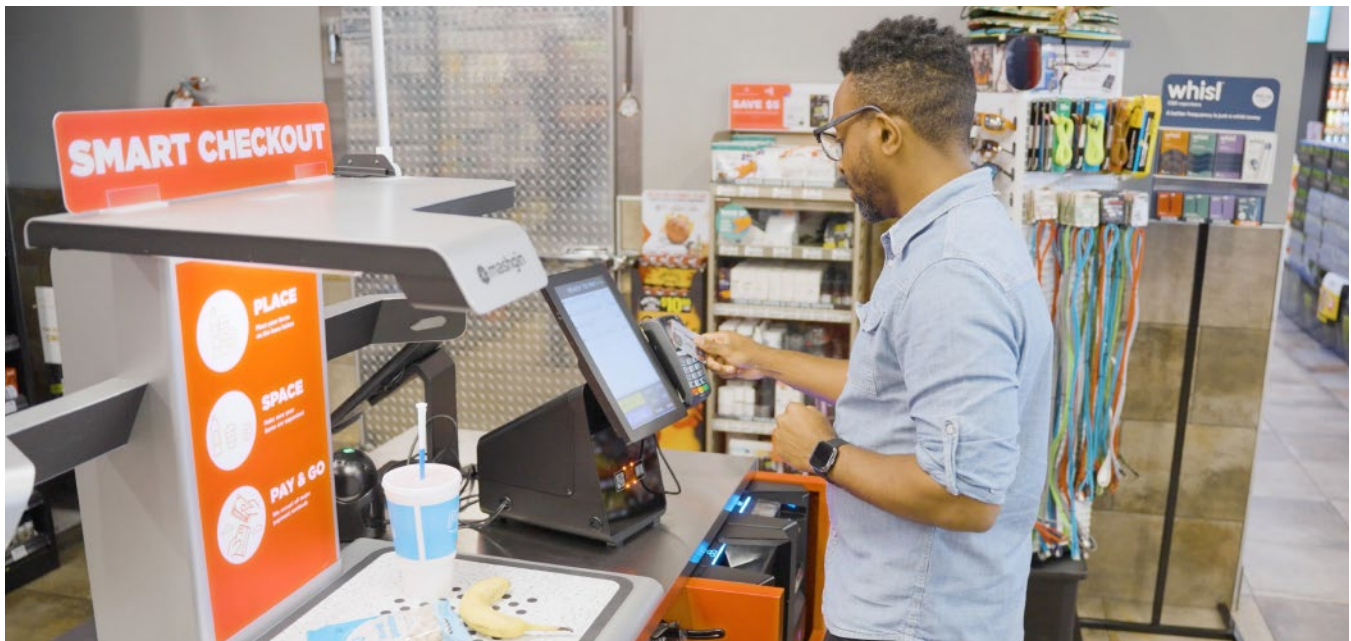
« Alors que nous travaillons pour transformer l'expérience client, notre programme Tout Simplet frais, toujours prêt et celui des boissons en fontaine offrent des aliments savoureux et des rafraîchissements d'une manière qui suscite l'intérêt et favorise la fidélisation. Nous sommes résolument déterminés à améliorer ces programmes afin de les réaliser avec excellence, tut en saisissant les occasions qui s'offrent à nous d'apporter une nouvelle valeur à nos clients dans nos magasins et aires de distribution d'essence et en explorant la livraison rapide à la destination de leur choix. »



**Kevin Lewis –
Chef de la direction
du marketing**

Pour compléter le déploiement du programme *Tout simplet frais, toujours prêt* dans notre réseau, nous avons lancé une variété d'outils opérationnels pour qu'il soit plus facile pour les équipes en magasin de mettre en place le programme et de le promouvoir auprès de nos clients. Nous optimisons l'offre pour le déjeuner, le dîner et le milieu de l'après-midi en proposant, entre autres, une variété de sandwichs chauds, de collations et de produits de boulangerie adaptés aux tendances en matière de goût des consommateurs locaux et régionaux, tout en encourageant les essais et la sensibilisation par le biais d'efforts solides sur le front des médias payants multi-canaux et en magasin.

Pour stimuler l'achalandage dans nos magasins nord-américains et tirer parti de la croissance et du succès de notre offre alimentaire, nous avons lancé le programme *Sip & Save* (dans les marchés Circle K), un programme d'abonnement mensuel qui invite les clients à savourer chaque jour une boisson chaude ou froide en fontaine pour un tarif mensuel peu élevé. Plus de 450 000 clients se sont abonnés et nous avons reçu d'excellents commentaires positifs, ce qui nous porte à croire que l'offre continuera de renforcer la fidélité de nos clients et d'accroître l'achalandage à long terme.



Retirer la friction pour nos clients

Alors que nous faisons preuve d'innovation dans nos offres de produits alimentaires et de boissons, nous continuons à mettre en place des améliorations tout au long du parcours client. Grâce aux apprentissages réalisés dans notre magasin-laboratoire d'innovation en commerce de détail *Couche-Tard Connecté*, qui se trouve sur le campus de l'Université McGill, nous avons commencé à mettre à l'essai et à déployer des systèmes de caisse et de paiement sans friction dans nos magasins existants aux États-Unis et en Suède.

Nous avons introduit une expérience de caisse et de paiement entièrement autonomes dans huit magasins de l'Arizona. Alimentés par l'intelligence artificielle et la vision par ordinateur, ces systèmes permettent aux clients de simplement activer une application et de numériser un code à l'aide de leur téléphone intelligent au moment d'entrer dans le magasin, de saisir les produits qu'ils aiment et d'éviter entièrement le processus de caisse et de paiement, leurs articles étant immédiatement détectés et payés.



Alors que nous continuons d'analyser comment ces systèmes entièrement autonomes influencent le comportement des acheteurs, nous accélérons le déploiement de notre caisse intelligente, un processus de caisse et de paiement en libre-service de prochaine génération. Grâce à cette technologie, le client place tous ses articles sur le plateau de la caisse intelligente et le système numérise tous les codes-barres instantanément. Ensuite, le client paie en utilisant de l'argent comptant ou une carte et quitte le magasin en beaucoup moins de temps qu'il le faut dans le cas d'un système courant de caisse et de paiement. La caisse intelligente est déjà en place dans près de 550 magasins Circle K aux États-Unis et en Suède et, au cours des trois prochains exercices, sera introduite dans plus de 7 000 autres magasins de notre réseau.

Parallèlement, les technologies sans friction continuent également de gagner en popularité dans nos aires de distribution d'essence. Notre service de paiement par reconnaissance de la plaque d'immatriculation (*Pay by Plate*) qui permet aux clients de s'arrêter à la pompe, de faire le plein d'essence et de repartir sans avoir à présenter une carte de crédit, est de plus en plus offert en Scandinavie. Après ses débuts au cours du dernier exercice dans des magasins suédois, ce service a été lancé au Danemark, en Norvège et en Estonie et est maintenant offert dans plus de 810 magasins en Europe.

Tirer parti de la puissance des données

Au cours de la dernière année, nous avons terminé l'introduction d'une tarification localisée dans l'ensemble de notre réseau et nous avons constaté une amélioration nette de la marge brute moyenne. Pour tirer parti de ce succès, nous avons mené des projets pilotes d'assortiments et de promotions dans plusieurs unités d'affaires, ce qui nous a permis de tirer profit des tendances et de déterminer quelles sont les promotions les plus efficaces et rentables dans chaque catégorie. L'initiative de merchandising fondée sur les données qui en découle est très prometteuse pour ce qui est d'aider les gérants de catégories à réagir plus rapidement aux tendances du marché et à planifier les assortiments qui sont les plus pertinents pour nos clients. L'intégration de l'analyse de données dans nos activités d'accommodation continue de générer d'importants avantages, la rendant à la fois plus attrayante à l'échelle locale et plus efficace à l'échelle mondiale.



Fonds d'investissement Circle K Venture

La clé pour façonner l'avenir du commerce de l'accommodation est de trouver et de développer des solutions avant-gardistes axées sur l'amélioration du parcours client. Grâce à notre fonds d'investissement Circle K Venture, nous investissons dans plusieurs entreprises en démarrage et collaborons avec elles afin de tester leurs innovations et de les déployer à plus grande échelle. Nous avons initialement réservé 100 millions de dollars pour prendre des participations dans ces entreprises afin d'explorer comment elles peuvent nous aider à améliorer l'expérience client dans nos magasins, nos aires de distribution d'essence et au-delà, ainsi qu'à faire des gains d'efficacité dans nos opérations.



**Ed Dzadozsky -
Chef de la direction
technologique**

« Les attentes de nos clients évoluent sans cesse et nous sommes déterminés à mettre à l'essai et à déployer à plus grande échelle des technologies qui façonnent l'avenir du commerce de l'accommodation. Les technologies de caisse et de paiement sans friction permettent à nos clients de gagner du temps et aux équipes en magasin d'offrir le meilleur service possible. Leur déploiement dans notre réseau a suscité un grand enthousiasme. »

Jouer pour gagner

MOBILITÉ



Notre vision est d'être la destination mondiale préférée pour l'achat de marchandises et pour la mobilité. Nous sommes fiers des avancées importantes réalisées au cours de cet exercice en ce qui a trait à la croissance de la marque de carburant Circle K, une croissance qui nous a permis de créer plus de valeur dans nos capacités de flotte et de chaîne d'approvisionnement et d'étendre nos offres de solutions de recharge pour véhicules électriques et de carburants plus durables. Nous avons également misé sur des éléments qui facilitent la vie de nos clients en apportant des améliorations notables à nos aires de distribution d'essence et à nos plateformes de paiement.



Carburant

Nous sommes heureux des progrès réalisés dans le cadre de notre initiative de marque de carburant Circle K partout en Amérique du Nord, avec l'ajout de 680 sites additionnels à notre réseau, ce qui portera le nombre total de sites de carburant marqué à 3 300 d'ici la fin de l'exercice. Alors que nous continuons à examiner la qualité de notre réseau, nous sommes encouragés par les commentaires des clients, notamment en ce qui a trait à la qualité de notre produit, à la propreté de nos aires de distribution d'essence et à l'identité de la marque dans son ensemble. Au cours des prochains exercices, nous continuerons d'aller de l'avant et de faire vivre la marque de carburant Circle K pour tous nos clients par l'entremise de programmes comme notre programme de fidélisation, nos rabais *EasyPay* (Circle K), notre programme de carburant Suprême et nos campagnes nationales de carburant récompensant les clients fidèles.



Tout en accroissant la notoriété de la marque et en réalisant, pour cet exercice, de meilleures performances que le marché consommateur, nous avons maintenu notre discipline en matière de coûts d'exploitation malgré des pressions inflationnistes et continué à générer des marges saines sur le carburant. Nous demeurons résolument concentrés sur nos initiatives stratégiques et nous recherchons des occasions d'extraire plus de valeur de chaque partie de notre chaîne d'approvisionnement en carburant à l'échelle mondiale, y compris par l'entremise de notre partenariat avec Musket aux États-Unis. Durant un exercice dans lequel nous avons connu des perturbations sans précédent dans nos chaînes d'approvisionnement, et ce, dans toutes nos régions géographiques, nos efforts pour accroître la flexibilité et le contrôle de notre chaîne d'approvisionnement ont été inestimables, ce qui a permis de diversifier nos sources d'approvisionnement et de maintenir un approvisionnement stable à nos clients.

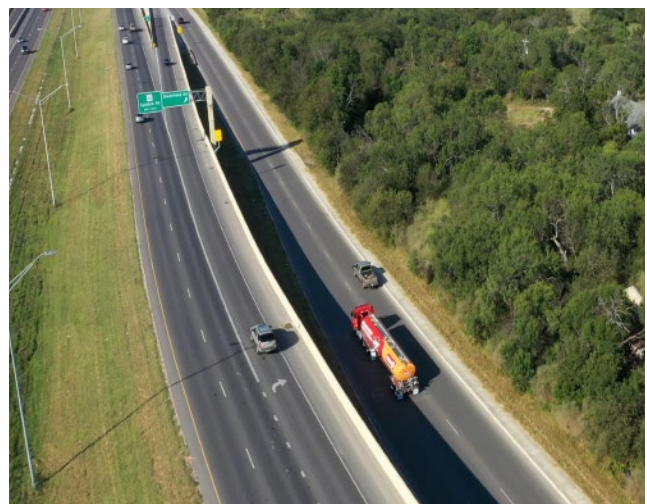
Alors que nous nous efforçons d'intégrer des solutions encore plus durables à notre proposition de valeur, nous continuons d'élargir notre offre de carburants renouvelables en proposant des mélanges 100 % renouvelables, comme le HVO100, dans certains marchés. Au Danemark, notre travail novateur comprend le premier camion en Europe à l'e-méthanol, un carburant Power-to-X qui est 100 % renouvelable.

Nous sommes également très fiers d'avoir, au cours de l'exercice financier, renforcé nos relations avec nos clients de commerce B2B en Europe et avons commencé à étendre ces relations avec des clients en Amérique du Nord, où nous constatons de nombreuses possibilités alors que nous élargissons notre réseau sous la marque Circle K.

« Partout dans le monde, le secteur des carburants fait face à des perturbations d'approvisionnement et à une hausse des prix. Nous reconnaissons l'importance des carburants dans la vie de tous les jours de nos clients et nous sommes déterminés à tenir notre promesse fondamentale de disponibilité, de qualité et de facilité. Nous sommes enthousiastes face aux possibilités de croissance qui s'offrent à nous dans toutes les parties de la chaîne de valeur des carburants et je souhaite remercier les membres dévoués de nos équipes ainsi que nos partenaires pour leur travail acharné et leurs contributions à la réussite de l'entreprise. »



**Louise Warner -
Vice-présidente
principale,
Carburants globaux**



« Nous continuons de jouer un rôle actif dans la transition énergétique mondiale et nous sommes fiers d'occuper une solide position dans le marché européen alors que nous commençons à mettre à profit en Amérique du Nord nos apprentissages approfondis réalisés grâce à notre expérience en Norvège. Nos clients savent qu'ils peuvent nous faire confiance pour satisfaire leurs besoins en matière de recharge de VE comme ils nous font confiance depuis plusieurs années pour le carburant et c'est pour cette raison que nous nous engageons à rester attentifs à leurs besoins en constante évolution ce qui alimente nos solutions de mobilité novatrices et durables. »



**Hans-Olav Høidahl -
Premier
vice-président,
Opérations, Europe**



Véhicules électriques

Au cours de la dernière année, notre « laboratoire norvégien » de pointe a continué d'être un atout considérable nous permettant d'acquérir une expérience significative et de générer des avantages dans le but d'attirer les clients utilisant des véhicules électriques (VÉ) et de consolider notre position en tant que chef de file mondial dans l'avenir des solutions de bornes de recharge électrique. Au fur et à mesure que nous en apprenons davantage sur les tendances en matière d'électrification, tout en demeurant centrés sur les besoins en évolution de nos clients, nous continuons à accroître notre offre pour VÉ, à établir nos capacités internes et notre plateforme technique de mobilité électrique et à simplifier nos activités.

En Europe, nous avons franchi plusieurs étapes importantes au cours de la dernière année, dont l'atteinte de 1 085 bornes de recharge dans plus de 256 stations. À ce jour, le nombre total de transactions en cumul annuel pour de la recharge électrique, incluant celles de nos partenaires, s'élève à 1 424 000. En Norvège, nous avons maintenu notre position de première destination de recharge et continuons l'expansion constante du réseau au Danemark, en Irlande et en Suède, en mettant sur le marché plusieurs magasins de destination proposant une offre alimentaire complète, des aires de repos améliorées et une connexion Wi-Fi rapide adaptés à nos clients de mobilité. À notre offre dans nos aires de distribution d'essence s'ajoute aussi la livraison de plus de 7 800 bornes de recharge à des domiciles et des lieux de travail en Norvège. Notre clientèle grandissante contribue aussi à la résilience de notre entreprise, grâce à une forte demande de nos clients de commerce B2B en Europe.

S'étant fermement établi à l'avant-garde des services de recharge de VÉ dans bon nombre de nos marchés européens, nous avons commencé à offrir promesse et la commodité de la recharge de VÉ à nos clients nord-américains, avec notre première station de recharge de VÉ à Austin, au Texas, dotée de bornes partenaires *Supercharger* Tesla. Au cours de la prochaine année, nous accélérerons le déploiement en Amérique du Nord en offrant des solutions de recharge portant notre marque dans des marchés stratégiques au Canada et aux États-Unis et nous évaluerons comment nous pouvons continuer à tirer parti de nos apprentissages, de nos partenariats et de notre envergure mondiale pour améliorer l'expérience client et, ultimement, gagner dans ce domaine.



CIRCLE K

CIRCLE K

Transaktion



Jouer pour gagner

CROISSANCE DU RÉSEAU



L'optimisation du réseau et le développement organique étant des éléments clés de notre stratégie de croissance, nous sommes heureux de rapporter que nous avons établi un record au cours de ce dernier exercice pour ce qui est de la construction de nouveaux magasins, avec l'ajout de 133 nouveaux magasins. Le renforcement continu de notre équipe de développement du réseau, combiné à nos efforts pour améliorer notre processus de développement, de conception et d'admissibilité à des propriétés, ont permis d'établir un solide bassin pour de futures ouvertures de magasin.

Malgré des défis liés à la chaîne d'approvisionnement et les hausses substantielles des coûts, nos équipes ont travaillé d'arrache-pied non seulement pour en arriver à un exercice record en matière de nouvelles constructions, mais aussi pour rénover avec succès des magasins existants et le développement d'un nouveau prototype de magasin conçu pour offrir des coûts réduits et des temps de construction plus rapides. Tout ceci contribue de la valeur à notre croissance actuelle et future.

« Nos processus dynamiques en matière de construction de nouveaux magasins, les revues stratégiques de nos sites non essentiels et nos acquisitions de réseaux complémentaires constituent des éléments déterminants dans l'optimisation de notre réseau de magasins sur lequel nous continuons de compter pour devenir la destination préférée pour l'achat de marchandises et pour la mobilité à travers le monde. »



**Aaron Brooks -
Vice-président
principal, Immobilier**

Pour ce qui est de notre croissance externe, nous avons acquis des réseaux complémentaires par l'entremise d'acquisitions, dont un total de 74 emplacements opérés par l'entreprise, renforçant ainsi notre présence dans plusieurs marchés clés, générant ainsi un produit net important de la vente de 190 sites non stratégiques et parcelles excédentaires. Grâce à ces transactions, notre réseau est plus fort que jamais et bien positionné pour l'avenir.

Enfin, alors que nous nous tournons vers l'avenir, nous pouvons nous concentrer à continuer à bâtir et à étendre notre réseau dans des zones géographiques clés où nous pouvons tirer parti de nos forces et réaliser nos ambitions de « Doubler encore ». Nous avons apporté d'importantes améliorations à nos processus et nous sommes enthousiastes à l'idée de poursuivre nos progrès en matière d'optimisation du réseau alors que nous interagissons avec nos clients et répondons leurs besoins.



Jouer pour gagner

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



20

Pour placer notre employés et nos clients à l'avant-garde de tout ce que nous faisons, nous avons embrassé un état d'esprit « les opérations d'abord » axé sur l'amélioration de la qualité de l'expérience en magasin et la mise en place d'équipes responsables de nos opérations qui sont efficaces, engagées et satisfaites. Au cours du dernier exercice, nous avons exploré et introduit des solutions qui misent sur l'efficacité opérationnelle, la dotation et la gestion des stocks, ainsi que sur l'expérience client.



Efficacité opérationnelle

Dans le cadre de notre initiative *Bureau facile*, nous travaillons à permettre à nos responsables de magasins de passer plus de temps avec leurs clients. À l'aide de concepts et de processus testés et éprouvés dans notre magasin pilote d'innovations opérationnelles, nous avons éliminé près du tiers des heures consacrées à des tâches administratives et nous prévoyons en retrancher davantage dans le but de les réduire de près de la moitié au cours de la prochaine année au fur et à mesure que nous étendrons l'initiative en Amérique du Nord et en Europe. À ce jour, l'initiative qui a permis de gagner le plus de temps a été la mise en place de près de 5 500 coffres-forts intelligents dans nos magasins américains et canadiens, ce qui a permis de simplifier les processus quotidiens de manipulation d'argent en éliminant les dépôts journaliers à la banque et en améliorant le contrôle de l'argent comptant.

EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



« Opérations d'abord représente notre engagement à placer nos gens et nos clients au cœur de tout ce que nous faisons. Dans un environnement d'emploi difficile, je suis très heureux des progrès que nous avons réalisés pour bâtir des équipes en magasin efficaces et engagées et leur fournir les outils, le soutien, la formation et l'accompagnement dont elles ont besoin pour exécuter nos programmes et favoriser la satisfaction des clients. »



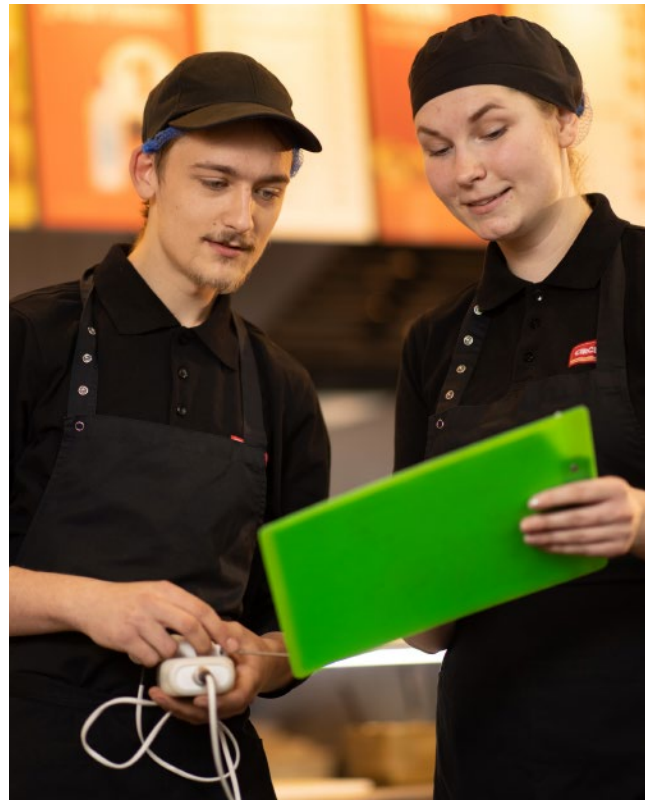
**Alex Miller -
Premier
vice-président,
Opérations,
Amérique du Nord
et Optimisation
commerciale globale**

21

Nous éliminons même complètement le bureau en arrière-magasin en déménageant les postes de travail des gérants à l'avant du magasin où ils peuvent accompagner et soutenir leurs équipes ainsi qu'interagir avec les clients. Initialement lancée dans notre unité d'affaires de la Frontière nordique, cette approche a été étendue à près de 1 000 magasins nord-américains et à 400 autres emplacements dans notre unité d'affaires de l'Irlande.

Gestion des stocks

Alors que tous les détaillants, quelle que soit leur taille, subissent les contrecoups des défis mondiaux liés aux chaînes d'approvisionnement, nous avons adopté une approche multidimensionnelle pour veiller à ce que nos tablettes soient garnies de marchandises pour nos clients en élargissant notre base de fournisseurs, en modifiant la disposition des magasins pour accueillir plus de présentoirs et en augmentant la capacité des étagères et réfrigérateurs pour assurer la disponibilité des aliments emballés et des boissons très populaires.



EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

CIRCLE K



Expérience client

Grâce à nos investissements dans des technologies et processus visant à aider nos gens à servir nos clients, nous mesurons aussi, par l'entremise d'un meilleur suivi, la manière dont ces programmes améliorent l'exécution dans l'ensemble de notre réseau mondial. En Europe, les commentaires de nos clients sont très positifs et nous constatons une performance très soutenue de nos opérations en magasin. Durant le dernier exercice, nous avons regroupé nos programmes de clients-mystères partout dans nos unités d'affaires nord-américaines en un seul programme normalisé ayant un ensemble commun d'indicateurs de performance. Avoir accès au point de vue direct du client en magasin, notamment en ce qui a trait à l'amabilité du personnel, à la disponibilité des produits, à la propreté et à d'autres facteurs, nous permet de mettre en place des plans d'action fondés sur des données afin d'améliorer continuellement notre capacité à faciliter un peu plus la vie de nos clients chaque jour.



« Durant cet exercice, dans nos marchés européens, notre performance opérationnelle a été solide comme l'ont été nos améliorations en matière d'excellence opérationnelle. Nous avons introduit avec succès le programme Tout simplement frais, toujours prêt ainsi que le concept Horizon, une nouvelle conception de magasin, dans plus de 350 emplacements. Nous poursuivons nos initiatives novatrices par le jeu, attirant les clients dans nos magasins et, devant les défis qu'a entraînés la COVID, nous avons reçu des commentaires très positifs de nos clients. Je tiens à remercier les membres de notre équipe pour leur engagement continu envers l'entreprise durant cet exercice marqué par des bouleversements mondiaux. »



**Niall Anderton -
Vice-président
principal, Opérations,
Europe**

Jouer pour gagner

UNE ÉQUIPE



Nos gens ont fait face à des défis historiques au cours de cet exercice, qu'il s'agisse de l'émergence de nouveaux variants du virus de la COVID-19 ou de pénuries de la main-d'œuvre, particulièrement dans notre marché américain, en passant par une guerre bouleversante et de la crise des réfugiés entraînant une crise humanitaire qui touche plusieurs de nos marchés européens. Cependant, une fois de plus, nous nous sommes unis en tant qu'« Une équipe » pour protéger nos employés et nos clients, tout en offrant le soutien nécessaire à nos communautés. Au final, de prestigieuses organisations ont reconnu notre culture gagnante, particulièrement pour l'engagement et la satisfaction de nos gens.



Embauche, formation et rétention

Le secteur du commerce de l'accommodation a fait sans conteste face aux plus importants défis d'emploi de l'histoire récente et nous avons misé sur des solutions pour pallier les pénuries de main-d'œuvre sur plusieurs fronts. Avec nos unités d'affaires, nous avons pris des mesures ciblées relativement à nos structures de rémunération variable, à nos initiatives de rétention et aux programmes de formation et d'avantages que nous avons adaptées à leur environnement concurrentiel, mises en œuvre et suivies de près. Nous avons également renforcé nos programmes de perfectionnement en leadership en instaurant les tout premiers programmes de formation pour les directeurs régionaux des opérations et les coordonnateurs des opérations. Notre programme de formation par le jeu (ludique) primé a été étendu à un plus grand nombre de régions géographiques et d'échelons au sein des équipes en magasin. Grâce à ces efforts et à d'autres, nous avons constaté des améliorations notables au cours du troisième trimestre de l'exercice, particulièrement en Amérique du Nord, où les tendances en matière de roulement du personnel ont progressé positivement dans tous les échelons de nos équipes opérationnelles, y compris les gérants et assistants gérants de magasin et les membres des équipes du service à la clientèle.

24

UNE ÉQUIPE

Santé et sécurité

Partout dans notre réseau, nous avons lancé de vastes campagnes de vaccination contre la COVID-19, tout en établissant les attentes en matière de leadership pour favoriser des taux de vaccination élevés et le respect des politiques de sécurité au sein de toutes leurs équipes. Au Canada, nous nous sommes joints à un consortium d'entreprises de premier plan pour administrer des cliniques de vaccination. Nous avons également tenu plusieurs assemblées locales auxquelles ont participé des leaders du domaine de la santé pour combattre la méfiance sociétale envers les vaccins et avons remboursé les membres de nos équipes pour les coûts associés à leurs vaccins et doses de rappel. Nous continuons à respecter les politiques locales et nationales en matière de port du masque ainsi que les tests de dépistage obligatoires qui s'appliquent à tous les participants aux réunions de la société.

Les valeurs qui nous guident

En dépit des bouleversements que nous avons vécus au cours d'année, c'est avec une énergie renouvelée que nous avons mis l'accent sur nos gens en mettant en œuvre les valeurs qui nous guident. Nous avons non seulement formulé une définition de notre culture gagnante par le biais de ces valeurs, nous avons aussi entrepris la tâche plus difficile de nous assurer qu'elles ne soient pas que des mots, mais bien des valeurs en action. En proposant des coffres à outils, en tenant des rencontres et assemblées locales et en menant de vastes campagnes de communication, nous avons mis bien en vue ces valeurs dans nos magasins et centres de services. De plus, en nous concentrant sur notre culture, nous avons une fois de plus été en mesure de maintenir une participation record à notre sondage annuel sur l'engagement, démontrant ainsi la détermination profonde des leaders de l'ensemble de l'entreprise à motiver et à améliorer la performance de leurs équipes.



« Je suis véritablement fière des progrès que nous avons réalisés au cours de cet exercice pour faire progresser nos gens et de la reconnaissance que nous avons reçue pour nos équipes hautement engagées. Au cours de l'année, nous nous sommes concentrés sur la sécurité de nos équipes et de nos clients, à veiller à ce que nos magasins puissent compter sur le personnel dont ils ont besoin et à faire vivre notre culture selon nos valeurs nouvellement définies. Nous avons relevé des défis mondiaux en matière d'emploi en misant sur des programmes concurrentiels en matière d'embauche, de formation et de rétention et nous formons plus que jamais Une Équipe, qui prend ses responsabilités, fait ce qui est bien et joue pour gagner. »



**Ina Strand –
Chef de la direction
des ressources
humaines**

Jouer pour gagner

ENGAGEMENT ENVERS

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



26



Inspirés par *les valeurs qui nous guident*, et plus particulièrement par celle qui veut que nous *fassions ce qui est bien*, nous sommes demeurés, tout au long de l'exercice, résolument déterminés dans nos ambitions en matière de développement durable. Tout en consolidant le développement durable en tant qu'angle stratégique sous lequel considérer les activités de l'entreprise, nous avons continué à ancrer notre cheminement envers un avenir plus sain, plus propre et plus équitable pour tous. Nous avons également progressé vers nos cibles en soutien à nos gens, notre planète et sa prospérité.

En soutien à notre ambition en matière de diversité et d'inclusion, intégrée au cours de l'exercice précédent dans nos efforts de développement durable, nous avons lancé plusieurs programmes de gestion des talents pour créer des parcours favorisant l'avancement au sein de l'entreprise, dont un cours de développement du leadership visant à accélérer le développement des membres de nos équipes issues de minorités. Nous avons également créé un programme de mentorat officiel qui, selon nous, sera bénéfique à tous les membres de nos équipes, y compris à l'avancement de la carrière des membres de groupes sous-représentés.

ENGAGEMENT ENVERS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Être prêts pour l'avenir est une partie importante de notre cheminement vers le développement durable et nous sommes fiers de nos progrès dans le domaine des solutions de recharge pour véhicules électriques et du début des travaux en vue de la création d'une feuille de route vers la décarbonation. Nous avons aussi continué à financer des initiatives mondiales de développement durable par notre offre d'obligations vertes.

Avec le déclenchement du conflit armé en Ukraine et la suspension de nos activités en Russie, notre priorité est demeurée de prendre soin de nos employés d'une manière responsable et sécuritaire. Dans des circonstances aussi tragiques, il a été réconfortant de voir l'élan de générosité dont ont fait preuve les membres de nos équipes qui ont fourni gratuitement du carburant, de la nourriture et un abri à ceux étant déplacés en raison de ce conflit. Notre campagne de collecte de fonds en magasin pour appuyer les efforts de secours de la Croix-Rouge en Ukraine a également bénéficié d'un soutien important, incluant, à ce jour, des dons de plusieurs millions de dollars et un effort de la part de l'entreprise pour offrir des possibilités d'emploi au Canada et en Europe aux Ukrainiens déplacés en raison du conflit.



En soutien à

 **Croix-Rouge canadienne**

Nous égalons chaque don*



Couche-Tard égalera chaque don effectué dans les magasins d'Amérique du Nord, jusqu'à concurrence de 1 million de dollars (USD), afin de soutenir les personnes touchées par la crise humanitaire en Ukraine.

*Couche-Tard souhaite soutenir les efforts de la Croix-Rouge canadienne (la « CRC ») et de la Croix-Rouge américaine (le « ABC ») pour répondre aux besoins humanitaires en Ukraine, pendant la campagne Couche-Tard remettra à la CRC et à l'ABC 100 % de tous les dons reçus dans ses magasins au Canada et aux États-Unis. Couche-Tard égalera tous les dons, jusqu'à 1 million de dollars (USD). Les clients qui souhaitent faire un don à la CRC ou à l'ABC peuvent le faire en versant le montant de leur choix en magasin. Les fonds de contribution et les fonds donnés par nos clients seront transférés directement à la CRC et à l'ABC, conformément à la politique de la CRC et de l'ABC. Pour plus d'informations sur la Croix-Rouge canadienne, visitez le site www.croixrouge.ca. Pour plus d'informations sur la Croix-Rouge américaine, visitez le site www.redcross.org.

Couche-Tard 

Durant cet exercice, plusieurs prestigieux prix externes ont reconnu nos efforts en matière de développement durable, Circle K étant honorée en tant que chef de file de l'industrie en Lettonie, en Lituanie et en Suède par le *Sustainable Brand Index* et en tant que *Best Convenience Store Diversity & Inclusion Employer Global 2021* par le journal international *Capital Finance International* (CFI).

Pour en savoir davantage sur notre travail et nos progrès en matière de développement durable dans nos domaines d'intérêts clés, dont le carburant, l'énergie, l'emballage et les déchets, la sécurité au travail et la diversité et l'inclusion, ainsi que sur nos ambitions 2030, consultez notre rapport de développement durable au <https://corpo.couche-tard.com/fr/developpement-durable/>

Faits saillants

Notes de bas de page



28

Toutes les données financières sont en millions de dollars américains, à l'exception des montants par actions, qui sont en dollars américains.

1. Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion de 2022 pour plus d'informations relativement à ces mesures de performance non reconnues par les IFRS.
2. Les flux de trésorerie disponibles ajustés sont présentés uniquement à titre informatif. Ils représentent le calcul suivant : le BAIIA¹ moins les Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs, Intérêts et primes de remboursement anticipé versés net des Intérêts et dividendes reçus, Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives, Impôts sur les bénéfices versés, Dividendes versés en trésorerie; plus Produits sur la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs. Elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et pourrait donc ne pas être comparable à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés ouvertes. Cette mesure est jugée utile à la direction, aux investisseurs et aux analystes puisqu'elle démontre notre efficacité à générer de la trésorerie.

Résultats financiers

Rapport de gestion

L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance d'Alimentation Couche-Tard inc. (« Couche-Tard ») pour l'exercice se terminant le 24 avril 2022. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance relative à nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés annuels audités et des notes afférentes de Couche-Tard. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.

Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Nous utilisons également dans ce rapport de gestion des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS ainsi que des mesures financières supplémentaires. Les mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Mesures non conformes aux IFRS » et lorsque de telles mesures sont présentées, le lecteur en est avisé. Les mesures financières supplémentaires sont décrites lorsque de telles mesures sont présentées. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2022. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site de SEDAR à <https://www.sedar.com/> ainsi que sur notre site web à <https://corpo.couche-tard.com/>.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « pouvoir », « devoir », « prévoir », « s'attendre à », « estimer », « présumer » ainsi que d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 28 juin 2022 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activité, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des projections ou attentes que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses interreliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur tous les aspects de notre entreprise et de nos zones géographiques, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins que nous y soyons tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous nions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. Aux États-Unis, nous sommes l'un des plus importants exploitants indépendants de magasins d'accommodation. En Europe, nous sommes un chef de file du commerce de l'accommodation et du carburant pour le transport routier dans les pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark), dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi qu'en Irlande, en plus d'avoir une présence importante en Pologne. En Asie, nous exploitons un réseau de magasins corporatifs à Hong Kong région administrative spéciale chinoise (« Hong Kong RAS ») bénéficiant d'une empreinte locale enviable.

Au 24 avril 2022, notre réseau comptait 9 094 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 7 982 offrent du carburant pour le transport routier. Notre réseau nord-américain est constitué de 17 unités d'affaires, dont 14 aux États-Unis, couvrant 47 États, et 3 au Canada couvrant les 10 provinces. Environ 96 000 personnes travaillent dans l'ensemble de notre réseau et nos centres de services en Amérique du Nord.

En Europe, nous exploitons un vaste réseau de vente au détail en Scandinavie, en Irlande, en Pologne et dans les pays baltes par le biais de 9 unités d'affaires. Au 24 avril 2022, notre réseau comptait 2 709 magasins, la majorité offrant du carburant pour le transport routier et des produits d'accommodation alors que les autres, automatisés et sans employé, du carburant pour le transport routier uniquement. Nous offrons aussi d'autres produits, incluant du carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires. En incluant les employés travaillant dans les magasins franchisés portant nos bannières, environ 22 000 personnes sont employées dans notre réseau du commerce de l'accommodation, nos terminaux et nos centres de services en Europe. En Asie, notre réseau comprenait 363 magasins d'accommodation corporatifs à Hong Kong RAS, proposant une offre attrayante d'aliments sur le pouce ainsi qu'une variété de marchandises et services. Environ 4 000 personnes travaillent dans notre réseau de magasins et nos centres de services en Asie.

Également, en vertu des contrats de licence, plus de 1 800 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 13 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à plus de 14 000 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

Notre mission est de faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins des gens pressés. Nous leur offrons un service rapide et chaleureux et leur proposons des produits d'alimentation frais, des boissons chaudes et froides, des services de lave-auto et d'autres produits et services de haute qualité, notamment du carburant pour le transport routier, visant à répondre et même à surpasser leurs attentes dans un environnement propre, accueillant et efficace. Notre modèle d'affaires est la clé de notre succès. Nous sommes une organisation axée sur le client, financièrement disciplinée, et qui est constamment à la recherche des meilleures pratiques. Nous tirons parti de notre expérience à l'échelle mondiale pour parfaire notre expertise opérationnelle et nous ne cessons d'investir dans nos gens et dans nos magasins.

Création de valeur

Aux États-Unis, le secteur des magasins d'accommodation est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons, des parts de marché que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et par l'amélioration de notre offre. En Europe et au Canada, le secteur des magasins d'accommodation est souvent dominé par quelques acteurs importants, dont des sociétés pétrolières intégrées. Certaines de ces dernières sont en voie de vendre ou comptent mettre en vente leurs actifs liés au commerce de détail. Nous comptons étudier les opportunités d'investissement qui pourraient se présenter à nous par l'entremise de ce processus. En Asie, avec notre réseau de magasins à Hong Kong RAS, nous avons une plateforme en place à partir de laquelle nous sommes prêt à croître. La combinaison de nos meilleures pratiques avec l'expertise locale contribuera à accélérer notre croissance organique et à offrir de nouvelles opportunités de consolidation dans cette région.

Peu importe le contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions optimales afin de créer de la valeur. Par conséquent, nous ne préconisons pas nécessairement l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus des acquisitions, le développement organique joue un rôle important dans l'augmentation de notre bénéfice net. Nous nous concentrons à bâtir et étendre notre réseau dans les zones géographiques où nous pouvons tirer parti de nos forces afin de créer de la valeur pour notre société et ses actionnaires. Nous nous démarquons par les améliorations continues apportées à notre offre, dont notre programme de produits alimentaires frais, nos solutions de mobilité innovantes et durables, nos efforts pour améliorer la flexibilité et le contrôle de notre chaîne d'approvisionnement ainsi que notre capacité à s'adapter rapidement aux changements. Tout en restant fidèle à notre discipline financière habituelle, l'ensemble de ces éléments, en plus de notre bilan solide, ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptons poursuivre dans cette direction.

Données sur les taux de change

Nous présentons nos données en dollars américains, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis.

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture, indiqués en dollars américains par unité monétaire comparative :

	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Moyenne pour la période⁽¹⁾					
Dollar canadien	0,7901	0,7930	0,7978	0,7630	0,7494
Couronne norvégienne	0,1132	0,1178	0,1150	0,1110	0,1096
Couronne suédoise	0,1059	0,1181	0,1130	0,1141	0,1038
Couronne danoise	0,1492	0,1611	0,1555	0,1577	0,1485
Zloty	0,2388	0,2631	0,2522	0,2610	0,2568
Euro	1,1103	1,1979	1,1565	1,1742	1,1087
Rouble ⁽²⁾	0,0112	0,0133	0,0131	0,0135	0,0153
Dollar de Hong Kong ⁽³⁾	0,1279	0,1288	0,1284	0,1289	—

(1) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

(2) Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2022, calculées en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, jusqu'au 8 avril 2022.

(3) Pour la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021, calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, à partir du 21 décembre 2020.

	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021
Fin de la période		
Dollar canadien	0,7888	0,8011
Couronne norvégienne	0,1124	0,1201
Couronne suédoise	0,1052	0,1190
Couronne danoise	0,1454	0,1623
Zloty	0,2334	0,2645
Euro	1,0817	1,2066
Rouble	Non applicable	0,0134
Dollar de Hong Kong	0,1275	0,1288

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations dans d'autres devises sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Sauf indication contraire, les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes, européennes, asiatiques et corporatives (« opérations en devises étrangères »). Pour l'analyse des résultats consolidés, ces écarts représentent la différence entre les résultats de la période correspondante en devises locales convertis au taux de change moyen de la période en cours et ces mêmes résultats en devises locales convertis au taux de change moyen de la période correspondante.

Aperçu de l'exercice 2022

Résultats financiers

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») de l'exercice 2022 s'est chiffré à 2,7 milliards \$, une diminution de 22,2 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,52 \$, comparativement à 2,44 \$ pour l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice 2022 et 2021 ont été affectés par des éléments spécifiques présentés dans la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion. En excluant ces éléments, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société¹ s'est élevé à approximativement 2,8 milliards \$ (2,60 \$ par action sur une base diluée¹) pour l'exercice 2022, comparativement à 2,7 milliards \$ (2,45 \$ par action sur une base diluée¹) pour l'exercice 2021, une augmentation de 54,0 millions \$, ou 2,0 %, attribuable à l'augmentation de la marge brute sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à la croissance organique des activités d'accommodation et de vente de carburant pour le transport routier, partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais d'exploitation ainsi que de la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Changements dans notre réseau au cours de l'exercice 2022

Acquisition d'entreprises

Au cours de l'exercice 2022, nous avons acquis 74 magasins corporatifs, incluant 35 magasins opérant sous la bannière Porter's, situés principalement dans les États de l'Oregon et de Washington, aux États-Unis, 19 magasins opérant sous la bannière Pic Quik, situés dans l'État du Nouveau-Mexique, aux États-Unis, ainsi que 9 magasins opérant sous la bannière Londis, situés en Irlande. De plus, nous avons acquis 17 magasins opérés par des exploitants indépendants sous la bannière Purple Cow, situés dans le sud-est des États-Unis, 22 contrats d'approvisionnement en carburant ainsi qu'une petite entreprise se spécialisant dans les solutions technologiques pour les détaillants et les magasins d'accommodation.

Transactions en cours

Le 30 juillet 2021, nous avons conclu une entente exécutoire afin d'acquérir Cape D'or Holdings Limited, Barrington Terminals Limited ainsi que d'autres sociétés d'investissement liées, qui exploitent, dans la région de l'Atlantique au Canada, un réseau indépendant de magasins d'accommodation et de vente de carburant sous les marques de commerce d'Esso, de Go! Stores et de Wilsons Gas Stops (collectivement « Wilsons »). Le réseau Wilsons comprend 79 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant, 147 sites opérés par des exploitants indépendants, ainsi qu'un terminal de carburant situé à Halifax, au Canada. La transaction devrait être conclue au cours de la première moitié de l'exercice 2023, et elle est assujettie aux conditions de clôture habituelles et aux approbations réglementaires, y compris celles en vertu de la *Loi sur la concurrence* du Canada.

Cession stratégique de sites

Le 22 mars 2021, en nous basant sur les résultats d'un examen stratégique de notre réseau, nous avons annoncé notre intention de vendre certains magasins répartis dans 28 états aux États-Unis et dans 6 provinces au Canada. Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, nous avons complété l'entente avec Casey's General Stores Inc. pour la vente de 48 magasins ainsi que la vente de 190 magasins à de multiples acheteurs. Ces transactions ont été conclues pour une contrepartie totale en espèces de 238,8 millions \$ et ont généré un gain de 49,4 millions \$, qui est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés.

Au 24 avril 2022, 11 magasins aux États-Unis respectaient les critères de classement comme actifs détenus en vue de la vente. Au cours de l'exercice 2022, un critère de classement comme actifs détenus en vue de la vente n'était plus respecté pour 66 magasins aux États-Unis et 31 magasins au Canada. Par conséquent, un montant de 12,6 millions \$ a été enregistré au poste Amortissement et perte de valeur pour reconnaître l'amortissement qui aurait été comptabilisé si ces magasins n'avaient pas été classés comme actifs détenus en vue de la vente ainsi que pour porter la valeur comptable de certains magasins à leur valeur recouvrable.

Construction de magasins

Nous avons complété la construction de 97 magasins et la relocalisation ou la reconstruction de 36 magasins. Au 24 avril 2022, 58 autres magasins étaient en construction et devraient ouvrir au cours des prochains trimestres.

Événement subséquent

Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, nous avons acquis, par le biais d'une coentreprise avec Musket Corporation, quatre terminaux de carburant pour le transport routier situés en Floride, en Illinois et en Caroline du Nord, aux États-Unis.

Sommaire du mouvement dans notre réseau de magasins

Les tableaux suivants présentent certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours des périodes de 12 semaines et 52 semaines terminées le 24 avril 2022⁽¹⁾ :

Types de magasins	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2022				Total
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾	
Nombre de magasins au début de la période	9 857	394	712	1 301	12 264
Acquisitions	4	—	—	—	4
Ouvertures / constructions / ajouts	42	2	12	22	78
Fermetures / dispositions / retraits	(115)	(2)	(11)	(52)	(180)
Conversions de magasins	20	(24)	—	4	—
Nombre de magasins à la fin de la période	9 808	370	713	1 275	12 166
Magasins Circle K exploités sous licence					1 842
Nombre total de magasins dans le réseau					14 008
Nombre de stations de carburant automatisées incluses dans le solde de fin de période ⁽⁶⁾	975	—	12	—	987

Types de magasins	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022				Total
	Corporatifs ⁽²⁾	CODO ⁽³⁾	DODO ⁽⁴⁾	Franchisés et autres affiliés ⁽⁵⁾	
Nombre de magasins au début de la période	9 976	398	697	1 257	12 328
Acquisitions	74	17	22	—	113
Ouvertures / constructions / ajouts	97	5	35	117	254
Fermetures / dispositions / retraits	(382)	(8)	(35)	(104)	(529)
Conversions de magasins	43	(42)	(6)	5	—
Nombre de magasins à la fin de la période	9 808	370	713	1 275	12 166
Magasins Circle K exploités sous licence					1 842
Nombre total de magasins dans le réseau					14 008

- (1) Ces chiffres incluent 50 % des magasins opérés par l'entremise de RDK, une coentreprise.
- (2) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont gérés par Couche-Tard ou l'un de ses agents à commission.
- (3) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont opérés par des exploitants indépendants en échange d'un loyer et auxquels Couche-Tard peut fournir du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (4) Sites contrôlés et opérés par des exploitants indépendants auxquels Couche-Tard fournit du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (5) Magasins opérés par des exploitants indépendants en vertu d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.
- (6) Ces magasins ne vendent que du carburant pour le transport routier.

Régime de rachat d'actions

Le 21 avril 2021, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un régime de rachat d'actions (le « Régime »), qui est entré en vigueur le 26 avril 2021. Le Régime nous permettait initialement de racheter jusqu'à 4,0 % des actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public au 19 avril 2021 (« Actions détenues dans le public »). Le 31 janvier 2022, la Bourse de Toronto a approuvé la modification de notre Régime afin d'accroître le nombre maximal d'actions qui peuvent être rachetées à 5,8 % des Actions détenues dans le public.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons atteint la limite de rachats autorisée par le Régime en rachetant 46 806 328 actions. Ces rachats ont été conclus pour un montant de 1,9 milliard \$. Au cours de l'exercice 2022 et sous notre Régime, 6 351 895 actions à droit de vote subalterne de catégorie B ont été rachetées, pour un montant de 238,5 millions \$, de Développements Orano inc., une société contrôlée par M. Alain Bouchard, fondateur de Couche-Tard et président exécutif de son conseil d'administration, ce qui constitue une transaction entre parties liées.

Le 22 avril 2022, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement de notre Régime, qui nous autorise à racheter un maximum de 79 703 614 actions, représentant 10,0 % des actions détenues dans le public au 20 avril 2022. Le renouvellement est entré en vigueur le 26 avril 2022 et se terminera au plus tard le 25 avril 2023. Un régime de rachat de titres automatique, qui a préalablement été approuvé par la Bourse de Toronto lors de l'approbation du renouvellement du Régime, est aussi en place et pourrait permettre à un courtier désigné de procéder au rachat de nos actions, en notre nom, selon des paramètres établis par nous. Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, et dans le cadre du Régime renouvelé, nous avons racheté 9 764 000 actions pour un montant de 429,2 millions \$.

Conversion automatique des actions à droit de vote subalterne de catégorie B

Le 8 décembre 2021, au moment où tous les cofondateurs de Couche-Tard ont atteint l'âge de 65 ans, la totalité des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard a été automatiquement convertie en actions à droit de vote multiple de catégorie A sur une base de une pour une. Suite à la conversion automatique, seules les actions à droit de vote multiple de catégorie A de Couche-Tard sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « ATD » et l'ensemble des régimes de rémunération et d'autres paiements fondés sur des actions couvrent les actions à droit de vote multiple de catégorie A.

Remboursement et émission de billets de premier rang non garantis

Le 13 mai 2021, nous avons émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, totalisant 1,0 milliard \$, se composant d'une tranche de 650,0 millions \$ ayant un coupon de 3,44 % venant à échéance en 2041, ainsi que d'une tranche d'obligations vertes de 350,0 millions \$ ayant un coupon de 3,63 % et venant à échéance en 2051. Un montant égal au produit net des obligations vertes a été utilisé pour financer ou refinancer des projets environnementaux, nouveaux ou existants, ainsi que nos initiatives communautaires, renforçant ainsi notre engagement envers un avenir plus responsable. Le produit net de l'émission de 650,0 millions \$, ainsi que la trésorerie disponible, ont été utilisés pour rembourser intégralement, le 14 mai 2021, nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$, qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022. Le remboursement incluait une prime de remboursement anticipé de 27,7 millions \$ pour laquelle l'incidence a été enregistrée aux Frais financiers lors de la remise d'un avis de remboursement durant l'exercice 2021.

Une partie des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$ émis le 13 mai 2021 faisait l'objet d'une relation de couverture de flux de trésorerie utilisant des accords de fixation de taux d'intérêt pour réduire le risque associé aux variations des taux d'intérêt en prévision de l'émission. Le 10 mai 2021, avant leur échéance, nous avons réglé l'ensemble de nos accords de fixation de taux d'intérêt pour un montant de 2,9 millions \$, qui est amorti aux résultats sur la durée des nouveaux billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, comme une augmentation des dépenses d'intérêts connexes.

Le 3 mars 2022, suite à la remise d'un avis de remboursement daté du 31 janvier 2022, nous avons remboursé intégralement nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 millions \$ CA émis le 1^{er} novembre 2012 et qui devaient arriver à échéance le 1^{er} novembre 2022. Le remboursement de 254,1 millions \$ CA (200,6 millions \$) a été effectué en utilisant la trésorerie disponible et incluait une prime de remboursement anticipé de 4,1 millions \$ CA (3,2 millions \$). Nous avons aussi réglé les swaps de taux d'intérêt et multidevises associés à ces billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens.

Fire & Flower

Au 24 avril 2022, nous avons déterminé que la diminution de la capitalisation boursière de Fire & Flower Holdings Corp. (« Fire & Flower ») était une indication de perte de valeur et, par conséquent, une perte de 33,7 millions \$ a été comptabilisée au poste Amortissement et perte de valeur afin de ramener notre participation dans la société associée à sa juste valeur.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons exercé les Bons de souscription A-3 de Fire & Flower pour une considération en espèces de 9,8 millions \$ CA (7,9 millions \$). Le 28 avril 2022, subséquemment à la fin de l'exercice 2022, nous avons exercé les Bons de souscription B de Fire & Flower pour une considération totale de 37,8 millions \$ CA (29,5 millions \$), comprenant une considération en espèces de 17,3 millions \$ CA (13,5 millions \$) ainsi qu'un montant de 20,5 millions \$ CA (16,0 millions \$) représentant le règlement non monétaire du principal et des intérêts courus d'un prêt garanti de 20,0 millions \$ CA qui avait été octroyé à Fire & Flower. L'exercice a augmenté notre participation dans Fire & Flower à 35,3 %.

Décomptabilisation et perte de valeur du placement dans nos filiales russes

Le 8 avril 2022, conséquemment aux événements géopolitiques qui ont mené à l'imposition de sanctions économiques par et contre la Russie, ainsi qu'aux développements suivant notre annonce de la suspension des opérations de nos 38 magasins situés en Russie, il a été déterminé que les critères de contrôle sur notre placement dans nos filiales russes en propriété exclusive n'étaient plus rencontrés, puisque nous n'avions plus la capacité de diriger leurs activités pertinentes et avons perdu le droit à leurs bénéfices. Suite à la perte de contrôle, les actifs et les passifs des filiales russes ont été décomptabilisés, ce qui a entraîné une reclassification des pertes de redressements cumulés de conversion des devises de 10,5 millions \$. De plus, le placement résultant a été évalué à sa juste valeur, ce qui a entraîné la comptabilisation d'une perte de valeur intégrale de 45,7 millions \$. Ces deux montants ont été enregistrés au poste Amortissement et perte de valeur à l'état des résultats consolidés. Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, le bénéfice net, les autres éléments du résultat global et les flux de trésoreries des filiales russes sont inclus dans nos états financiers consolidés du 26 avril 2021 au 8 avril 2022.

Pandémie de COVID-19

Alors que deux ans se sont écoulés depuis le début de la pandémie de COVID-19, ses incidences ont continué de se faire ressentir sur nos activités durant l'exercice. Ces dernières ont fluctué selon les régions, en raison de l'évolution de la pandémie et des mesures de restrictions sociales qui ont différé d'une année à l'autre. Les catégories de marchandises les plus affectées par la COVID-19, telle que notre offre alimentaire, ont continué d'afficher une tendance positive par rapport à l'incidence initiale de la pandémie et nos activités d'accommodation ont bien performé dans l'ensemble de notre réseau. Les marges de carburant sont demeurées supérieures à celles d'avant la pandémie, alors que les volumes ont été affectés par les tendances liées au télétravail et l'évolution des restrictions locales.

Considérant que la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur nos résultats de l'exercice précédent, l'analyse de la marge brute¹ sur un horizon de deux ans offre un aperçu supplémentaire compte tenu de la volatilité de nos différentes mesures de performance. En excluant la cession de CAPL et l'acquisition de Circle K Hong Kong², la marge brute sur les marchandises et services ainsi que sur le carburant pour le transport routier étaient plus élevées de 10,2 % et de 18,2 %, respectivement, comparativement aux données annuelles de l'exercice 2020, soit avant la pandémie.

Événement subséquent

Programme de papier commercial aux États-Unis

Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, nous avons établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé. Le programme de papier commercial nous permet d'émettre à l'occasion des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission. Le principal total des billets de papier commercial non garantis en circulation ne peut dépasser en aucun moment 2,5 milliards \$ et notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie sert de garantie de liquidités pour le remboursement des billets de papier commercial non garantis.

Changement de méthode comptable

Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique

En avril 2021, le IFRS Interpretations Committee a finalisé son agenda décisionnel, *Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique* (IAS 38 *Immobilisations incorporelles*), clarifiant comment reconnaître certaines dépenses de configuration et de personnalisation engagées dans le cadre d'accords d'infonuagiques. Durant l'exercice 2022, nous avons finalisé notre évaluation de l'incidence de cette décision et nous avons modifié notre méthode comptable pour appliquer cette interprétation. Par conséquent, des coûts précédemment capitalisés en immobilisations incorporelles ont été reclassés, dont 15,1 millions \$ au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux dans l'état des résultats consolidés, 6,0 millions \$ en tant que frais payés d'avance long terme au poste Autres actifs, et 3,9 millions \$ au poste Frais payés d'avance au bilan consolidé. Nous n'avons pas appliqué ce changement de méthode comptable rétrospectivement, car son incidence n'a pas été jugée significative. Nous nous attendons à ce que ce changement de méthode comptable ait un impact sur nos résultats consolidés futurs puisque les dépenses visées par cette interprétation seront dorénavant constatées au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, alors qu'elles étaient auparavant comptabilisées au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés. De plus, nous prévoyons également que le moment de la constatation de ces dépenses aux résultats différera suite à ce changement.

Dividendes

Lors de sa réunion du 28 juin 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 11,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 aux actionnaires inscrits le 8 juillet 2022 et a approuvé son paiement pour le 22 juillet 2022. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

Pour l'exercice 2022, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 41,75 ¢ CA par action, une augmentation de 25,6 %, comparativement à 33,25 ¢ CA pour l'exercice 2021.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

² Sur un horizon de deux ans, la marge brute consolidée sur les marchandises et services et la marge brute consolidée sur le carburant pour le transport routier ont été plus élevées de 14,0 % et de 16,7 %, respectivement.

Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 23 juin 2022, 1 023 244 755 actions à droit de vote multiple de catégorie A de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 3 776 596 options d'achat d'actions à droit de vote multiple de catégorie A de Couche-Tard en circulation.

Catégories des états des résultats

Ventes provenant des marchandises et des services. Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de boissons, de bière, de vin, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines et d'articles d'épicerie. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir de nos centres de distribution et installations de préparation alimentaire, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les revenus provenant des services comprennent principalement des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loteries, des frais attribuables aux guichets automatiques, de ventes de cartes d'appels, de ventes de cartes cadeaux et de revenus provenant de bornes de recharge de véhicules électriques.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royautés des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, les franchisés et les détenteurs de licences. Par l'entremise de redevances de magasins sous licence de marque Tweed Inc. par Canopy Growth en Ontario, au Canada, de la quote-part des résultats de Fire & Flower et des revenus locatifs provenant de la sous-location d'une partie de certains de ses magasins d'accommodation à Fire & Flower, la société participe indirectement à la vente de produits du cannabis.

Ventes provenant du carburant pour le transport routier. Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant pour le transport routier, y compris les taxes intégrées lorsque celles-ci sont incluses dans le prix d'achat, si nous prenons possession du stock de carburant pour le transport routier. Aux États-Unis et en Europe, dans certains cas, nous achetons le carburant pour le transport routier et le revendons au coût plus une majoration à certains exploitants indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant pour le transport routier. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

Autres revenus. Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires, lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente, ainsi que les coûts de logistiques internes. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux. Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien, les technologies de l'information et les frais généraux, excluant amortissement et perte de valeur.

Les mesures de performance clés employées par la direction, qui figurent sous la rubrique « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022 – Autres données d'exploitation », sont le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services¹, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable¹, la marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier¹, la croissance des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable, le rendement des capitaux propres¹ et le rendement des capitaux investis¹.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Mesures non conformes aux IFRS

Afin de fournir plus d'informations sur la performance de la société, les informations financières incluses dans nos documents financiers contiennent certaines données qui ne sont pas des mesures de performance reconnues par les IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), et qui sont également calculées sur une base ajustée en excluant certains éléments spécifiques. Nous croyons que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles à la direction, aux investisseurs ainsi qu'aux analystes, car elles fournissent plus d'informations pour mesurer la performance et la situation financière de la société.

Les mesures non conformes aux IFRS suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

- Marge brute;
- Dette nette portant intérêt;
- Bénéfice net avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté;
- Bénéfice net ajusté;
- Liquidités disponibles.

Les ratios non conformes aux IFRS suivants sont utilisés dans nos divulgations financières :

- Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services et Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier;
- Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux;
- Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts normalisés liés aux employés;
- Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions;
- Bénéfice net ajusté par action dilué;
- Ratio d'endettement;
- Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux investis.

La mesure de gestion du capital suivante est utilisée dans nos divulgations financières :

- Dette nette portant intérêt / capitalisation totale.

Des mesures financières supplémentaires sont également utilisées dans nos divulgations financières et ces mesures sont décrites lorsqu'elles sont présentées.

Les mesures et les ratios non conformes aux IFRS, ainsi que la mesure de gestion du capital (« mesures non conformes aux IFRS ») sont principalement dérivés des états financiers consolidés, mais n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Elles ne doivent pas être considérées séparément ou comme substitut à des mesures financières reconnues par les IFRS. De plus, nos méthodes de calcul des mesures non conformes aux IFRS peuvent différer de celles utilisées par d'autres sociétés ouvertes. Toute modification ou reformulation pourrait avoir une incidence significative. Ces mesures sont aussi présentées sur une base pro forma, en tenant compte des acquisitions et des nouvelles normes comptables, si celles-ci ont un impact matériel.

Marge brute. La marge brute se compose du chiffre d'affaires moins le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Cette mesure est jugée utile pour évaluer la performance sous-jacente de nos activités.

Le tableau suivant présente un rapprochement du chiffre d'affaires et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, à la marge brute :

(en millions de dollars US)	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Chiffre d'affaires	16 434,9	12 237,4	62 809,9	45 760,1	54 132,4
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur	13 877,9	9 902,9	51 805,1	35 644,8	44 488,9
Marge brute	2 557,0	2 334,5	11 004,8	10 115,3	9 643,5

Veuillez noter que la même réconciliation s'applique à la détermination de la marge brute par catégorie et par géographie présentée dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ».

Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services. Le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services correspond à la marge brute sur les marchandises et services divisée par les revenus tirés des marchandises et services, ces deux mesures étant présentées dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ». Le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services est jugé utile pour évaluer l'efficacité avec laquelle nous générons une marge brute par dollar de revenu.

Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier. La marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier correspond à la marge brute sur le carburant pour le transport routier divisée par le volume total de carburant pour le transport routier vendu. Pour les États-Unis et l'Europe et autres régions, ces deux mesures étant présentées dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ». Pour le Canada, cette mesure est présentée en monnaie fonctionnelle et le tableau ci-dessous présente un rapprochement, pour le carburant pour le transport routier, des ventes et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, à la marge brute et à la marge brute unitaire du carburant pour le transport routier qui en résulte. Cette mesure est jugée utile pour évaluer l'efficacité avec laquelle nous générons une marge brute unitaire par gallon ou litre de carburant pour le transport routier vendu.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Ventes de carburant pour le transport routier	1 686,8	1 163,8	6 703,8	4 596,5	5 915,2
Coût des ventes de carburant pour le transport routier, excluant amortissement et perte de valeur	1 534,3	1 044,8	6 085,5	4 083,5	5 457,2
Marge brute sur le carburant pour le transport routier	152,5	119,0	618,3	513,0	458,0
Volume total de carburant pour le transport routier	1 136,9	1 089,6	5 264,8	4 952,6	5 815,6
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier (cents CA par litre)	13,41	10,92	11,74	10,36	7,88

Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« croissance normalisée des frais d'exploitation »). La croissance normalisée des frais d'exploitation consiste en la croissance des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux ajustée pour tenir compte de l'impact des changements dans notre réseau, de l'impact d'éléments plus volatiles sur lesquels nous avons un contrôle limité ainsi que de l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à contrôler nos frais d'exploitation sur une base comparable.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement de la croissance des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux avec la croissance normalisée des frais d'exploitation :

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés	1 483,8	1 246,7	19,0%	5 884,5	5 148,6	14,3%
Ajustements :						
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(39,2)	—	(3,1%)	(135,6)	—	(2,6%)
Diminution (augmentation) générée par l'effet net de la conversion de devises	—	(21,2)	1,7%	—	17,4	(0,3%)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(15,1)	—	(1,2%)	(15,1)	—	(0,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(9,6)	—	(0,8%)	(90,8)	—	(1,8%)
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	0,6	—	—	5,1	—	0,1%
Croissance normalisée des frais d'exploitation	1 420,5	1 225,5	15,6 %	5 648,1	5 166,0	9,4 %

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés	1 246,7	1 209,8	3,1%	5 148,6	5 227,3	(1,5%)
Ajustements :						
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	—	40,2	(3,3%)	—	66,9	(1,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(26,1)	—	(2,2%)	(48,2)	—	(0,9%)
(Augmentation) diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus ou moins élevés, excluant les acquisitions	(11,0)	—	(0,9%)	68,0	—	1,3%
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiement électronique	4,2	—	0,3%	22,3	—	0,4%
Diminution (augmentation) nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	1,4	—	0,1%	(5,0)	—	(0,1%)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	—	—	—	46,8	—	0,9%
Diminution normalisée des frais d'exploitation	1 215,2	1 250,0	(2,9 %)	5 232,5	5 294,2	(1,2 %)

Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts normalisés liés aux employés (« Croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés »). La croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés consiste en la croissance des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020 ajustée pour tenir compte de l'impact des changements dans notre réseau, des coûts liés aux employés qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, de l'impact des éléments plus volatils sur lesquels nous avons un contrôle limité ainsi que de l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à contrôler nos dépenses sur une base comparable et par rapport à un exercice qui a été soumis à une volatilité limitée.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement de la croissance des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux avec la croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	26 avril 2020	Variation	24 avril 2022	26 avril 2020	Variation
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés	1 483,8	1 209,8	22,6%	5 884,5	5 227,3	12,6%
Ajustements :						
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(49,5)	—	(4,1%)	(68,0)	—	(1,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(35,7)	—	(3,0%)	(139,0)	—	(2,7%)
Coûts liés aux employés en lien avec la COVID-19 des périodes correspondantes de l'exercices 2020	27,8	—	2,3%	27,8	—	0,5%
Mesures de rétention des employés de l'année en courante	(18,9)	—	(1,6%)	(80,9)	—	(1,5%)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises		19,5	(1,6%)		88,5	(1,7%)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(15,1)	—	(1,2%)	(15,1)	—	(0,3%)
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiement électronique	4,2	—	0,3%	22,3	—	0,4%
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	2,0	—	0,1%	0,1	—	—
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	—	—	—	46,8	—	0,9%
Croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés	1 398,6	1 229,3	13,8%	5 678,5	5 315,8	6,9%
Taux de croissance annuel composé			6,8%			3,4%

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés	1 246,7	1 209,8	3,1%	5 148,6	5 227,3	(1,5%)
Ajustements :						
Impact des subventions gouvernementales au cours de l'exercice 2021	41,0	—	3,4%	51,1	—	1,0%
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	—	40,2	(3,3%)	—	66,9	(1,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(26,1)	—	(2,2%)	(48,2)	—	(0,9%)
Diminution (augmentation) des coûts liés aux employés en lien avec la COVID-19	22,6	—	1,9%	(44,4)	—	(0,8%)
(Augmentation) diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus ou moins élevés, excluant les acquisitions	(11,0)	—	(0,9%)	68,0	—	1,3%
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiement électronique	4,2	—	0,3%	22,3	—	0,4%
Diminution (augmentation) nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	1,4	—	0,1%	(5,0)	—	(0,1%)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	—	—	—	46,8	—	0,9%
Croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés	1 278,8	1 250,0	2,4%	5 239,2	5 294,2	(1,0%)

Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable en Europe et autres régions. Les ventes de marchandises par magasin comparable représentent les revenus cumulés des marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus de marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services. Pour l'Europe et les autres régions, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable est calculée sur la base de devises constantes en utilisant le taux de change moyen respectif de la période en cours pour la période en cours ainsi que pour la période correspondante. Les ventes de marchandises par magasin comparable de l'Europe et autres régions incluent celles des magasins corporatifs, des magasins CODO et DODO, ainsi que celles des magasins corporatifs asiatiques avant leur date d'acquisition du 21 décembre 2020. Ces deux derniers items ne sont pas inclus dans nos résultats consolidés. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à générer une croissance organique sur une base comparable dans l'ensemble de notre réseau de magasins en Europe et dans les autres régions.

Les tableaux ci-dessous rapprochent les revenus tirés des marchandises et services aux ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et les autres régions et le pourcentage de croissance qui en résulte :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le	
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021
Revenus tirés des marchandises et services pour Europe et autres régions	571,4	551,9	2 429,1	1 830,8
Ajustements :				
Revenus de services	(57,8)	(55,0)	(205,0)	(178,4)
Effet net de change	—	(30,0)	—	(21,9)
Revenus de marchandises ne répondant pas à la définition des ventes de marchandises par magasin comparable	(71,8)	(50,7)	(147,2)	(152,0)
Ventes de marchandises par magasin comparable non inclus dans nos résultats consolidés	78,8	74,0	400,0	859,7
Total des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	520,6	490,2	2 476,9	2 338,2
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	6,2 %		5,9 %	

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le	
	25 avril 2021	26 avril 2020	25 avril 2021	26 avril 2020
Revenus tirés des marchandises et services pour Europe et autres régions	551,9	312,9	1 830,8	1 416,3
Ajustements :				
Revenus de services	(55,0)	(36,8)	(178,4)	(144,3)
Effet net de change	—	31,4	—	81,9
Revenus de marchandises ne répondant pas à la définition des ventes de marchandises par magasin comparable	(30,7)	(20,8)	(33,2)	(9,6)
Ventes de marchandises par magasin comparable non inclus dans nos résultats consolidés	95,3	225,0	437,4	593,6
Total des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	561,5	511,7	2 056,6	1 937,9
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions	9,7 %		6,1 %	

Bénéfice avant impôts, intérêts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté. Le BAIIA représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers nets et l'amortissement et perte de valeur. Le BAIIA ajusté représente le BAIIA, ajusté pour exclure les frais d'acquisition ainsi que d'autres éléments spécifiques. Ces mesures de performance sont jugées utiles pour faciliter l'évaluation de nos activités courantes et notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations, nos rachats d'actions et le paiement de dividendes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAIIA et au BAIIA ajusté :

<i>(en millions de dollars US)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	477,7	563,9	2 683,3	2 705,5	2 357,6
Ajouter :					
Impôts sur les bénéfices	139,2	127,6	734,3	653,6	545,9
Frais financiers nets	51,5	71,7	281,0	342,5	284,5
Amortissement et perte de valeur	449,4	344,9	1 545,7	1 358,9	1 336,8
BAIIA	1 117,8	1 108,1	5 244,3	5 060,5	4 524,8
Ajustements :					
Ajustement de transition lié aux accords d'infonugiques	15,1	—	15,1	—	—
Frais d'acquisition	0,9	1,5	6,7	11,8	6,7
Gain sur cession d'une propriété	—	(26,6)	—	(67,5)	—
BAIIA attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(66,6)
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	—	—	—	—	(61,5)
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	—	—	—	—	(41,0)
BAIIA ajusté	1 133,8	1 083,0	5 266,1	5 004,8	4 362,4

Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action dilué. Le bénéfice net ajusté représente le bénéfice net, ajusté des gains ou pertes de change, des frais d'acquisition et d'autres éléments spécifiques. Ces mesures sont jugées utiles afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au bénéfice net ajusté et au bénéfice net ajusté par action dilué :

<i>(en millions de dollars US, excluant les montants par action, ou sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	477,7	563,9	2 683,3	2 705,5	2 353,6
Ajustements :					
Perte de valeur et incidence de la déconsolidation des filiales russes	56,2	—	56,2	—	—
Perte de valeur sur notre participation dans Fire & Flower	33,7	—	33,7	—	—
Ajustement de transition lié aux accords d'infonugiques	15,1	—	15,1	—	—
(Gain) perte de change net(te)	(3,0)	1,1	(20,7)	44,9	(33,5)
Frais d'acquisition	0,9	1,5	6,7	11,8	6,7
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	—	29,1	—	29,1	—
Gain sur cession d'une propriété	—	(26,6)	—	(67,5)	—
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	—	—	—	—	(61,5)
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	—	—	—	—	(41,0)
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-valeur sur les actifs d'impôts différés	—	—	—	—	(33,6)
Incidence fiscale découlant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL	—	—	—	—	2,7
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(7,6)	(5,0)	(4,3)	(7,8)	22,6
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société	573,0	564,0	2 770,0	2 716,0	2 216,0
Nombre moyen pondéré d'actions dilués (en millions)	1 046,1	1 086,5	1 063,5	1 106,7	1 124,5
Bénéfice net ajusté par action diluée	0,55	0,52	2,60	2,45	1,97

Dette portant intérêt. Cette mesure représente la somme des postes de bilan suivants : Portion à court terme de la dette à long terme, Dette à long terme, Portion à court terme des obligations locatives et Obligations locatives. Cette mesure est jugée utile pour faciliter la compréhension de notre situation financière par rapport aux obligations de financement. Le calcul de cette mesure de la situation financière est détaillé dans la section « Dette nette portant intérêt / capitalisation totale » ci-dessous.

Dette nette portant intérêt / capitalisation totale. Cette mesure représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers.

Le tableau suivant présente le calcul de cette mesure de performance :

<i>(en millions de dollars US, excluant les ratios)</i>	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020
Portion à court terme de la dette à long terme	1,4	1 107,3	214,7
Portion à court terme des obligations locatives	425,4	419,4	383,1
Dette à long terme	5 963,6	5 282,6	7 515,8
Obligations locatives	3 049,5	2 792,7	2 265,7
Dette portant intérêt	9 439,9	9 602,0	10 379,3
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 143,9	3 015,8	3 641,5
Dette nette portant intérêt	7 296,0	6 586,2	6 737,8
Capitaux propres	12 437,6	12 180,9	10 066,6
Dette nette portant intérêt	7 296,0	6 586,2	6 737,8
Capitalisation totale	19 733,6	18 767,1	16 796,4
Dette nette portant intérêt / capitalisation totale	0,37 : 1	0,35 : 1	0,40 : 1

Ratio d'endettement. Cette mesure représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette portant intérêt et le BAIIA ajusté, dont les méthodologies de calcul sont décrites dans d'autres tableaux de cette section, avec le ratio d'endettement :

<i>(en millions de dollars US, excluant les ratios)</i>	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Dette nette portant intérêt	7 296,0	6 586,2	6 737,8
BAIIA ajusté	5 266,1	5 004,8	4 362,4
Ratio d'endettement	1,39 : 1	1,32 : 1	1,54 : 1

Rendement des capitaux propres. Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et nos actifs nets. Les capitaux propres moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin pour la période de 52 semaines.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, avec le ratio de rendement des capitaux propres :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	2 683,3	2 705,5	2 353,6
Capitaux propres - Solde d'ouverture	12 180,9	10 066,6	8 913,7
Capitaux propres - Solde de clôture	12 437,6	12 180,9	10 066,6
Capitaux propres moyens	12 309,3	11 123,8	9 490,2
Rendement des capitaux propres	21,8%	24,3%	24,8%

Rendement des capitaux investis. Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et les capitaux employés. Le bénéfice avant intérêts et impôts (« BAI ») représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices et les frais financiers nets. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt, qui exclut la portion à court terme de la dette à long terme et la portion à court terme des obligations locatives. Les capitaux employés moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin des capitaux employés pour la période de 52 semaines. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020 a été ajustée afin d'inclure notre investissement dans CAPL comme s'il était comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAI avec le ratio de rendement des capitaux investis :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net	2 683,3	2 705,5	2 357,6
Ajouter :			
Impôts sur les bénéfices	734,3	653,6	545,9
Frais financiers nets	281,0	342,5	284,5
BAI attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(24,6)
BAI	3 698,6	3 701,6	3 163,4
Capitaux employés - Solde d'ouverture ⁽¹⁾	23 971,5	22 533,0	18 336,4
Capitaux employés - Solde de clôture ⁽¹⁾	24 001,0	23 971,5	22 533,0
Capitaux employés moyens	23 986,3	23 252,3	20 434,7
Ajustements pro forma	—	—	690,1
Capitaux employés moyens, incluant les ajustements pro forma	23 986,3	23 252,3	21 124,8
Rendement des capitaux investis	15,4%	15,9%	15,0%

(1) Le tableau suivant réconcilie les postes du bilan, selon les normes IFRS, avec les capitaux employés :

<i>(en millions de dollars US)</i>	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020	Au 28 avril 2019
Actifs totaux	29 591,6	28 394,5	25 679,5	22 607,7
Moins : passif à court terme	(6 017,4)	(5 949,7)	(3 744,3)	(5 582,0)
Ajouter : portion à court terme de la dette à long terme	1,4	1 107,3	214,7	1 310,7
Ajouter : portion à court terme des obligations locatives	425,4	419,4	383,1	—
Capitaux employés	24 001,0	23 971,5	22 533,0	18 336,4

Liquidités disponibles. Cette mesure représente la Trésorerie et équivalents de trésorerie plus les sommes disponibles sous la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie. Cette mesure est jugée utile afin d'évaluer notre capacité à couvrir nos besoins en liquidités pour un avenir prévisible.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la Trésorerie et équivalents de trésorerie, selon les IFRS, aux liquidités disponibles :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 143,9	3 015,8	3 641,5
Ajouter : Partie inutilisée de la facilité de crédit	2 525,0	2 525,0	1 025,0
Moins : Lettres de garantie réduisant les sommes pouvant être empruntées sur la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie	(6,7)	(6,8)	(11,9)
Liquidités disponibles	4 662,2	5 534,0	4 654,6

Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 12 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021 et l'analyse des résultats incluse dans cette section devrait être lue conjointement avec ce tableau. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions.

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation %
Chiffre d'affaires	16 434,9	12 237,4	34,3
Bénéfice d'exploitation	667,2	761,4	(12,4)
Bénéfice net	477,7	563,9	(15,3)
Autres données d'exploitation :			
Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾⁽²⁾ :			
Consolidé	33,8 %	32,6 %	1,2
États-Unis	33,1 %	31,8 %	1,3
Europe et autres régions	38,3 %	38,1 %	0,2
Canada	32,4 %	31,0 %	1,4
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽³⁾ :			
États-Unis ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	2,3 %	8,1 %	
Europe et autres régions ⁽²⁾	6,2 %	9,7 %	
Canada ⁽⁴⁾⁽⁵⁾	0,1 %	1,6 %	
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier ⁽²⁾ :			
États-Unis (cents par gallon)	46,12	34,45	33,9
Europe et autres régions (cents par litre)	7,51	10,85	(30,8)
Canada (cents CA par litre)	13,41	10,92	22,8
Croissance (diminution) des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽⁴⁾ :			
États-Unis	(1,7 %)	5,4 %	
Europe et autres régions	3,7 %	3,6 %	
Canada	4,3 %	4,9 %	

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.
- (2) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à notre mesure de gestion du capital ainsi que nos mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (3) Cette mesure représente la croissance des revenus cumulés de marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus des marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services.
- (4) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (5) Calculé sur la base des monnaies fonctionnelles respectives.

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 16,4 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 4,2 milliards \$, soit une augmentation de 34,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. Cette performance est principalement attribuable à des prix de vente moyens plus élevés du carburant pour le transport routier et des autres produits de carburant, à la contribution des acquisitions, ainsi qu'à la croissance organique des ventes de marchandises et services partiellement contrebalancés par l'impact négatif net d'environ 206,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

Revenus tirés des marchandises et services

Le total des revenus tirés des marchandises et services s'est élevé à 3,8 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, soit une augmentation de 38,5 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 37,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 75,0 millions \$, ou 2,0 %, est principalement attribuable à la croissance organique des ventes de marchandises et services, ainsi qu'à la contribution des acquisitions qui a totalisé environ 27,0 millions \$, partiellement contrebalancées par la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 2,3 % aux États-Unis, de 6,2 %¹ en Europe et dans les autres régions, et de 0,1 % au Canada.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, le total des ventes de carburant pour le transport routier s'est élevé à 12,4 milliards \$, soit une augmentation de 4,0 milliards \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 158,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 4,2 milliards \$, ou 50,1 %, est attribuable à la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier, qui a eu une incidence d'environ 4,1 milliards \$. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont diminué de 1,7 % aux États-Unis, et ont augmenté de 3,7 % en Europe et dans les autres régions, et de 4,3 % au Canada. Au cours du trimestre, la demande de carburant pour le transport routier a été défavorablement influencée par la hausse importante des prix de vente due à l'augmentation des coûts du pétrole brut, ainsi que par la tendance du travail à domicile qui persiste.

Autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, le total des autres revenus s'est élevé à 295,4 millions \$, soit une augmentation de 132,7 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 12,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 145,0 millions \$, ou 89,1 %, est essentiellement attribuable à une augmentation de la demande et des prix de vente des autres produits de carburant, ce qui a eu une incidence minimale sur la marge brute¹.

Marge brute¹

Notre marge brute a atteint 2,6 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 222,5 millions \$, ou 9,5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021, essentiellement attribuable à l'augmentation des marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à l'amélioration du pourcentage de marge brute sur les marchandises et services, ainsi qu'à la croissance organique de nos activités d'accommodation, en partie contrebalancées par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères d'environ 37,0 millions \$.

Marge brute sur les marchandises et services

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre marge brute sur les marchandises et services a été de 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 56,5 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 15,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 72,0 millions \$, ou 5,9 %, est principalement attribuable à la croissance organique ainsi qu'à nos initiatives liées à l'établissement des prix. Notre pourcentage de marge brute¹ a augmenté de 1,3 % aux États-Unis pour s'établir à 33,1 %, de 0,2 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 38,3 %, et de 1,4 % au Canada pour s'établir à 32,4 %. Le pourcentage de marge brute aux États-Unis et au Canada a également été affecté, au cours de l'exercice précédent, par les ajustements défavorables sur les stocks liés à une provision sur l'inventaire d'équipements de protection individuelle de 26,4 millions \$, et 3,2 millions \$, respectivement.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 177,9 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 19,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute a été d'environ 197,0 millions \$, ou 18,3 %. Notre marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis s'est établie à 46,12 ¢ par gallon, soit une hausse de 11,67 ¢ par gallon, et au Canada, elle s'est établie à 13,41 ¢ CA par litre, soit une hausse de 2,49 ¢ CA par litre. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers notre réseau nord-américain, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement. En Europe et autres régions, notre marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 7,51 ¢ US par litre, soit une diminution de 3,34 ¢ US par litre, impactée par l'augmentation des prix du pétrole brut, par les enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement découlant du contexte géopolitique actuel, ainsi que par la volatilité du marché du diesel.

Marge brute sur les autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre marge brute sur les autres revenus a été de 32,8 millions \$, soit une diminution de 11,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif d'environ 2,0 millions \$.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, les frais d'exploitation ont augmenté de 19,0 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2021. La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ était de 15,6 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2022
Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée	19,0 %
Ajustements :	
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(3,1 %)
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	1,7 %
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(1,2 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,8 %)
Croissance normalisée des frais d'exploitation¹	15,6 %

La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ pour le quatrième trimestre est essentiellement attribuable aux subventions gouvernementales de 41,0 millions \$ du trimestre correspondant de l'exercice précédent, aux mesures rendues nécessaires par l'impact de la pénurie de main-d'œuvre et au besoin d'améliorer la rétention des employés, à l'augmentation des initiatives liées à la commercialisation et aux autres dépenses discrétionnaires qui avaient été considérablement réduites au cours du trimestre de l'exercice précédent, aux pressions inflationnistes, y compris l'augmentation des coûts des services publics en Europe, à la hausse des salaires minimums, ainsi qu'aux investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses liées à la COVID-19 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les coûts des mesures de rétention mises en œuvre durant l'exercice, qui ont totalisé environ 19,0 millions \$ pour le quatrième trimestre, les coûts pour le personnel en lien avec la COVID-19 du trimestre correspondant de l'exercice précédent, tels que les primes *Merci beaucoup* de 5,2 millions \$, ainsi que les subventions gouvernementales, représentent une augmentation des frais d'exploitation de 4,3 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA¹ ») et BAIIA ajusté¹

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, le BAIIA s'est chiffré à 1,1 milliard \$, soit une augmentation de 0,9 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de l'exercice 2022 a augmenté de 50,8 millions \$, ou 4,7 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021, principalement en raison d'une augmentation des marges unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, ainsi que de la croissance organique de nos activités d'accommodation, partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais d'exploitation. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 15,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre dépense d'amortissement a augmenté de 104,5 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact favorable net d'environ 7,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 111,0 millions \$, ou 32,2 %, est principalement due à l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$, à la perte de valeur de notre participation dans Fire & Flower d'un montant de 33,7 millions \$, ainsi qu'aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, pour le remplacement d'équipements, et pour l'amélioration continue de notre réseau.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets du quatrième trimestre de l'exercice 2022 ont totalisé 51,5 millions \$, soit une diminution de 20,2 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Une partie de la diminution s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

<i>(en millions de dollars US)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Frais financiers nets, tels que publiés	51,5	71,7	(20,2)
Expliquée par :			
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	18,5	21,0	(2,5)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(3,2)	(29,1)	25,9
Gain (perte) de change net(te)	3,0	(1,1)	4,1
Impact découlant de la conversion d'une partie des débetures convertibles dans Fire & Flower	—	13,1	(13,1)
Variation résiduelle	69,8	75,6	(5,8)

Impôts sur les bénéfices

Le quatrième trimestre de l'exercice 2022 affiche un taux d'imposition de 22,6 % comparativement à 18,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2021. Cette augmentation est principalement due à l'impact des gains et des pertes imposables ou déductibles à un taux d'imposition inférieur entre l'année en cours et l'année précédente, ainsi qu'à une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2022 s'est chiffré à 477,7 millions \$, comparativement à 563,9 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, soit une diminution de 86,2 millions \$, ou 15,3 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,46 \$, comparativement à 0,52 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet négatif net d'environ 8,0 millions \$ sur notre bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 s'est chiffré à approximativement 573,0 millions \$, comparativement à 564,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, soit une augmentation de 9,0 millions \$, ou 1,6 %. Le bénéfice net ajusté par action dilué¹ s'est chiffré à 0,55 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 0,52 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2021, soit une augmentation de 5,8 %.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022, le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020 et l'analyse des résultats incluse dans cette section devrait être lue conjointement avec ce tableau. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions. CAPL désigne CrossAmerica Partners LP.

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>			
Données sur les résultats d'exploitation :			
Revenus tirés des marchandises et services ⁽¹⁾ :			
États-Unis	11 593,2	11 489,9	10 918,4
Europe et autres régions	2 429,1	1 830,8	1 416,3
Canada	2 581,5	2 552,3	2 302,7
CAPL	—	—	29,6
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(0,8)
Total des revenus tirés des marchandises et services	16 603,8	15 873,0	14 666,2
Ventes de carburant pour le transport routier :			
États-Unis	30 115,0	19 594,7	25 724,8
Europe et autres régions	9 892,0	6 295,3	7 481,1
Canada	5 344,4	3 515,3	4 415,7
CAPL	—	—	1 365,7
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(288,0)
Total des ventes de carburant pour le transport routier	45 351,4	29 405,3	38 699,3
Autres revenus ⁽²⁾ :			
États-Unis	46,2	44,3	36,9
Europe et autres régions	785,6	419,3	652,0
Canada	22,9	18,2	21,3
CAPL	—	—	65,6
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(8,9)
Total des autres revenus	854,7	481,8	766,9
Total des ventes	62 809,9	45 760,1	54 132,4
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾⁽³⁾ :			
États-Unis	3 904,5	3 798,7	3 641,2
Europe et autres régions	927,4	716,2	587,6
Canada	830,2	800,2	733,2
CAPL	—	—	6,8
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(0,8)
Marge brute totale sur les marchandises et services	5 662,1	5 315,1	4 968,0
Marge brute sur le carburant pour le transport routier ⁽³⁾ :			
États-Unis	3 626,4	3 095,2	3 103,3
Europe et autres régions	1 057,7	1 119,7	932,0
Canada	493,0	391,6	344,2
CAPL	—	—	57,5
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	5 177,1	4 606,5	4 437,0
Marge brute sur les autres revenus ⁽²⁾⁽³⁾ :			
États-Unis	46,2	44,2	36,9
Europe et autres régions	96,5	131,2	123,6
Canada	22,9	18,3	21,2
CAPL	—	—	65,7
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(8,9)
Marge brute totale sur les autres revenus	165,6	193,7	238,5
Marge brute totale⁽³⁾	11 004,8	10 115,3	9 643,5
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux			
États-Unis, Europe et autres régions et Canada	5 884,5	5 148,6	5 189,7
CAPL	—	—	46,8
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(9,2)
Total des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 884,5	5 148,6	5 227,3
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(103,9)	(67,8)	(83,1)
Amortissements et perte de valeur			
États-Unis, Europe et autres régions et Canada	1 545,7	1 358,9	1 282,9
CAPL	—	—	53,9
Total de l'amortissement et perte de valeur	1 545,7	1 358,9	1 336,8
Bénéfice d'exploitation			
États-Unis, Europe et autres régions et Canada	3 678,5	3 675,6	3 137,7
CAPL	—	—	25,3
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(0,5)
Bénéfice d'exploitation total	3 678,5	3 675,6	3 162,5
Frais financiers nets	281,0	342,5	284,5
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle	2 683,3	2 705,5	2 357,6
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(4,0)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	2 683,3	2 705,5	2 353,6
Données par action :			
Bénéfice net par action de base (dollars par action)	2,53	2,45	2,10
Bénéfice net par action dilué (dollars par action)	2,52	2,44	2,09
Bénéfice net ajusté par action dilué (dollars par action) ⁽³⁾	2,60	2,45	1,97
Dividende par action déclaré pour l'exercice (cents CA par action)	41,75	33,25	26,50

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>			
Autres données d'exploitation – excluant CAPL :			
Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾⁽³⁾ :			
Consolidé	34,1 %	33,5 %	33,9 %
États-Unis	33,7 %	33,1 %	33,3 %
Europe et autres régions	38,2 %	39,1 %	41,5 %
Canada	32,2 %	31,4 %	31,8 %
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽⁴⁾ :			
États-Unis ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	1,9 %	5,6 %	2,1 %
Europe et autres régions ⁽³⁾	5,9 %	6,1 %	0,1 %
Canada ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	(3,4 %)	9,5 %	2,8 %
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier ⁽³⁾ :			
États-Unis (cents par gallon)	39,62	35,28	29,62
Europe et autres régions (cents par litre)	9,86	10,99	8,48
Canada (cents CA par litre)	11,74	10,36	7,88
Volume total de carburant pour le transport routier vendu :			
États-Unis (millions de gallons)	9 152,9	8 772,8	10 476,1
Europe et autres régions (millions de litres)	10 722,7	10 191,8	10 990,3
Canada (millions de litres)	5 264,8	4 952,6	5 815,6
Croissance (diminution) des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ⁽⁵⁾ :			
États-Unis	4,0 %	(12,9 %)	(3,9 %)
Europe et autres régions	3,8 %	(6,4 %)	(3,9 %)
Canada	6,1 %	(14,9 %)	(6,0 %)

(en millions de dollars US, sauf indication contraire)

	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020
Données tirées du bilan :			
Actif total	29 591,6	28 394,5	25 679,5
Dettes portant intérêt ⁽³⁾	9 439,9	9 602,0	10 379,3
Capitaux propres	12 437,6	12 180,9	10 066,6
Ratios d'endettement⁽³⁾ :			
Dettes nettes portant intérêt / capitalisation totale	0,37 : 1	0,35 : 1	0,40 : 1
Ratio d'endettement	1,39 : 1	1,32 : 1	1,54 : 1
Rentabilité⁽³⁾ :			
Rendement des capitaux propres	21,8 %	24,3 %	24,8 %
Rendement des capitaux investis	15,4 %	15,9 %	15,0 %

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.
- (2) Comprend les revenus tirés de la location d'actifs et de la vente de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires.
- (3) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à notre mesure de gestion du capital ainsi que nos mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (4) Cette mesure représente la croissance (diminution) des revenus cumulés de marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus des marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services.
- (5) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (6) Calculé sur la base des monnaies fonctionnelles respectives.

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2022, notre chiffre d'affaires a augmenté de 17,0 milliards \$, ou 37,3 % par rapport à l'exercice 2021, principalement attribuable à des prix de vente moyen plus élevés du carburant pour le transport routier et des autres produits de carburant, à l'augmentation de la demande de carburant, à la contribution des acquisitions, à la croissance organique des ventes de marchandises et de services, ainsi qu'à l'impact positif d'environ 150,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2022, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 730,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 108,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 623,0 millions \$, ou 3,9 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions pour un montant d'environ 509,0 millions \$ ainsi qu'à la croissance organique, partiellement contrebalancées par la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 1,9 % aux États-Unis, de 5,9 %¹ en Europe et dans les autres régions, alors qu'elles ont diminué de 3,4 % au Canada. Au cours des deux dernières années, la croissance moyenne annuelle des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 3,8 % aux États-Unis, de 6,0 %¹ en Europe et dans les autres régions, et de 3,1 % au Canada.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2022, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 15,9 milliards \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 49,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 15,9 milliards \$, ou 54,1 %, est principalement attribuable à l'incidence positive de la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier qui a eu une incidence d'environ 14,4 milliards \$, et à la croissance organique. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont augmenté de 4,0 % aux États-Unis, de 3,8 % en Europe et dans les autres régions, et de 6,1 % au Canada. Au cours des deux dernières années, la diminution moyenne annuelle des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable a été de 4,5 % aux États-Unis, de 1,3 % en Europe et dans les autres régions, et de 4,4 % au Canada.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres. Le prix de vente moyen du carburant pour le transport routier correspond aux ventes de carburant pour le transport routier divisées par le volume de carburant pour le transport routier vendu :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,97	3,08	3,28	3,94	3,31
Europe et autres régions (cents US par litre)	79,09	86,29	96,66	120,84	95,89
Canada (cents CA par litre)	117,51	123,00	129,39	150,30	129,60
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78

Autres revenus

Pour l'exercice 2022, le total des autres revenus s'est élevé à 854,7 millions \$, soit une augmentation de 372,9 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 12,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 385,0 millions \$, ou 79,9 %, est principalement attribuable à une augmentation des prix de vente et de la demande des autres produits de carburant, ce qui a eu une incidence minime sur la marge brute¹.

Marge brute¹

Pour l'exercice 2022, notre marge brute a augmenté de 889,5 millions \$, ou 8,8 %, comparativement à l'exercice 2021, principalement attribuable à l'augmentation des marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à la hausse de la demande de carburant pour le transport routier, à la contribution des acquisitions, à l'amélioration du pourcentage de marge brute sur les marchandises et services, à la croissance organique et à l'effet positif net d'environ 44,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

Marge brute sur les marchandises et services

Au cours l'exercice 2022, la marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,7 milliards \$, soit une augmentation de 347,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion de nos opérations en devises étrangères en dollars américains a eu un impact positif net d'environ 29,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 318,0 millions \$, ou 6,0 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions qui s'est élevée à environ 148,0 millions \$, à un mix de produits favorable ainsi que nos initiatives liées à l'établissement des prix. Notre pourcentage de marge brute¹ a augmenté de 0,6 % pour s'établir à 33,7 % aux États-Unis, a augmenté de 0,8 % au Canada pour s'établir à 32,2 % et a diminué de 0,9 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 38,2 %, principalement impacté par l'intégration de Circle K Hong Kong, dont le mix de produits est différent de celui de nos opérations en Europe.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2022, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 5,2 milliards \$, soit une augmentation de 570,6 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 15,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute a été d'environ 556,0 millions \$, ou 12,1 %. La marge brute unitaire¹ sur le carburant pour le transport routier a été de 39,62 ¢ par gallon aux États-Unis, une augmentation de 4,34 ¢ par gallon, de 9,86 ¢ US par litre en Europe et dans les autres régions, une diminution de 1,13 ¢ US par litre, et de 11,74 ¢ CA par litre au Canada, une augmentation de 1,38 ¢ CA par litre. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers notre réseau, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement. En Europe et dans les autres régions, les marges unitaires de carburant ont cependant été affectées par l'augmentation des prix du pétrole brut, par les enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement découlant du contexte géopolitique actuel, ainsi que par la volatilité du marché du diesel au cours du dernier trimestre de l'exercice 2022.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes unitaires¹ sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiement électronique pour les huit derniers trimestres :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	37,58	37,68	41,02	47,55	40,87
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	5,38	5,31	5,74	6,61	5,75
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	32,20	32,37	35,28	40,94	35,12
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64

(1) Les dépenses liées aux modes de paiement électronique sont déterminées en attribuant la partie du total des dépenses liées aux modes de paiement électronique, qui sont incluses dans les Frais d'exploitation, de vente, d'administration et frais généraux, réputée liée aux transactions de carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs aux États-Unis.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, alors qu'en Europe et dans les autres régions ainsi qu'au Canada, les marges brutes unitaires et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2022, notre marge brute sur les autres revenus a été de 165,6 millions \$, soit une diminution de 28,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif d'environ 1,0 million \$. La baisse résiduelle d'environ 27,0 millions \$, ou 13,9 %, est due à la diminution des marges unitaires sur nos autres produits de carburant.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Pour l'exercice 2022, les frais d'exploitation ont augmenté de 14,3 % par rapport à l'exercice 2021. La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ était de 9,4 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022
Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée	14,3 %
Ajustements :	
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(2,6 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(1,8 %)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(0,3 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(0,3 %)
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	0,1%
Croissance normalisée des frais d'exploitation¹	9,4 %

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

La croissance normalisée des frais d'exploitation¹ pour l'exercice 2022 est essentiellement attribuable aux subventions gouvernementales de 51,1 millions \$ de l'exercice précédent, aux mesures rendues nécessaires par l'impact de la pénurie de main-d'œuvre et au besoin d'améliorer la rétention des employés, à l'augmentation des initiatives liées à la commercialisation et aux autres dépenses discrétionnaires qui avaient été considérablement réduites au cours de l'exercice précédent, aux pressions inflationnistes, y compris l'augmentation des coûts des services publics en Europe, à la hausse des salaires minimums, ainsi qu'aux investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses liées à la COVID-19 par rapport à l'exercice précédent. Les coûts des mesures de rétention mises en œuvre durant l'exercice, qui ont totalisé environ 81,0 millions \$, les coûts pour le personnel en lien avec la COVID-19 de l'exercice précédent, tels que les primes *Merci beaucoup* de 72,0 millions \$, ainsi que les subventions gouvernementales, représentent une augmentation des frais d'exploitation de 1,2 % pour l'exercice 2022.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons déployé des efforts stratégiques afin d'atténuer les impacts du taux d'inflation plus élevé et de la pression continue sur les salaires, ce qui est démontré par notre taux de croissance annuel composé de 3,4 % de la croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés¹, inférieur à l'inflation, malgré les conditions de marché difficiles.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA¹») et BAIIA ajusté¹

Au cours de l'exercice 2022, le BAIIA a augmenté de 5,1 milliards \$ à 5,2 milliards \$, soit une augmentation de 3,6 % comparativement à l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté de l'exercice 2022 a augmenté de 261,3 millions \$, ou 5,2 %, comparativement à l'exercice 2021, principalement attribuable à l'augmentation des marges unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à la hausse de la demande de carburant pour le transport routier, à la croissance organique de nos activités d'accommodation, ainsi qu'à la contribution des acquisitions. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet positif net d'environ 27,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2022, notre dépense d'amortissement a augmenté de 186,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact défavorable net d'environ 7,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 180,0 millions \$, ou 13,2 %, est principalement due à l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$, à la perte de valeur de notre participation dans Fire & Flower d'un montant de 33,7 millions \$, ainsi qu'aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, pour le remplacement d'équipements, et pour l'amélioration continue de notre réseau.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2022 ont totalisé 281,0 millions \$, soit une diminution de 61,5 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. Une partie de la diminution s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

(en millions de dollars US)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Frais financiers nets, tels que publiés	281,0	342,5	(61,5)
Expliquée par:			
Gain (perte) de change net(te)	20,7	(44,9)	65,6
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	8,9	26,8	(17,9)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(3,2)	(29,1)	25,9
Impact découlant de la conversion d'une partie des débetures convertibles dans Fire & Flower	—	13,1	(13,1)
Variation résiduelle	307,4	308,4	(1,0)

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2022, le taux d'imposition s'est établi à 21,5 % comparativement à 19,5 % pour l'exercice 2021. Cette augmentation est principalement due à l'impact des gains et des pertes imposables ou déductibles à un taux d'imposition inférieur entre l'année en cours et l'année précédente, ainsi qu'à une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté¹

Le bénéfice net l'exercice 2022 s'est chiffré à 2,7 milliards \$, soit une diminution de 22,2 millions \$, ou 0,8 %, par rapport à l'exercice 2021. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,52 \$ comparativement à 2,44 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet positif net d'approximativement 20,0 millions \$ sur le bénéfice net pour l'exercice 2022.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2022 s'est chiffré à approximativement 2,8 milliards \$, soit une augmentation de 54,0 millions \$, ou 2,0 %, comparativement à l'exercice 2021. Le bénéfice net ajusté par action dilué¹ s'est chiffré à 2,60 \$ pour l'exercice 2022 comparativement à 2,45 \$ pour l'exercice 2021, soit une augmentation de 6,1 %.

Situation financière au 24 avril 2022

Tels que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section «Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022» ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une santé financière solide.

Notre actif total consolidé s'élevait à 29,6 milliards \$ au 24 avril 2022, soit une augmentation de 1,2 milliard \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021, découlant principalement de l'augmentation des coûts et du prix de vente du carburant pour le transport routier, de nos investissements stratégiques ainsi que des investissements faits dans notre réseau, incluant les acquisitions d'entreprises.

Au cours des périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, nous avons enregistré un rendement des capitaux investis¹ de 15,4 % et de 15,9 %, respectivement. La diminution découle principalement des pertes de valeur comptabilisées au cours de l'exercice, qui ont eu une incidence négative d'approximativement 0,3 %.

Les variations importantes des éléments du bilan sont expliquées ci-dessous :

Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 725,8 millions \$, passant de 1,8 milliard \$ au 25 avril 2021 à 2,5 milliards \$ au 24 avril 2022. Cette augmentation provient principalement de la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier, partiellement contrebalancée par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 136,0 millions \$.

Stocks

Les stocks s'élevaient à 2,4 milliards \$ au 24 avril 2022, soit une augmentation de 635,4 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. L'augmentation découle principalement de l'incidence des coûts plus élevés du carburant pour le transport routier ainsi que de l'augmentation des quantités de stock de carburant pour le transport routier, partiellement contrebalancées par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 32,0 millions \$.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 9,3 millions \$ au 24 avril 2022, soit une diminution de 325,8 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. La diminution découle de la clôture de l'entente avec Casey's General Stores inc. pour la vente de 48 magasins ainsi que des développements suite à l'annonce de notre intention de vendre certains magasins aux États-Unis et au Canada, alors que 190 magasins ont été vendus durant l'exercice 2022 et 97 magasins ont été reclassés hors des actifs détenus en vue de la vente puisqu'un critère de classement comme actifs détenus en vue de la vente n'était plus respecté.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 416,1 millions \$, passant de 10,9 milliards \$ au 25 avril 2021 à 11,3 \$ milliards \$ au 24 avril 2022, principalement attribuables aux investissements effectués dans notre réseau. L'augmentation est partiellement contrebalancée par la hausse de la dépense d'amortissement de même que par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 278,0 millions \$.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 1,3 milliard \$, passant de 4,0 milliards \$ au 25 avril 2021 à 5,3 milliards \$ au 24 avril 2022. Cette augmentation provient principalement de coûts plus élevés reliés aux achats de carburant pour le transport routier, d'une hausse des achats de carburant, d'une hausse des frais d'exploitation et des dépenses en capital ainsi que du moment du paiement des taxes de vente. L'augmentation est partiellement contrebalancée par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 137,0 millions \$.

Dettes à long terme et portion à court terme de la dette à long terme

La dette à long terme et la portion à court terme de la dette à long terme se sont élevées à 6,0 milliards \$ au 24 avril 2022, une diminution nette de 424,9 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. La diminution est principalement attribuable au remboursement de nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$, au remboursement de nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 millions \$ CA, au remboursement de nos autres dettes ainsi que l'incidence nette de l'affaiblissement du dollar canadien, de l'Euro et de la couronne norvégienne par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 119,0 millions \$, partiellement contrebalancés par l'émission de billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont établis à 12,4 milliards \$ au 24 avril 2022, une augmentation de 256,7 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. Cette augmentation est attribuable au bénéfice net de l'exercice 2022, partiellement contrebalancé par l'incidence des rachats d'actions, des dividendes déclarés ainsi que par les autres éléments du résultat global. Pour les périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, nous avons enregistré un rendement sur les capitaux propres¹ de 21,8 % et de 24,3 %, respectivement.

Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles par l'entremise de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie. Nous utilisons nos liquidités principalement pour rembourser notre dette, financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, racheter nos actions, verser des dividendes et alimenter notre fonds de roulement. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de notre facilité de crédit à terme renouvelable non garantie couvriront nos besoins en liquidités dans un avenir prévisible.

Notre facilité de crédit se détaille comme suit :

Facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, échéant en mai 2026 (« Facilité de crédit d'exploitation »)

Entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2,5 milliards \$. En date du 24 avril 2022, notre facilité de crédit d'exploitation était inutilisée et des lettres de garantie de 6,7 millions \$ étaient en circulation. Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, l'échéance de notre facilité de crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en mai 2027.

Liquidités disponibles¹

Au 24 avril 2022, un montant d'environ 2,5 milliards \$ était disponible compte tenu de notre facilité de crédit d'exploitation et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. À pareille date, nous avons accès à 4,7 milliards \$ en vertu de notre encaisse et de notre facilité de crédit d'exploitation disponible.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)

Activités d'exploitation

Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs

Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs

Acquisitions d'entreprises et contrepartie conditionnelle versée

Acquisitions d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et investissements et prêt liés à Fire & Flower

Variation de la trésorerie soumise à restrictions

Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société

Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres

Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement

Activités de financement

Rachats d'actions

Remboursement de billets de premier rang non garantis

Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement

Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives

Dividendes versés en trésorerie

(Sorties) rentrées de fonds nettes se rapportant aux autres dettes

Règlements d'instruments financiers dérivés

Levée d'options d'achat d'actions

Diminution nette de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie

Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement

Cotes de crédit

S&P Global Ratings – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis

Moody's – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	3 944,9	4 086,6	(141,7)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 664,5)	(1 189,1)	(475,4)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	403,3	181,4	221,9
Acquisitions d'entreprises et contrepartie conditionnelle versée	(323,4)	(433,5)	110,1
Acquisitions d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et investissements et prêt liés à Fire & Flower	(196,7)	(49,5)	(147,2)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	(15,9)	4,6	(20,5)
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société	(2,2)	—	(2,2)
Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres	—	100,5	(100,5)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(1 799,4)	(1 385,6)	(413,8)
Activités de financement			
Rachats d'actions	(1 842,3)	(1 046,7)	(795,6)
Remboursement de billets de premier rang non garantis	(1 190,6)	(227,1)	(963,5)
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement	990,1	—	990,1
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	(443,6)	(404,2)	(39,4)
Dividendes versés en trésorerie	(330,1)	(268,3)	(61,8)
(Sorties) rentrées de fonds nettes se rapportant aux autres dettes	(78,5)	16,5	(95,0)
Règlements d'instruments financiers dérivés	(56,9)	—	(56,9)
Levée d'options d'achat d'actions	0,8	0,2	0,6
Diminution nette de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie	—	(1 500,0)	1 500,0
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(2 951,1)	(3 429,6)	478,5
Cotes de crédit			
S&P Global Ratings – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis	BBB	BBB	
Moody's – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis	Baa2	Baa2	

Activités d'exploitation

Au cours l'exercice 2022, nos opérations ont généré des rentrées de fonds nettes de 3,9 milliards \$, une diminution de 141,7 millions \$ comparativement à l'exercice 2021, principalement en raison d'une plus grande utilisation du fonds de roulement hors caisse ainsi que des primes de remboursement anticipé payées en lien avec le remboursement de billets de premier rang non garantis.

Activités d'investissement

Au cours l'exercice 2022, les Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs, nettes des Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autre actifs ont totalisé 1,3 milliard \$, les acquisitions d'entreprises ont totalisé 323,4 millions \$ et nos investissements stratégiques se sont élevés à 196,7 millions \$. Les investissements ont principalement découlé du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer notre offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins, de l'amélioration continue de notre réseau ainsi que des initiatives stratégiques et des technologies de l'information.

Activités de financement

Au cours de l'exercice 2022, nous avons racheté des actions pour un montant de 1,8 milliard \$, émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, pour un produit net de 990,1 millions \$, dont une partie a été utilisée pour le remboursement de nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$ qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022, et nous avons remboursé nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 millions \$ CA. De plus, nous avons payé 443,6 millions \$ sur le principal de nos obligations locatives, versé des dividendes pour un montant de 330,1 millions \$, avons remboursé 78,5 millions \$ sur nos autres dettes et avons réglé des instruments financiers dérivés pour un montant net de 56,9 millions \$.

Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé de nos engagements contractuels financiers importants au 24 avril 2022⁽¹⁾ :

(en millions de dollars US)	2023	2024	2025	2026	2027	Par la suite	Total
Engagements contractuels⁽²⁾							
Dette à long terme	200,7	199,2	745,4	799,7	970,5	5 840,3	8 755,8
Obligations locatives	498,0	467,0	410,8	368,1	338,1	2 057,5	4 139,5
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à payer	40,1	40,1	588,4	580,7	—	—	1 249,3
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à recevoir	(36,8)	(36,8)	(580,5)	(562,1)	—	—	(1 216,2)
Total	702,0	669,5	1 164,1	1 186,4	1 308,6	7 897,8	12 928,4

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations définies.

(2) Basé sur les taux du marché, au 24 avril 2022, pour les soldes pour lesquels la monnaie fonctionnelle respective diffère de notre monnaie de présentation et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

	2023	2024	2025	2026	2027	Par la suite	Total
Obligations au titre des achats de carburant							
États-Unis (en millions de gallons)	1 595,2	1 539,5	1 536,6	1 536,6	1 536,6	3 223,9	10 968,4
Europe (en millions de litres)	7 391,1	548,4	—	—	—	—	7 939,5
Canada (en millions de litres)	3 272,2	3 009,7	3 009,7	3 009,7	3 009,7	22 809,7	38 120,7

Dette à long terme. Au 24 avril 2022, notre dette à long terme totalisant 6,0 milliards \$ se détaillait comme suit :

- i. Billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4,0 milliards \$, en dollars canadiens totalisant 1,4 milliard \$ CA, en euros totalisant 750,0 millions € ainsi qu'en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 millions NOK, répartis comme suit :

	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 24 avril 2022	Dates de paiement des intérêts
Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,06 %	3,13 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,60 %	3,65 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,85 %	3,93 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,88 %	1,94 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,55 %	3,64 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,95 %	3,03 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 13 mai 2021	650,0 \$	13 mai 2041	3,44 %	3,50 %	13 mai et 13 novembre
Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,50 %	4,58 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,80 %	3,88 %	25 juillet et 25 janvier
Émission d'obligations vertes du 13 mai 2021	350,0 \$	13 mai 2051	3,63 %	3,69 %	13 mai et 13 novembre

- ii. Autres dettes à long terme de 10,2 millions \$, incluant différentes notes payables.

Obligations locatives. Nous louons une portion importante de nos actifs, principalement pour la location de magasins, de terrains, d'équipements et d'immeubles de bureaux. Nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de 5 à 20 ans en Amérique du Nord et cette durée inclut le terme de base initial et les options de renouvellement, lorsqu'applicable. En Europe et en Asie, la durée de contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des contrats avec une échéance supérieure à 50 ans et inclut généralement des options de renouvellement au taux du marché, lorsqu'applicable. Lorsque les contrats sont considérés comme des contrats de location, les obligations locatives de ces contrats ainsi que les actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans nos bilans consolidés. En vertu de certains contrats de location, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

Obligation au titre des achats de carburant. Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes, à acheter annuellement des montants ou des quantités minimums de carburant. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus. Au 24 avril 2022, nos obligations d'achat de carburant consistaient en plusieurs contrats en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter 11,0 milliards de gallons et 46,1 milliards de litres au cours des prochaines années.

Éventualités. Dans le cours normal de notre exploitation, nous faisons l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, nous n'avons aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions puisse avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur les résultats de nos activités ou sur notre aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de nos activités commerciales.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'autoassurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, pourraient ne pas être couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

Cautionnements. Nous avons transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, qui assume la responsabilité primaire, nous conservons la responsabilité secondaire envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 24 avril 2022, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 29,0 millions \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, nous n'avons versé aucune somme importante aux termes de tels contrats et nous ne nous attendons pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

Nous avons également émis différentes formes de cautionnements, incluant des cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les paiements maximums futurs non actualisés relatif à ces cautionnements totalisent 18,0 millions \$ et la valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisées au bilan consolidé au 24 avril 2022 étaient non significatives.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins à l'égard de nos propres activités, y compris les cautionnements pour impôts, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

Autres engagements. Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achats de produits, à acheter annuellement des montants ou quantités minimums de marchandises. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous avons des lettres de crédit en circulation pour un montant de 179,9 millions \$ au 24 avril 2022. Outre ces lettres de crédit, nous n'avons pas d'autre activité hors bilan. Les engagements futurs sont compris dans la section « Engagements contractuels et commerciaux ».

Principales informations financières trimestrielles

Notre cycle de présentation de l'information de 52 semaines se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2023 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars US, sauf les données par action)	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022				Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021			
	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}
Trimestre								
Semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
Chiffre d'affaires	16 434,9	18 576,4	14 219,7	13 578,9	12 237,4	13 157,5	10 655,4	9 709,8
Amortissement et perte de valeur	449,4	456,3	325,7	314,3	344,9	418,7	305,8	289,5
Bénéfice d'exploitation	667,2	1 028,4	938,0	1 044,9	761,4	834,6	1 020,3	1 059,3
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées	1,2	7,2	11,6	0,1	1,8	8,2	7,5	8,5
Frais financiers nets	51,5	87,9	67,3	74,3	71,7	105,6	77,2	88,0
Bénéfice net	477,7	746,4	694,8	764,4	563,9	607,5	757,0	777,1
Bénéfice net par action								
De base	0,46 \$	0,70 \$	0,65 \$	0,71 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,68 \$	0,70 \$
Dilué	0,46 \$	0,70 \$	0,65 \$	0,71 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,68 \$	0,70 \$

La volatilité des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, principalement aux États-Unis, la saisonnalité ainsi que les variations du cours des devises ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel.

Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 25 avril 2021

Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2021, notre chiffre d'affaires a diminué de 8,4 milliards \$, ou 15,5 %, par rapport à l'exercice 2020. Cette performance est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, à la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact approximatif de 1,2 milliard \$, ainsi qu'à la disposition d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant durant l'exercice 2020, partiellement contrebalancée par la croissance organique sur les ventes de marchandises et services, ainsi que par l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 611,0 millions \$.

Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2021, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 1,2 milliard \$ comparativement à l'exercice 2020. L'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net d'environ 117,0 millions \$ et la disposition de CAPL a eu un impact négatif de 28,8 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 1,1 milliard \$, ou 7,6 %, est principalement attribuable à l'augmentation du panier moyen des consommateurs, ce qui a plus que compensé la faiblesse continue de l'achalandage, ainsi qu'à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 269,0 millions \$. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 5,6 % aux États-Unis, de 6,1 %¹ en Europe et dans les autres régions et de 9,5 % au Canada.

Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2021, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué de 9,3 milliards \$, comparativement à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un impact négatif de 1,1 milliard \$ et la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net de 457,0 millions \$. La diminution résiduelle, soit environ 8,7 milliards \$, ou 23,1 %, est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un effet négatif d'approximativement 3,3 milliards \$, ainsi qu'à la disposition d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant durant l'exercice 2020. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 12,9 % aux États-Unis, de 6,4 % en Europe et dans les autres régions, et de 14,9 % au Canada.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres. Le prix de vente moyen du carburant pour le transport routier correspond aux ventes de carburant pour le transport routier divisées par le volume de carburant pour le transport routier vendu :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe et autres régions (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21

Autres revenus

Pour l'exercice 2021, le total des autres revenus s'est élevé à 481,8 millions \$, soit une diminution de 285,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. L'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes s'est élevé à approximativement 38,0 millions \$ et la disposition de CAPL a eu un impact négatif de 56,7 millions \$. La diminution résiduelle d'approximativement 266,0 millions \$ découle principalement de la baisse de la demande et des prix de vente des autres produits de carburant.

Marge brute¹

Pour l'exercice 2021, notre marge brute a augmenté de 471,8 millions \$, ou 4,9 %, comparativement à l'exercice 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier, à la croissance organique dans nos activités d'accommodation et à l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, qui a totalisé environ 112,0 millions \$, en partie contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant et par la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact de 120,3 millions \$.

Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,3 milliards \$, soit une augmentation de 347,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. La conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net d'approximativement 48,0 millions \$ et la disposition de CAPL a eu un impact négatif de 6,0 millions \$. L'augmentation résiduelle, d'environ 305,0 millions \$, ou 6,2 %, est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau causée par la pandémie de COVID-19. La contribution des acquisitions a totalisé environ 75,0 millions \$. Notre pourcentage de marge brute¹ a diminué de 0,2 % pour s'établir à 33,1 % aux États-Unis et de 0,4 % au Canada pour s'établir à 31,4 %, principalement en raison d'un changement dans notre mix de produits en lien avec la pandémie de COVID-19, ainsi que d'ajustements sur les stocks de 36,6 millions \$ aux États-Unis et de 3,2 millions \$ au Canada, en grande partie reliés à une provision sur l'inventaire d'équipements de protection individuelle. Notre pourcentage de marge brute¹ a diminué de 2,4 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 39,1 %, principalement en raison d'un changement à notre mix de produits vers des catégories à marges plus faibles, ainsi que de l'intégration de Circle K Hong Kong, qui a eu une incidence défavorable de 1,8 % sur le pourcentage de marge brute, essentiellement en raison d'un mix de produits qui est différent de celui de nos opérations en Europe.

Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 4,6 milliards \$, soit une augmentation de 169,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un effet négatif de 57,5 millions \$ et l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact d'approximativement 56,0 millions \$. L'augmentation résiduelle est d'environ 172,0 millions \$, ou 3,9 %. La marge brute unitaire¹ sur le carburant a été de 35,28 ¢ par gallon aux États-Unis, une hausse de 5,66 ¢ par gallon, en Europe et dans les autres régions elle s'est établie à 10,99 ¢ US par litre, une hausse de 2,51 ¢ US par litre et, au Canada, elle s'est établie à 10,36 ¢ CA par litre, soit une hausse de 2,48 ¢ CA par litre. Ces augmentations ont été attribuables à la volatilité des coûts des produits de carburants, aux changements dans l'environnement concurrentiel, ainsi qu'à nos initiatives liées à notre approvisionnement.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes unitaires¹ sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres:

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique ⁽¹⁾	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49

(1) Les dépenses liées aux modes de paiement électronique sont déterminées en attribuant la partie du total des dépenses liées aux modes de paiement électronique, qui sont incluses dans les Frais d'exploitation, de vente, d'administration et frais généraux, réputée liée aux transactions de carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs aux États-Unis.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, alors qu'en Europe et dans les autres régions ainsi qu'au Canada, les marges brutes unitaires et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur les autres revenus a été de 193,7 millions \$, soit une diminution de 44,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un impact négatif de 56,8 millions \$ et la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net d'environ 9,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute sur les autres revenus est d'environ 3,0 millions \$ et est principalement attribuable à des marges plus élevées sur nos autres produits de carburant, partiellement contrebalancées par une diminution des revenus de location.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Au cours de l'exercice 2021, les frais d'exploitation ont diminué de 1,5 % par rapport à l'exercice 2020. La diminution normalisée des frais d'exploitation¹ était de 1,2 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021
Diminution des frais d'exploitation, telle que publiée	(1,5 %)
Ajustements :	
Diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique moins élevés, excluant les acquisitions	1,3 %
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(1,3 %)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	0,9 %
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,9 %)
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiements électroniques	0,4 %
Augmentation des frais d'acquisition constatés dans les résultats	(0,1 %)
Diminution normalisée des frais d'exploitation¹	(1,2 %)

La diminution normalisée des frais d'exploitation¹ pour l'exercice 2021 est essentiellement attribuable aux gains d'efficacité au niveau des coûts et de l'utilisation de la main-d'œuvre, des subventions gouvernementales de 51,1 millions \$, ainsi qu'à diverses mesures adoptées afin de rationaliser et minimiser nos dépenses contrôlables. Les dépenses liées à la COVID-19 pour l'exercice 2021 incluent, sans s'y limiter, une prime salariale d'urgence de 2,50 \$ l'heure pour tous les employés rémunérés à taux horaire dans les magasins et les centres de distribution en Amérique du Nord, des bonis *Merci beaucoup* en Amérique du Nord, des fournitures additionnelles liées à la désinfection et au nettoyage, des masques et des gants pour nos employés, des dons d'équipements de protection individuelle aux communautés entourant nos magasins, ainsi que des indemnités de départ. Nous avons été en mesure d'atteindre cette diminution tout en maintenant les investissements dans nos magasins visant à soutenir nos initiatives stratégiques, et ce, même si nous avons continué de voir une augmentation des coûts de main-d'œuvre en raison de la hausse du salaire minimum et du faible taux de chômage dans certaines régions, de l'inflation normale et des dépenses liées à la COVID-19.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA¹») et BAIIA ajusté¹

Au cours de l'exercice 2021, le BAIIA est passé de 4,5 milliards \$ à 5,1 milliards \$, soit une hausse de 11,8 % comparativement à l'exercice 2020. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2021 a augmenté de 642,4 millions \$, ou 14,7 %, comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison des marges de carburant plus élevées, de la croissance organique dans nos activités d'accommodation, d'une diminution des frais d'exploitation, ainsi que de l'impact positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, partiellement contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant. La fluctuation des taux de change a eu un impact positif net d'environ 45,0 millions \$.

Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2021, notre dépense d'amortissement a augmenté de 22,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un impact de 53,9 millions \$ et l'impact de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact négatif net d'environ 17,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 59,0 millions \$ est principalement attribuable aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, au remplacement d'équipements ainsi qu'à l'amélioration continue de notre réseau.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2021 se sont chiffrés à 342,5 millions \$, soit une augmentation de 58,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. Une partie de l'augmentation s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

(en millions de dollars US)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
Frais financiers nets, tel que publié	342,5	284,5	58,0
Expliquée par :			
(Perte) gain de change net(te)	(44,9)	33,5	(78,4)
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(29,1)	—	(29,1)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés dans Fire & Flower et amortissement des écarts reportés	26,8	(3,9)	30,7
Impact découlant de la conversion d'une partie de nos débetures convertibles dans Fire & Flower	13,1	—	13,1
Frais financiers de CAPL	—	(25,6)	25,6
Variation résiduelle	308,4	288,5	19,9

La variation résiduelle est expliquée par un coût de la dette plus élevé.

Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2021, le taux d'imposition s'est établi à 19,5 % comparativement à 18,8 % pour l'exercice 2020. Une partie de l'augmentation s'explique principalement par les éléments inclus dans le tableau ci-dessous:

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
Taux d'imposition, tel que publié	19,5 %	18,8 %	0,7 %
Expliqué par :			
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	—	1,2 %	(1,2 %)
Incidence fiscale découlant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL	—	(0,1 %)	0,1 %
Variation résiduelle	19,5 %	19,9 %	(0,4 %)

La diminution résiduelle découle d'une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités, ainsi qu'à certains gains imposables à un taux d'imposition moins élevé.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Bénéfice net et bénéfice net ajusté¹

Pour l'exercice 2021, le bénéfice net s'est chiffré à 2,7 milliards \$, comparativement à 2,4 milliards \$ pour l'exercice 2020, soit une augmentation de 351,9 millions \$, ou 15,0 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,44 \$, comparativement à 2,09 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet positif net d'approximativement 28,0 millions \$ sur notre bénéfice net de l'exercice 2021.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2021 a été d'approximativement 2,7 milliards \$, comparativement à 2,2 milliards \$ pour l'exercice 2020, soit une hausse de 500,0 millions \$, ou 22,6 %. Le bénéfice net ajusté par action diluée¹ s'est chiffré à 2,45 \$ pour l'exercice 2021, comparativement à 1,97 \$ pour l'exercice 2020, soit une augmentation de 24,4 %.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication de l'information conçu pour assurer, à tous égards importants, la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public. Les contrôles et procédures sur la communication de l'information visent à faire en sorte que l'information que nous devons communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit rassemblée et communiquée à la direction de notre société, y compris à notre président et chef de la direction et à notre chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date du 24 avril 2022, notre direction, suite à son évaluation, certifie l'efficacité de la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures de divulgation.

Nous évaluons continuellement l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. Au 24 avril 2022, notre direction et nos auditeurs externes ont produit des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Principes et estimations comptables essentiels

Estimations. Le présent rapport de gestion repose sur les états financiers consolidés de la société, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que la société fasse certaines estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. La société analyse de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants que la société a établis aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs et les regroupements d'entreprises, y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises.

Durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile

Les licences et les marques de commerce qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ont une durée d'utilité indéterminée et ne sont pas amorties. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise, les droits recouverts et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 15 ans.

La société effectue une évaluation annuelle des durées de vie utile estimatives utilisés pour les immobilisations corporelles et incorporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

¹ Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Impôts sur le résultat. La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AERG ») ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

En ce qui a trait aux participations dans les filiales et les coentreprises, les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que celle-ci ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que celle-ci se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions et il pourrait y avoir certaines positions où la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise des provisions pour positions fiscales incertaines sur la base des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales en lien avec les positions fiscales incertaines lorsqu'il n'est pas jugé probable que l'autorité fiscale acceptera la position de la société. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants comptabilisés initialement, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

Coûts environnementaux. La société constate une provision pour les frais estimatifs futurs de réhabilitation de sites afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Aux États-Unis, en Irlande et au Canada, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Perte de valeur d'actifs à long terme. Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif. Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient inciter la société à conclure que des indices de perte de valeur existent effectivement et que des tests de perte de valeur devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

Goodwill et immobilisations incorporelles. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie et des immobilisations incorporelles pourrait être surévaluée. Le test de perte de valeur annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

Regroupements d'entreprises. Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration de nos opérations sont des préoccupations constantes. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et du rendement qui en découle.

Nous gérons les risques de façon continue en mettons en place de nombreuses mesures, dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la présente section et d'en amoindrir les impacts financiers.

Dépendance à l'égard de fournisseurs tiers. Nos activités de vente de carburant dépendent de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés auprès d'un nombre relativement limité de fournisseurs et d'un réseau de distribution desservi principalement par des camions-citernes appartenant à des tiers. Nous sommes aussi dépendant de nos fournisseurs et leurs manufacturiers en ce qui a trait à la marchandise destinée à la revente et aux matières premières. Les instabilités politiques et économiques, conflits internationaux ou tout autre événement pourraient causer des perturbations sur l'une des chaînes d'approvisionnement de nos fournisseurs, et celles-ci pourraient avoir un impact significatif sur notre capacité à recevoir des produits pétroliers raffinés et des marchandises destinés à la revente ou donner lieu à une augmentation du coût de ces produits.

Recrutement et rétention des employés. Nous sommes tributaires de notre capacité à attirer et à retenir les employés clés ainsi qu'une équipe de direction aguerrie. Si pour une raison ou une autre nous ne parvenons pas à attirer et à fidéliser suffisamment de personnes compétentes, nos activités, nos résultats financiers et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques pourraient en souffrir. De plus, nous dépendons de notre capacité à recruter et à retenir des employés qualifiés dans nos magasins, cette capacité est soumise à de nombreux facteurs environnementaux tels que les niveaux de chômage, les taux de salaire et la législation du travail dans les différentes zones géographiques dans lesquelles nous opérons.

Concurrence. Les industries et les zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités sont très concurrentielles et marquées par des fluctuations constantes du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les entreprises de restauration rapide, les pharmacies locales, les chaînes de pharmacies et les

magasins à un dollar. Rien ne garantit que nous serons en mesure de rivaliser avec succès avec nos concurrents. Notre entreprise pourrait également souffrir si nous ne maintenons pas notre capacité à répondre aux exigences des clients en matière de prix, de qualité et de service à la clientèle.

Actes de guerre, terrorisme et événements géopolitiques. Les actes de guerre ou de terrorisme, les instabilités politiques, conflits armés et sanctions imposées par des pays pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur la chaîne d'approvisionnement et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Conjoncture économique. Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir de la fluctuations des variables économiques mondiales, nationales, régionales et/ou locales ainsi que de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique, incluant les pressions inflationnistes ainsi que les décisions prises par les gouvernements dans la gestion de sujets économiques, pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché.

Pandémie, épidémie ou apparition d'une maladie infectieuse. Le déclenchement généralisé d'une maladie, y compris la pandémie de COVID-19 ou toute autre maladie contagieuse, ou toute autre crise de santé publique, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Les impacts économiques ou tout autre changement provoqué par un tel événement, qu'ils soient volontaires ou imposés par une autorité gouvernementale ou autre, pourraient avoir un impact significatif sur les résultats financiers et pourraient entraîner des fermetures temporaires d'installations, des pénuries, des perturbations temporaires ou à long terme sur la main-d'œuvre, sur les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distributions. Des restrictions temporaires ou à long terme sur le commerce et les voyages transfrontaliers, une plus grande volatilité des devises et des risques accrus pour les systèmes informatiques, les réseaux et services numériques pourraient également survenir.

Des conditions économiques incertaines résultant d'une pandémie, d'une épidémie ou de l'éclosion d'une maladie infectieuse pourraient, à court ou à long terme, avoir une incidence défavorable sur les activités et la performance de notre société et de chacun de nos secteurs opérationnels. Celles-ci pourraient inclure la perte de confiance des consommateurs et des achats s'y rattachant, une plus grande volatilité des devises, des conséquences sur la situation financière de nos clients, fournisseurs et autres parties.

Changements dans le comportement de la clientèle. Dans le secteur du carburant pour le transport routier et des activités d'accommodation, l'achalandage est généralement déterminé par les préférences des consommateurs et les tendances en matière de dépenses de consommation, les taux de croissance du trafic routier, les tendances de consommation dans le secteur des déplacements et du tourisme ainsi que par les politiques de télétravail. Une baisse de la clientèle potentielle dans nos stations-service et dans nos magasins d'accommodation en raison de changements dans les préférences des consommateurs, dans leurs dépenses discrétionnaires ou dans les modes de transport pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre succès continu dépend de notre capacité à rester à l'affût des besoins et préférences des consommateurs quant à leurs attentes à notre rencontre, en particulier en ce qui concerne l'évolution numérique, les transactions sans contact et les plateformes de commande et de livraison non traditionnelles. Nous travaillons continuellement pour développer, produire et commercialiser de nouveaux produits et affiner notre approche quant à la manière et à l'endroit où nous commercialisons, vendons et livrons nos produits. Si nous ne sommes pas en mesure d'anticiper et de répondre aux défis soudains auxquels nous pourrions être confrontés sur le marché, aux tendances du marché pour nos produits et à l'évolution des demandes des consommateurs, cela pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Changement climatique. Les développements en matière de changement climatique et les impacts climatiques et environnementaux des gaz à effet de serre pourraient entraîner une diminution de la demande pour un de nos produits les plus importants, soit le carburant à base de pétrole. La perception péjorative de ce produit liée à sa relation avec l'environnement ainsi qu'au mouvement vert pourrait affecter négativement nos ventes et notre habileté à commercialiser ce produit. De nouvelles technologies incitant le public à se prévaloir de sources de transport qui ne dépendent pas d'hydrocarbures pourraient également nourrir une perception négative envers les hydrocarbures, et pourraient donc potentiellement affecter défavorablement notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De plus, de nouvelles technologies visant à améliorer le rendement énergétique, ou encore des mandats gouvernementaux visant à atteindre un meilleur rendement énergétique pourraient faire décroître la demande pour les hydrocarbures, ce qui pourrait nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre entreprise peut également être touchée par les lois et les règlements sur les changements climatiques et le rôle qu'y jouent la combustion des carburants fossiles et les émissions de carbone qui en résultent. Certains territoires où nous exerçons nos activités ont adopté des mesures visant à limiter les émissions de carbone, mesures qui augmentent le coût des carburants à base de pétrole et qui peuvent avoir un effet négatif sur la demande de carburant pour le transport routier. Par

ailleurs, l'adoption d'autres mesures de protection de l'environnement qui touchent la chaîne d'approvisionnement du pétrole, comme des exigences plus rigoureuses quant à l'exploration, le forage et le transport du pétrole brut ainsi que le raffinage et le transport des produits à base de pétrole, peut aussi augmenter le coût du carburant à base de pétrole et avoir des effets semblables sur la demande de carburant pour le transport routier. L'impact de ces changements, individuels ou combinés, pourrait nuire à nos ventes de carburant pour le transport routier et à la marge brute qui en découle.

Carburant pour le transport routier. Nos résultats sont sensibles à l'évolution du prix et de la marge brute sur le carburant pour le transport routier. Des facteurs hors de notre contrôle, tels que les changements des conditions d'approvisionnement dictés par le marché, les fluctuations du coût du carburant pour le transport routier, liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix du carburant, sont des facteurs susceptibles de faire varier les prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que la marge brute afférente. Ainsi, au cours de l'exercice 2022, les ventes de carburant pour le transport routier ont représenté environ 72,0 %¹ de notre chiffre d'affaires total, mais notre marge brute sur le carburant pour le transport routier ne représentait qu'environ 47,0 %¹ de notre marge brute totale.

Produits du tabac et alternatives aux produits du tabac. Les ventes de produits du tabac et alternatives aux produits du tabac constituent la principale catégorie de nos revenus tirés des marchandises et des services. Pour l'exercice 2022, les revenus et la marge brute² issus du tabac et des alternatives aux produits du tabac étaient respectivement de 6,5 milliards \$ et 1,2 milliard \$, respectivement, et représentaient environ 39,0 % et 21,0 % du chiffre d'affaires et de la marge brute² provenant des marchandises et des services, respectivement. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes, des hausses ou des changements structurels importants en matière de taxes sur les produits du tabac, le durcissement législatif et les campagnes dissuasives ou de prévention de l'usage du tabac, nationales et locales, actuelles ou futures, de même que la concurrence du commerce illicite et l'arrivée de produits alternatifs au tabac pourraient réduire la demande de produits du tabac et, par conséquent, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice en raison des marchés concurrentiels et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

Information sensible et protection des données. Dans le cours normal de nos activités en tant que détaillant de carburant et de marchandises, nous recevons un nombre important de données personnelles de nos consommateurs ainsi que d'autres informations de nature sensible concernant nos employés, nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs. Bien que nous ayons considérablement investi dans la protection de l'information, et bien que nous maintenions ce que nous croyons être des contrôles sécuritaires envers les données que nous recevons de chaque consommateur, employé ou vendeur identifiable, une faille ou une panne de système pourrait provoquer des fuites de données sur ces personnes, ou toute autre information sensible, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De telles brèches ou pannes pourraient également entraîner une augmentation des dépenses allouées à la protection contre de tels risques. Un manquement important de notre part quant à nos obligations réglementaires de protection des informations sensibles et de la vie privée de nos consommateurs, employés et autres, pourrait nous exposer à une amende ou à toute autre sanction ou poursuite.

Exigences législatives et réglementaires. Nos activités sont assujetties à un grand nombre de règlements, dont les règlements relatifs à la vente et l'étiquetage d'alcool, de produits du tabac ou contenant de la nicotine et de produits contenant du cannabidiol (CBD) via un magasin sous licence, à de nombreuses exigences sur la salubrité des aliments, l'emballage, la sécurité et la qualité des produits alimentaires, sur les produits de loterie et produits connexes, aux lois et réglementations sur les produits soumis à une limite d'âge, les lois sur le salaire minimum, les heures supplémentaires et autres lois et réglementations sur le travail, les lois sur la confidentialité des données, les lois sur les valeurs mobilières, les lois et réglementations fiscales et les normes d'autorégulation, y compris les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement*. De plus, comme il en est discuté à la rubrique « Lois et règlements environnementaux », les activités de nos magasins d'accommodation sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale.

Nous engageons actuellement d'importants coûts d'exploitation et d'importantes dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et les règlements actuels, notamment ceux afférents à la santé, à la sécurité, à l'environnement et ceux applicables à nos activités. En outre, les lois et les règlements applicables à nos activités peuvent changer et il est en effet prévu que, compte tenu de la nature de nos activités, nous continuerons à être soumis à des lois et des règlements de plus en plus rigoureux, notamment en matière de santé, de sécurité et d'environnement, ce qui pourrait entraîner une augmentation de nos frais d'exploitation au-delà des niveaux actuellement prévus et nécessiter à l'avenir d'importantes dépenses en immobilisations et autres. En conséquence, rien ne garantit que les lois et les règlements futurs ou des modifications de ceux-ci, ou des changements par rapport à leur interprétation actuelle, n'entraîneront pas d'effet significatif sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

¹ Veuillez vous référer à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022 » pour plus d'information relativement à ces mesures de performance.

² Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Si nous ne parvenons pas à nous conformer aux lois et aux règlements ou aux restrictions ou autres conditions imposées par nos permis, ou si nous ne parvenons pas à obtenir les permis ou les enregistrements nécessaires ou à les prolonger ou à les renouveler à leur échéance, nous pourrions notamment être soumis à des sanctions civiles et pénales et, dans certaines circonstances, nous voir suspendre temporairement ou de façon permanente une partie de nos activités. En outre, si nous ou nos partenaires commerciaux ne respectons pas les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement* ou ne protégeons pas de manière adéquate les informations sensibles de nos clients, nous pourrions être soumis à des amendes ou à des limitations à notre capacité à accepter les cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait nuire à notre chiffre d'affaires, nos résultats opérationnels, notre marque et notre réputation.

De plus, nous vendons des produits contenant du cannabidiol (CBD) qui est un dérivé du chanvre. La *loi américaine sur l'amélioration de l'agriculture de 2018* (également connue sous le nom de « *Farm Bill* » de 2018) a adopté un certain nombre de modifications du statut juridique du chanvre et des produits contenant du CBD dérivé du chanvre, y compris la suppression de la liste statutaire des substances contrôlées. Cependant, la mise en œuvre du *Farm Bill* de 2018 est en cours et il existe encore une incertitude importante concernant le statut juridique des produits contenant du CBD en vertu de la législation américaine. La FDA réglemente les produits alimentaires humains et animaux et les compléments alimentaires contenant du CBD et a déclaré qu'elle interprète la *loi fédérale sur les aliments, les médicaments et les cosmétiques de 1938*, telle que modifiée, pour interdire la vente de ces produits contenant du CBD. La FDA envisage de modifier le cadre réglementaire pertinent pour autoriser certains produits contenant du CBD, mais à moins que de tels changements ne soient adoptés, la FDA et d'autres autorités réglementaires pourraient prendre des mesures coercitives pour empêcher la commercialisation de produits contenant du CBD, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur notre entreprise, notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation ou nous obliger à interrompre complètement la vente de certains produits.

Il existe un risque que notre interprétation de la législation américaine soit inexacte ou qu'elle soit contestée avec succès par les autorités fédérales ou étatiques américaines. Une contestation réussie d'une telle position par un État américain ou une autorité fédérale pourrait avoir un impact négatif sur nos opérations et nos résultats, y compris en raison de sanctions civiles et pénales, de dommages-intérêts, d'amendes, de la réduction d'une partie de nos opérations ou de saisies d'actifs et le refus des demandes réglementaires, ainsi que notre réputation.

Lois et règlements environnementaux. Nos activités, particulièrement celles relatives à l'entreposage, au transport et à la vente de carburant, sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris des lois et des règlements régissant la qualité du carburant, la pollution du sol, les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, la mise en œuvre d'objectifs concernant l'utilisation de certains biocarburants ou de l'énergie renouvelable, la manipulation et l'élimination des substances dangereuses, l'utilisation de systèmes de réduction de vapeur pour récupérer la vapeur de carburant et la réhabilitation des sites contaminés. Les exigences environnementales, de même que l'interprétation et l'application de ces dernières, changent continuellement et ont tendance à devenir de plus en plus strictes avec le temps. En vertu des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou de décontamination de nos sites actuels ou antérieurs, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. De plus, nous pourrions nous exposer à des frais de litige, des amendes et d'autres sanctions en raison de notre incapacité à respecter ces exigences.

Les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités prévoient des incitatifs fiscaux et d'autres subventions qui ont également rendu les secteurs des carburants renouvelables ainsi que des véhicules écoénergétiques et à propulsion alternative, plus concurrentiels qu'ils ne le seraient autrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Acquisitions. Les acquisitions ont été une partie importante de notre stratégie de croissance et devraient continuer de l'être. Notre capacité à identifier des occasions d'acquisitions stratégiques et à les réaliser à l'avenir pourrait être limitée par différents facteurs, notamment le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes et de vendeurs motivés, par l'étendue de l'utilisation à l'interne de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir les approbations réglementaires et du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions importantes, s'il y a lieu.

La réalisation des avantages et des synergies escomptés d'une acquisition dépendra en partie de la possibilité d'intégrer de façon efficiente et efficace les activités, les systèmes, la gestion et les cultures de notre société et de l'entreprise acquise ainsi que de la réalisation des avantages que nous comptons tirer des bases ou des sources présumées de synergies. Nous pourrions ne pas être en mesure d'obtenir les synergies et les économies de coûts prévues d'une acquisition pour de nombreuses raisons, telles que les contraintes contractuelles, une incapacité à profiter des économies synergiques attendues et de l'augmentation des efficacités opérationnelles prévues, la perte d'employés clés ou des changements dans les lois et les règlements fiscaux. Le processus d'acquisition et d'intégration d'une entreprise peut entraîner des frais d'exploitation plus élevés que prévus, des radiations ou charges de restructuration non récurrentes importantes, la perte de la clientèle et des perturbations de l'exploitation (telles que des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs). Le défaut de réussir à intégrer une entreprise acquise peut avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien que nous effectuions une enquête diligente sur les entreprises ou les actifs que nous acquérons, il se peut que des passifs ou des dépenses liées aux entreprises ou aux actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire successeur. La découverte de dettes ou d'obligations importantes liées à une acquisition peut entraîner d'importantes conséquences néfastes tant sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Systèmes de technologies de l'information. Nous dépendons de systèmes de technologies de l'information (« systèmes TI ») pour la gestion de nombreux aspects de nos transactions d'affaires et pour l'acheminement de renseignements exhaustifs et fiables à la direction. Ces systèmes TI sont une composante essentielle de notre entreprise et de nos stratégies de croissance. Ainsi, une importante perturbation dans nos systèmes TI, ou la désuétude de ces derniers, pourraient limiter notre capacité à gérer et à exploiter notre entreprise de manière efficace. Ces systèmes sont notamment sensibles aux dommages et à l'interruption par suite d'une panne de courant, aux désastres naturels, aux pannes informatiques ou de réseaux, à la perte de services de télécommunications, à la perte physique ou électronique de données, aux brèches de sécurité, aux cyberattaques, aux virus informatiques ainsi qu'aux lois et règlements qui nécessitent des améliorations obligatoires devant être faites dans un certain laps de temps et auxquelles nous ne pourrions pas nécessairement nous conformer. N'importe laquelle de ces perturbations pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre positionnement concurrentiel et/ou notre réputation et pourrait mener à des réclamations qui seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur notre rentabilité.

Modes de paiements électroniques. Nous sommes exposés à des fluctuations considérables des frais afférents aux modes de paiements électroniques résultant de variations importantes des prix de détail du carburant pour le transport routier, puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés en grande partie sur un pourcentage du prix de détail du carburant. Pour l'exercice 2022, une variation de 10,0 % des frais afférents aux modes de paiements électroniques aurait eu un impact d'environ 0,05 \$ sur le bénéfice net par action sur une base diluée.

Lois et passifs fiscaux. Nous sommes assujettis à des obligations fiscales importantes dans de nombreux territoires, notamment les impôts directs et indirects, les retenues salariales, les impôts de franchises, les retenues d'impôts étrangers et les taxes foncières. L'adoption de nouveaux règlements et lois régissant l'impôt ou la modification de ceux déjà en vigueur nécessite du jugement et pourrait entraîner une hausse de la charge d'impôts ou de l'assujettissement à l'impôt, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. En outre, de nombreuses obligations fiscales font l'objet de vérifications périodiques par les différentes administrations fiscales, ce qui peut donner lieu à des pénalités et des paiements d'intérêts.

Poursuites. Dans le cours normal des affaires, nous sommes partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et de réclamations habituelles pour une entreprise dans notre secteur d'activités. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. En effet, l'industrie des magasins d'accommodation, et autres commerces du secteur alimentaire, peuvent être lourdement affectés par des poursuites ou des plaintes de consommateurs ou d'agences gouvernementales quant à la qualité des produits alimentaires, maladies ou autres problématiques opérationnelles touchant la santé ou l'environnement provenant d'une ou plusieurs locations. Le manque d'expérience au sein de nos employés en ce qui a trait à la salubrité alimentaire augmente le risque de maladie alimentaire, ce qui peut mener à des poursuites et donc entacher notre réputation. La publicité négative résultant de poursuites de cette nature, que les allégations soient véridiques ou non, pourrait décourager les consommateurs de s'approvisionner en carburant, en marchandises ou en produits alimentaires à l'un ou plusieurs de nos magasins d'accommodation. Nous pourrions finalement nous voir imposer d'importantes obligations en cas de décisions défavorables à ce sujet. Par ailleurs, même si l'issue des poursuites était favorable, des frais de litige importants pourraient détourner temps et argent de nos opérations, ce qui pourrait affecter notre performance et notre capacité à continuer d'exploiter nos magasins.

Image de marque et réputation. Nos marques de commerce et nos autres droits de propriété intellectuelle sont importants au positionnement concurrentiel de la société et nous tirons parti d'une image de marque bien établie. Si la société ne parvient pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ou si un tiers remporte un recours revendiquant des droits sur notre propriété intellectuelle, la marque pourrait perdre en valeur, semant la confusion chez les consommateurs et nuisant à nos activités et à nos résultats financiers. L'incapacité de maintenir la sécurité et la qualité des produits pourrait nuire à notre image de marque et à notre réputation, en plus de mener à des demandes d'indemnités (y compris des recours collectifs), des enquêtes par les organismes gouvernementaux et des dommages.

Caractère saisonnier et catastrophes naturelles. Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients augmentent leurs achats et se procurent des articles offrant une marge brute plus importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. Nous exerçons des activités dans les régions du Sud-Est et de la Côte Ouest des États-Unis et, même si ces régions sont généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont susceptibles de subir des tempêtes violentes, des ouragans, des tremblements de terre et d'autres catastrophes naturelles.

Dangers et risques associés au carburant. Nos activités nous exposent à certains risques, en particulier dans nos terminaux et autres installations d'entreposage, où de grandes quantités de carburant sont entreposées, et dans nos stations-service. Ces risques comprennent les défaillances de l'équipement, les accidents du travail, les incendies, les explosions, les émissions de vapeur, les déversements et les fuites dans les installations d'entreposage ou en cours de transport à destination ou encore en provenance de nos terminaux et/ou de ceux de tiers, des stations-service ou d'autres sites. Nous sommes également exposés à des risques d'accidents des camions-citernes utilisés dans notre système de distribution de carburant. Ces types de risques et d'accidents peuvent causer des blessures ou des décès, des interruptions d'activités et/ou la contamination de biens, d'équipements et de l'environnement ainsi que des dommages à des biens, des équipements ou à l'environnement. De plus, nous pourrions faire l'objet de poursuites, de demandes d'indemnisation, d'amendes ou de sanctions gouvernementales ou engager d'autres obligations ou pertes par rapport à ces incidents et accidents et engager des coûts importants en conséquence. Ces incidents et ces accidents peuvent également toucher notre réputation ou nos marques, conduisant ainsi à une baisse des ventes de nos produits et services et peuvent nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Endettement. Notre niveau d'endettement actuel pourrait avoir d'importantes conséquences, comme l'affectation d'une partie des flux de trésorerie de nos activités au remboursement des intérêts sur les dettes et au paiement d'autres obligations financières, les rendant ainsi non disponibles à d'autres fins, ce qui pourrait limiter la capacité de la société à obtenir du financement supplémentaire. Les conventions de crédit comportent des clauses restrictives qui pourraient limiter notre capacité à consentir, prendre en charge ou permettre l'existence d'autres dettes, garanties ou charges. Elles obligent également la société à se conformer à certains tests de ratio de couverture qui peuvent empêcher la société de poursuivre des occasions d'affaires particulières ou d'initier certaines démarches. Veuillez vous référer aux sections « Engagements contractuels et commerciaux » et « Situation de trésorerie et sources de financement » pour plus d'informations sur la composition de notre dette à long terme et nos facilités de crédit.

Taux de change. La monnaie fonctionnelle de notre société mère est le dollar canadien. Ainsi, nos investissements dans nos activités américaines, européennes et asiatiques sont exposés aux variations nettes des taux de change. Si ces variations se produisaient, le montant de notre investissement net dans nos activités américaines, européennes et asiatiques pourrait augmenter ou diminuer. Nous utilisons à l'occasion des swaps de devises pour couvrir une partie de ce risque.

Nous sommes aussi exposés au risque de change lié à notre trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, notre dette à long terme libellée en dollars américains, à nos billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt et multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans nos opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 24 avril 2022, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, en couronnes norvégiennes et en euros ainsi que les swaps de taux d'intérêt et multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères, une variation dans ces devises serait contrebalancée par des montants équivalents des investissements nets couverts aux Autres éléments du résultat global. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, au 24 avril 2022 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives aurait eu un impact net de 61,8 millions \$ sur le Bénéfice net de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 50,0 millions \$ provenant de la portion de nos dettes à long terme libellées en dollars américains non désignée comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères.

Nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation. Ainsi, l'évolution des taux de change pourrait augmenter ou diminuer significativement nos actifs nets libellés en devises à la consolidation, ce qui ferait augmenter ou diminuer, selon le cas, l'avoir des actionnaires. En outre, les variations des taux de change auront une incidence sur la conversion des revenus et des charges liés à nos opérations canadiennes, européennes et asiatiques et se traduiront par un bénéfice net inférieur ou supérieur à celui qui aurait été constaté autrement.

Outre les risques de conversion des devises, nous courons un risque lié aux transactions en devises chaque fois que l'une de nos filiales conclut un contrat avec un client ou un fournisseur libellé en une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Compte tenu de la volatilité des taux de change, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer efficacement notre risque lié aux transactions en devises et/ou nos risques de conversion, et cette volatilité pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risque de crédit. Nous sommes exposés au risque de crédit découlant des dépôts indexés liés aux unités d'actions et des instruments financiers dérivés lorsque la juste valeur ouverte nous est favorable. Conformément à notre politique de gestion des risques, pour réduire ce risque, nous avons conclu ces instruments financiers avec des institutions financières majeures présentant un risque de crédit très faible. Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats dans nos multiples points de vente ou chez tout autre commerçant avec une carte de crédit Circle K / MasterCard. Nous avons conclu

des accords selon lesquels les risques et les avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les dépenses administratives et les pertes de crédit, sont partagés avec les banques émettrices. Compte tenu des évaluations de crédit précises et de la surveillance continue des soldes, nous estimons que les créances ne présentent pas de risque significatif.

Taux d'intérêt. Nous sommes exposés aux fluctuations des taux d'intérêt liées aux variations de taux d'intérêt à court terme. Les emprunts effectués en vertu de nos facilités de crédit portent intérêt à des taux variables, et d'autres dettes que nous pouvons contracter pourraient également porter intérêt à des taux variables. Au 24 avril 2022, notre dette à taux variable n'était pas importante, ce qui limite notre risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt du marché augmentent, la dette à taux variable créera des exigences de service de la dette plus élevées, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos flux de trésorerie. Nous n'utilisons pas actuellement d'instruments dérivés pour atténuer ce risque. Nous pourrions également être exposés à un risque de variation des flux de trésorerie en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur les futures émissions de dettes. Pour atténuer ce risque, nous pouvons conclure des accords de fixation de taux d'intérêt et/ou des swaps de taux d'intérêt à départ différé afin de couvrir les taux d'intérêt sur les émissions de dette prévues.

Liquidité. Il s'agit du risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos obligations locatives. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer, de nos obligations locatives et les sorties associées avec nos instruments financiers dérivés. Nous tirons nos liquidités principalement des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit.

Débiteurs. Nous sommes exposés à un risque lié à la solvabilité et à l'exécution des engagements de nos clients, de nos fournisseurs et des parties aux contrats que nous concluons. En date du 24 avril 2022, nous avons des comptes débiteurs impayés totalisant 2,5 milliards \$. Ce montant se compose principalement de rabais fournisseurs à recevoir, de créances sur cartes de crédit et de créances découlant de la vente de carburant et autres produits à des exploitants de stations-service indépendants, franchisés ou sous licence ainsi que de sommes à recevoir d'autres clients industriels et commerciaux. Les contrats avec des cycles de paiement plus longs ou des difficultés dans l'exécution des contrats ou la perception des comptes débiteurs pourraient entraîner des fluctuations importantes de nos flux de trésorerie et pourraient nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Assurance. La plupart de nos installations sont couvertes par une assurance de responsabilité civile, une assurance contre l'incendie et une assurance de garantie supplémentaire dont les conditions particulières et les montants d'assurance sont comparables aux pratiques usuelles dans notre secteur d'activités. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de continuer à obtenir une telle assurance ou de l'obtenir à des conditions favorables. Certains types de sinistres, comme ceux résultant des guerres, d'actes de terrorisme, de pandémies ou de catastrophes naturelles, ne sont généralement pas assurés parce qu'ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

Activités mondiales. Nous avons des activités importantes dans de nombreux pays. Certains des risques inhérents à la portée internationale de nos activités comprennent la difficulté de faire respecter les contrats et de percevoir des créances dans certains systèmes juridiques étrangers, les droits légaux plus vastes des syndicats et de la main-d'œuvre étrangère, les fluctuations des taux de change, la possibilité de changements dans les conditions économiques locales, les déficiences fiscales potentielles liées au rapatriement de fonds provenant de filiales étrangères, le contrôle des échanges de devises et les mesures gouvernementales restrictives telles que les restrictions sur le transfert ou le rapatriement de fonds et les questions de protection commerciale, y compris des interdictions ou des restrictions visant les acquisitions ou les coentreprises. N'importe lequel de ces facteurs pourrait nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Structure corporative. Nous sommes une société de portefeuille et la quasi-totalité de nos actifs est constituée du capital-actions de nos principales filiales. Nous menons la quasi-totalité de nos activités par l'intermédiaire de nos filiales, qui génèrent l'essentiel de nos revenus. Par conséquent, nos flux de trésorerie et notre capacité à concrétiser les possibilités d'amélioration actuelles ou souhaitables dépendent des bénéfices de nos filiales et de la distribution de ces bénéfices. La capacité de ces entités à verser des dividendes et d'autres distributions dépendra de leurs résultats d'exploitation et sera soumise aux lois et réglementations en vigueur qui exigent que les normes de solvabilité et de capital soient respectées par ces sociétés et aux restrictions contractuelles contenues dans les instruments régissant leur dette. En cas de faillite, de liquidation ou de restructuration de l'une de nos filiales importantes, les créanciers et les créanciers commerciaux pourront avoir droit au paiement de leurs réclamations à partir des actifs de ces filiales avant nous.

Perspective

Pour l'exercice 2023, alors que nous atteignons la dernière étape de notre stratégie quinquennale, nous continuerons d'améliorer notre offre pour répondre aux besoins de nos clients, en rendant leur vie un peu plus facile chaque jour. Malgré les défis liés à la chaîne d'approvisionnement et à la main-d'œuvre, nous restons concentrés sur nos activités d'accommodation et de mobilité en affinant notre programme de produits alimentaires frais, en poursuivant des opportunités pour accroître la flexibilité de notre chaîne d'approvisionnement et en développant notre offre de solution de recharge pour véhicules électriques afin de conserver notre position de leader mondial dans l'avenir des solutions de recharge pour véhicules électriques. Nous sommes prêts à rechercher de nouvelles occasions d'acquisition et à continuer d'entretenir la culture de discipline et d'esprit d'entrepreneuriat qui nous distingue alors que nous sommes en voie d'atteindre notre ambition quinquennale de doubler nos activités. Dans cet environnement qui évolue rapidement, le déploiement des *Valeurs qui nous guident* et les mesures prises à leur égard sont la preuve de notre volonté à accroître l'engagement des employés, la diversité et l'inclusion, ainsi que le développement durable qui demeure à l'avant-plan de nos priorités et un focus pour l'entreprise.

Pour ce qui est de l'avenir, nous continuerons, comme toujours, à rechercher et à saisir les opportunités de croissance pour l'entreprise, en nous concentrant toujours sur la création de valeur pour nos employés, nos partenaires et nos actionnaires.

28 juin 2022

Rapport de la direction

Les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Cette responsabilité est appliquée par un choix judicieux de méthodes et principes comptables dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ont été approuvés par le conseil d'administration. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Alimentation Couche-Tard inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite ordonnée et efficace des affaires de la société.

Le conseil d'administration est responsable d'approuver les états financiers consolidés compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction et les auditeurs indépendants, a révisé les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. et a recommandé leur approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021 ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, et leur rapport indique l'étendue de leur audit et leur opinion sur les états financiers consolidés.

Le 28 juin 2022

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président et
chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

En vertu de la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières, il incombe à la direction d'Alimentation Couche-Tard inc. d'instaurer et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière. Avec notre participation, la direction a effectué une évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière pour l'exercice terminé le 24 avril 2022. Le cadre de cette évaluation repose sur le document intitulé *Internal Control - Integrated Framework (2013)*, qui a été élaboré par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Cette évaluation comprend la révision des documents relatifs aux mesures de contrôle, l'évaluation de l'efficacité de la conception de telles mesures, la mise à l'essai de l'efficacité opérationnelle et la formulation de conclusions sur cette évaluation. En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. En outre, les projections quant à l'évaluation de l'efficacité dans des périodes futures sont exposées au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de conditions et à la détérioration du degré de conformité aux politiques et aux procédures. Au terme de l'évaluation, la direction est arrivée à la conclusion que le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Alimentation Couche-Tard inc. était efficace au 24 avril 2022.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société en nom collectif de comptables professionnels agréés, a audité l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière d'Alimentation Couche-Tard inc. au 24 avril 2022 et a émis une opinion sans réserve à cet égard, que vous trouverez ci-après.

Le 28 juin 2022

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Président et
chef de la direction

/s/ Claude Tessier

Claude Tessier
Chef de la direction financière

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Alimentation Couche-Tard inc.

Notre opinion

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales (collectivement, la « société ») au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société, qui comprennent :

- Les états des résultats consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021;
- Les états du résultat global consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021;
- Les états de la variation des capitaux propres consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021;
- Les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021;
- Les bilans consolidés au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021;
- Les notes complémentaires aux états financiers consolidés, qui comprennent les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Questions clés de l'audit

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Autre point – audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au 24 avril 2022 conformément aux normes énoncées dans le *Manuel de CPA Canada – Certification* pour l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) et délivré un rapport daté du 28 juin 2022.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion et des informations, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états financiers consolidés, incluses dans le rapport annuel.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport de l'auditeur, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Sonia Boisvert.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 28 juin 2022

¹ FCPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A116853

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Alimentation Couche-Tard inc.

Nous avons audité l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 24 avril 2022.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion, sur la base de nos audits, indiquant si le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société a été maintenu de manière efficace conformément aux critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework (2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'audit relative au contrôle interne à l'égard de l'information financière énoncée dans le *Manuel de CPA Canada – Certification*. Cette norme requiert que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière a été maintenu, dans tous ses aspects significatifs. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IFRS). Il comprend les politiques et les procédures qui 1) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des transactions et des cessions d'actifs de l'entité, 2) fournissent une assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées comme il se doit pour préparer des états financiers conformément aux IFRS et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration, et 3) fournissent une assurance raisonnable concernant la prévention ou la détection à temps de toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société, qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de déceler certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation, ou d'une diminution du niveau de respect des politiques ou des procédures.

Opinion

À notre avis, Alimentation Couche-Tard inc. et ses filiales maintenaient, au 24 avril 2022, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière, dans tous ses aspects significatifs, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework (2013)*, publié par le COSO.

Nous avons également audité, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, les états financiers consolidés d'Alimentation Couche-Tard inc. et de ses filiales au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021 et pour les exercices clos à ces dates, puis délivré un rapport daté du 28 juin 2022.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 28 juin 2022

¹F CPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A116853

États des résultats consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021
(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action)

	2022	2021
	\$	\$
Chiffre d'affaires	62 809,9	45 760,1
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur (note 8)	51 805,1	35 644,8
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (note 8)	5 884,5	5 148,6
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (notes 5, 8 et 17)	(103,9)	(67,8)
Amortissement et perte de valeur (notes 5, 6, 8, 16, 17 et 18)	1 545,7	1 358,9
Bénéfice d'exploitation	3 678,5	3 675,6
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées (note 7)	20,1	26,0
Frais financiers (note 10)	325,8	357,0
Autres éléments financiers (note 10)	(24,1)	(59,4)
(Gain) perte de change	(20,7)	44,9
Frais financiers nets	281,0	342,5
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 417,6	3 359,1
Impôts sur les bénéfices (note 11)	734,3	653,6
Bénéfice net	2 683,3	2 705,5
Bénéfice net par action (note 12)		
De base	2,53	2,45
Dilué	2,52	2,44

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021
(en millions de dollars américains (note 2))

	2022	2021
	\$	\$
Bénéfice net	2 683,3	2 705,5
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui peuvent être reclassés subséquemment aux résultats		
Conversion de devises		
Variation des redressements cumulés de conversion des devises ⁽¹⁾	(275,2)	507,1
Reclassement aux résultats de redressements cumulés de conversion des devises (note 5)	10,5	—
Variation de la juste valeur et des intérêts nets sur des swaps de taux d'intérêt et multidevises désignés comme éléments de couverture de l'investissement net de la société dans certaines de ses opérations étrangères ⁽²⁾ (note 23)	(11,8)	170,4
Couverture de flux de trésorerie		
Variation de la juste valeur d'instruments financiers ⁽²⁾ (note 30)	32,0	(5,6)
Reclassement aux résultats (du gain) de la perte réalisé(e) sur des instruments financiers ⁽²⁾	(1,9)	0,4
Éléments qui ne seront jamais reclassés aux résultats		
Gain actuariel net ⁽³⁾ (note 29)	17,2	43,2
Gain sur placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ⁽⁴⁾	11,2	20,6
Autres éléments du résultat global	(218,0)	736,1
Résultat global	2 465,3	3 441,6

- (1) Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, ces montants incluent un gain de 47,3 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 7,2 \$) et un gain de 249,4 \$ (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 38,1 \$), respectivement. Ces gains découlent de la conversion des dettes à long terme libellées en devises étrangères et désignées comme éléments de couverture de l'investissement net dans certaines des opérations étrangères de la société.
- (2) Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, ces montants sont présentés déduction faite de dépenses (recouvrements) d'impôts sur les bénéfices de 5,0 \$ et (19,7 \$), respectivement.
- (3) Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, ces montants sont présentés déduction faite de dépenses d'impôts sur les bénéfices de 5,0 \$ et 11,4 \$, respectivement.
- (4) Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, ces montants sont présentés déduction faite de dépenses d'impôts sur les bénéfices de 0,4 \$ et 3,3 \$, respectivement.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États de la variation des capitaux propres consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021
(en millions de dollars américains (note 2))

	2022				
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 28)	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début d'exercice	670,6	23,6	12 017,8	(531,1)	12 180,9
Résultat global :					
Bénéfice net			2 683,3		2 683,3
Autres éléments du résultat global				(218,0)	(218,0)
					<u>2 465,3</u>
Rachats d'actions (note 26)	(32,1)		(1 850,0)		(1 882,1)
Dividendes déclarés			(330,1)		(330,1)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 27)		2,8			2,8
Levée d'options d'achat d'actions	1,4	(0,6)			0,8
Solde à la fin de l'exercice	639,9	25,8	12 521,0	(749,1)	12 437,6

	2021				
	Capital-actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 28)	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	694,8	21,4	10 611,3	(1 260,9)	10 066,6
Résultat global :					
Bénéfice net			2 705,5		2 705,5
Autres éléments du résultat global				736,1	736,1
					<u>3 441,6</u>
Rachats d'actions (note 26)	(26,6)		(1 037,0)		(1 063,6)
Dividendes déclarés			(268,3)		(268,3)
Transfert du gain réalisé sur des placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			6,3	(6,3)	—
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions (note 27)		4,4			4,4
Levée d'options d'achat d'actions	2,4	(2,2)			0,2
Solde à la fin de l'exercice	670,6	23,6	12 017,8	(531,1)	12 180,9

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

États des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021
(en millions de dollars américains (note 2))

	2022	2021
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	2 683,3	2 705,5
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation		
Amortissement, perte de valeur et amortissement des frais de financement	1 549,9	1 363,6
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs (note 5)	(103,9)	(67,8)
Impôts différés (note 11)	56,7	60,0
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées, déduction faite des dividendes reçus	4,4	(1,3)
Crédits reportés nets	2,7	50,7
Variations nettes des dépôts indexés sur les matières premières et des swaps sur carburant (note 30)	50,6	32,8
Variation nette de la juste valeur des placements en instruments de capitaux propres et dans d'autres actifs financiers, des débetures convertibles et des bons de souscription d'actions ordinaires (notes 6 et 30)	(8,9)	(39,9)
Primes de remboursement anticipé et intérêts réputés sur le remboursement de billets de premier rang non garantis (note 21)	(37,7)	—
Charges non monétaires liées aux avantages sociaux à long terme (note 25)	12,5	44,0
Autres	75,8	94,0
Variations du fonds de roulement hors caisse (note 13)	(340,5)	(155,0)
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	3 944,9	4 086,6
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 664,5)	(1 189,1)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs (notes 5 et 17)	403,3	181,4
Acquisitions d'entreprises et contrepartie conditionnelle versée (note 4)	(323,4)	(433,5)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et investissements et prêt liés à Fire & Flower (notes 6 et 30)	(196,7)	(49,5)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	(15,9)	4,6
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5)	(2,2)	—
Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres	—	100,5
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(1 799,4)	(1 385,6)
Activités de financement		
Rachats d'actions (note 26)	(1 842,3)	(1 046,7)
Remboursement de billets de premier rang non garantis (notes 13 et 21)	(1 190,6)	(227,1)
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement (notes 13 et 21)	990,1	—
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives (note 13)	(443,6)	(404,2)
Dividendes versés en trésorerie	(330,1)	(268,3)
(Sorties) rentrées de fonds nettes se rapportant aux autres dettes (note 13)	(78,5)	16,5
Règlements d'instruments financiers dérivés (notes 13 et 23)	(56,9)	—
Levée d'options d'achat d'actions	0,8	0,2
Diminution nette de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie (notes 13 et 21)	—	(1 500,0)
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(2 951,1)	(3 429,6)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(66,3)	102,9
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(871,9)	(625,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	3 015,8	3 641,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	2 143,9	3 015,8
Informations supplémentaires :		
Intérêts et primes de remboursement anticipé versés (note 21)	329,7	313,3
Intérêts et dividendes reçus	37,9	49,9
Impôts sur les bénéfices versés	714,6	669,9

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilans consolidés

Au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021
(en millions de dollars américains (note 2))

	2022	2021
	\$	\$
Actifs		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 143,9	3 015,8
Trésorerie soumise à restrictions	19,3	3,4
Débiteurs (note 14)	2 497,5	1 771,7
Stocks (note 15)	2 403,0	1 767,6
Frais payés d'avance	147,0	111,7
Actifs détenus en vue de la vente (note 5)	9,3	335,1
Autres actifs financiers à court terme (note 30)	23,1	11,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	85,2	105,6
	7 328,3	7 121,9
Immobilisations corporelles (note 16)	11 286,2	10 870,1
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 17)	3 302,2	3 069,1
Immobilisations incorporelles (note 18)	687,5	716,9
Goodwill (note 18)	6 094,1	5 946,3
Autres actifs (notes 3 et 19)	401,5	354,5
Autres actifs financiers à long terme (notes 3, 6 et 30)	272,7	55,3
Participations dans des coentreprises et des entreprises associées (notes 6 et 7)	169,6	199,8
Impôts différés (note 11)	49,5	60,6
	29 591,6	28 394,5
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 20)	5 256,1	3 994,3
Provisions à court terme (note 24)	144,7	154,6
Autres passifs financiers à court terme (notes 13 et 30)	85,2	26,6
Impôts sur les bénéfices à payer	103,1	155,6
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 5)	1,5	91,9
Portion à court terme de la dette à long terme (notes 13 et 21)	1,4	1 107,3
Portion à court terme des obligations locatives (note 13)	425,4	419,4
	6 017,4	5 949,7
Dette à long terme (notes 13 et 21)	5 963,6	5 282,6
Obligations locatives (note 13)	3 049,5	2 792,7
Provisions à long terme (note 24)	577,0	631,0
Passif au titre des prestations constituées (note 29)	85,8	98,1
Autres passifs financiers à long terme (notes 13, 23 et 30)	34,1	79,6
Crédits reportés et autres éléments de passifs (note 25)	243,9	251,3
Impôts différés (note 11)	1 182,7	1 128,6
	17 154,0	16 213,6
Capitaux propres		
Capital-actions (note 26)	639,9	670,6
Surplus d'apport	25,8	23,6
Bénéfices non répartis	12 521,0	12 017,8
Cumul des autres éléments du résultat global (note 28)	(749,1)	(531,1)
	12 437,6	12 180,9
	29 591,6	28 394,5

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

/s/ Brian Hannasch

Brian Hannasch
Administrateur

/s/ Alain Bouchard

Alain Bouchard
Administrateur

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Alimentation Couche-Tard inc. (la « société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Le siège social de la société est situé à Laval, au 4204, boulevard Industriel, Québec, Canada.

Au 24 avril 2022, la société exploite un réseau regroupant 12 166 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, dont 9 808 sont exploités par la société, et génère des revenus provenant principalement de la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de boissons, de bière, de vin, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines, d'articles d'épicerie, de services de lave-auto, d'autres services ainsi que de carburant pour le transport routier.

Également, en vertu de contrats de licence, plus de 1 800 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 13 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à plus de 14 000 le nombre de magasins dans le réseau mondial.

2. PRINCIPES DE PRÉSENTATION

Date de fin d'exercice

La date de fin d'exercice de la société correspond au dernier dimanche du mois d'avril de chaque année. Les termes « 2022 » et « 2021 » désignent les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021.

Principes de présentation

La société prépare ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la société mère est le dollar canadien. La société utilise toutefois le dollar américain à titre de monnaie de présentation afin de fournir une information plus pertinente étant donné ses opérations prédominantes aux États-Unis.

Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés de la société ont été approuvés le 28 juin 2022 par le conseil d'administration, qui a également approuvé leur publication.

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Changement de méthodes comptables, classement et présentation

Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique

En avril 2021, le IFRS Interpretations Committee a finalisé son agenda décisionnel, *Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique* (IAS 38 *Immobilisations incorporelles*), clarifiant comment reconnaître certaines dépenses de configuration et de personnalisation engagées dans le cadre d'accords d'infonuagiques. Durant l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a finalisé son évaluation de l'incidence de cette décision et a modifié sa méthode comptable pour appliquer cette interprétation. Par conséquent, des coûts précédemment capitalisés en immobilisations incorporelles ont été reclassés, dont 15,1 \$ au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux dans l'état des résultats consolidés, 6,0 \$ en tant que frais payés d'avance long terme au poste Autres actifs, et 3,9 \$ au poste Frais payés d'avance au bilan consolidé. La société n'a pas appliqué ce changement de méthode comptable rétrospectivement, car son incidence n'a pas été jugée significative.

Classement des investissements en instruments de capitaux propres

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a modifié le classement des investissements en instruments de capitaux propres aux bilans consolidés et, par conséquent, 35,2 \$ ont été reclassés des Autres actifs aux Autres actifs

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

financiers à long terme au bilan consolidé au 25 avril 2021. Ce changement de classement a été effectué pour regrouper tous les instruments financiers de nature similaire.

Estimations comptables et principaux jugements

La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction de la société effectue des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés. La direction révisé périodiquement ses estimations qui sont fondées sur la connaissance qu'elle possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants établis par la société aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs et les regroupements d'entreprises, y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont généralement détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de ses coentreprises et de ses entreprises associées qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que sa quote-part des actifs, des passifs et des résultats des entreprises communes. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède généralement, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses filiales. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

La société détient des contrats avec des franchisés et des opérateurs indépendants. Ceux-ci assument la gestion de leur établissement, en plus de veiller au merchandising et au financement de leurs stocks. Leurs états financiers ne sont pas inclus dans les états financiers consolidés de la société.

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel l'entité exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales étrangères est généralement la monnaie locale, principalement le dollar américain pour les opérations aux États-Unis, et diverses autres monnaies pour les opérations en Europe et en Asie.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actifs et de passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé alors que les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les éléments d'actifs et de passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains et les pertes de change résultant de ces conversions sont portés aux résultats sauf pour les actifs et passifs désignés à titre d'instruments de couverture.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers consolidés sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actifs et de passifs sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan consolidé. Les revenus et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les transactions individuelles ayant une incidence significative sur les états des résultats consolidés, du résultat global consolidé ou des flux de trésorerie consolidés sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres. L'écart de conversion provenant de chaque filiale étrangère, société associée ou coentreprise est reclassé aux états des résultats consolidés en même temps que le gain ou la perte résultant de la cession ou de la liquidation d'une telle entité étrangère lorsqu'il y a une perte de contrôle ou un changement à la participation dans la société associée ou la coentreprise, respectivement.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers consolidés en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis aux taux historiques. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options d'achat d'actions potentielles dilutives.

Constatation des produits

Pour ses trois principales catégories de produits, soit les marchandises et services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus, la société comptabilise les revenus lorsque le contrôle des biens ou services est transféré au client.

Pour ce qui est des opérations de détail, les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de boissons, de bière, de vin, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines et d'articles d'épicerie. Les revenus provenant des services comprennent principalement des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loteries, des frais attribuables aux guichets automatiques, de ventes de cartes d'appels, de ventes de cartes cadeaux et de revenus provenant de bornes de recharge de véhicules électriques. Les ventes de carburant pour le transport routier comprennent la vente de différents types de carburant pour le transport routier au moyen de pompes situées dans les magasins d'accommodation ou les stations de carburant automatisées de la société. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royalties des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, les franchisés et les détenteurs de licences.

Pour les activités de vente en gros, la société reconnaît généralement les ventes de marchandises et de biens à certains exploitants indépendants et franchisés effectuées à partir des centres de distribution et des installations de préparation alimentaire de la société, ainsi que les ventes de carburant pour le transport routier lors de la livraison à ses clients.

Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires, lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés exclut les droits d'accise, les revenus provenant de la vente aux clients sont comptabilisés déduction faite des droits d'accise. Dans les marchés où le prix des produits pétroliers raffinés achetés inclut les droits d'accise, les revenus et les coûts des ventes sont présentés en incluant ces droits.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Par l'entremise de redevances de magasins sous licence de marque Tweed Inc. par Canopy Growth en Ontario, au Canada, de la quote-part des résultats de Fire & Flower Holdings Corp. (« Fire & Flower ») (note 6) et des revenus locatifs provenant de la sous-location d'une partie de certains de ses magasins d'accommodation à Fire & Flower, la société participe indirectement à la vente de produits du cannabis.

Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur et rabais fournisseurs

Le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente, ainsi que les coûts de logistiques internes.

La société constate les remises des fournisseurs comme une réduction du prix des produits des fournisseurs et les présente en réduction des stocks connexes et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur aux bilans consolidés et aux états des résultats consolidés lorsqu'il est probable que ces remises seront reçues. La société estime la probabilité en prenant en compte une variété de facteurs, y compris les quantités d'articles vendus ou achetés, les parts de marché et d'autres conditions stipulées dans les contrats. L'exactitude des estimations de la société peut être affectée par de nombreux facteurs, dont certains échappent à son contrôle, y compris les changements dans les conditions économiques et les tendances d'achat des consommateurs. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels. Les montants reçus mais non constatés dans les résultats sont présentés aux Crédits reportés.

Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux

Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien, les technologies de l'information et les frais généraux, excluant amortissement et perte de valeur.

Subventions gouvernementales

Les subventions gouvernementales sont comptabilisées lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société se conformera aux conditions attachées à celles-ci et qu'elles seront reçues. La société présente les subventions gouvernementales dans les états des résultats consolidés en déduction des charges auxquelles elles sont liées. Elles sont reconnues soit sur une base systématique sur les périodes au titre desquelles la société comptabilise en charges les coûts liés que les subventions sont censées compenser ou, pour les subventions reliées à des dépenses ou pertes déjà engagées et pour les subventions qui apporte un soutien financier immédiat sans coûts futurs liés, dans la période au cours de laquelle elles deviennent acquises.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides qui peuvent être facilement convertis en argent pour un montant déterminé et qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

Trésorerie soumise à restrictions

La trésorerie soumise à restrictions comprend, lorsqu'applicable, des dépôts en fidéicommiss détenus par le dépositaire indépendant pour financer des acquisitions à venir ainsi que de futures dépenses en immobilisations, mais ceux-ci sont assujettis à certaines conditions de retrait.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AERG ») ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

En ce qui a trait aux participations dans les filiales et les coentreprises, les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que celle-ci ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que celle-ci se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions et il pourrait y avoir certaines positions où la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise des provisions pour positions fiscales incertaines sur la base des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales en lien avec les positions fiscales incertaines lorsqu'il n'est pas jugé probable que l'autorité fiscale acceptera la position de la société. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants comptabilisés initialement, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée. Un jugement important est nécessaire pour déterminer la charge mondiale d'impôts sur les bénéfices et d'évaluer s'il est probable qu'une autorité fiscale acceptera les positions fiscales incertaines. Au 24 avril 2022, la direction a déterminé qu'aucune provision importante pour positions fiscales incertaines n'était requise.

Immobilisations corporelles, amortissement et perte de valeur

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile

Les composantes des bâtisses comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »). Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Immobilisations incorporelles, amortissement et perte de valeur

Les immobilisations incorporelles, qui sont initialement comptabilisées au coût, sont composées principalement de marques de commerce, de contrats de franchises, de contrats d'approvisionnement en carburant, de droits recouvrés, de logiciels et de licences. Les licences et les marques de commerce qui ont une durée d'utilité indéterminée puisqu'elles devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de perte de valeur lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise, les droits recouvrés et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 15 ans. L'amortissement des immobilisations incorporelles qui ont des durées d'utilité déterminées est inclus au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de perte de valeur, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une perte de valeur ou si nécessaire en raison des dates des acquisitions. Dans le cas où la valeur comptable d'une UGT excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

Contrats de location

Déterminer si un accord est ou contient un contrat de location

Au commencement d'un contrat, la société évalue si celui-ci est ou contient un contrat de location en déterminant si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé, pour une certaine période de temps, en échange de considérations. Ceci est atteint si la société détient les deux éléments suivants :

- Le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé; et
- Le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé.

Si la société détient le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé seulement pour une partie de la durée du contrat, alors ce contrat contient un contrat de location pour cette partie de sa durée.

La société détermine si un contrat contient un contrat de location à l'égard de chacune des composantes qui pourraient constituer une composante locative distincte.

La société a déterminé que certains accords avec des franchisés contiennent des composantes locatives et comptabilise donc une partie de ces accords en tant que contrats de location.

Contrats de location dans lesquels la société est locataire

Pour tous les contrats de location (sauf pour ceux qui répondent à des critères d'exception limités, voir ci-dessous), la société comptabilise des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives au bilan consolidé.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actuelle nette des paiements de loyers futurs, actualisée au taux d'intérêt implicite du contrat de location, s'il est facilement possible de le déterminer, ou au taux d'emprunt marginal de la société. Les paiements de loyers futurs qui sont pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative sont les suivants :

- Les paiements fixes (y compris en substance), déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir;
- Les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux;
- Les sommes que la société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle;
- Le prix d'exercice de l'option d'achat que la société a la certitude raisonnable d'exercer; et
- Les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice de cette option par la société.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

L'obligation locative est par la suite évaluée en augmentant la valeur comptable pour refléter les intérêts sur l'obligation locative et en réduisant la valeur comptable pour refléter les paiements de loyers effectués. Les dépenses d'intérêts sont comptabilisées au poste des Frais financiers aux états des résultats consolidés pendant la durée du contrat de location de manière à correspondre à l'application, au solde de l'obligation locative, d'un taux d'intérêt constant pour chaque période.

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût en tenant compte des éléments suivants :

- Le montant initial de l'obligation locative;
- Le cas échéant, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus;
- Le cas échéant, les coûts directs initiaux; et
- Le cas échéant, les coûts de remise en état du bien sous-jacent.

Par la suite, les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût moins l'amortissement et perte de valeur cumulés et sont amortis sur le moindre de la durée du contrat ou de la durée d'utilité du bien sous-jacent. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT.

Les avantages incitatifs à la location sont pris en compte dans l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation et de l'obligation locative. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux ne sont pas pris en compte dans l'évaluation ni des obligations locatives, ni des actifs au titre de droits d'utilisation. Les paiements leur étant liés sont comptabilisés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés lors de la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements.

En ce qui concerne les contrats de location à court terme (d'une durée de 12 mois ou moins) ou dont le bien sous-jacent est de faible valeur (par exemple les ordinateurs personnels et le mobilier de bureau), la société comptabilise les frais locatifs selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location. Ces frais sont présentés au poste des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux aux états des résultats consolidés.

La société réévalue l'obligation locative (et ajuste l'actif au titre du droit d'utilisation correspondant) dans les cas suivants :

- Il y a un changement dans la durée du contrat de location, l'appréciation d'une option d'achat ou les pénalités de résiliation, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen d'un taux d'actualisation révisé; et
- Il y a un changement dans les paiements de loyers futurs à la suite d'une variation de l'indice ou du taux utilisé pour déterminer ces paiements ou dans les sommes que le preneur s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, auquel cas la société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés au moyen du même taux d'actualisation que pour l'établissement initial de l'obligation.

Pour déterminer la durée du contrat de location, la société tient compte de tous les faits et circonstances faisant que le preneur a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation. La société ne tient compte des options de prolongation (ou des périodes assujetties à des options de résiliation) que si elle a la certitude raisonnable de prolonger (ou de ne pas résilier) le contrat de location. La durée du contrat de location est réévaluée s'il se produit un événement ou un changement de circonstances important qui a une incidence sur son évaluation et qui dépend de la volonté de la société.

Contrats de location dans lesquels la société est bailleur

Si les modalités du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location-financement. S'il est établi que le contrat dont la société est le bailleur est un contrat de location-financement, la société comptabilise la valeur actualisée des montants que le preneur doit payer à titre d'investissement net de la société dans le contrat de location, sous le poste Autres actifs au bilan consolidé. Pour évaluer l'investissement net dans le contrat de location par la suite, la société augmente la valeur comptable pour refléter les revenus d'intérêts afin de produire un taux de rendement périodique constant et réduit la valeur comptable de l'investissement net pour refléter les paiements de loyers reçus.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Lorsque la société sert de bailleur intermédiaire, elle comptabilise le contrat de location principal et le contrat de sous-location en tant que contrats distincts. Le bailleur intermédiaire doit classer le contrat de sous-location en tant que contrat de location-financement ou de contrat de location simple en se basant sur l'actif au titre du droit d'utilisation découlant du contrat de location principal.

Si les modalités du contrat de location ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent, le contrat est classé en tant que contrat de location simple. Les paiements reçus dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés sous le poste Chiffre d'affaires selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de location concerné aux états des résultats consolidés.

Frais de financement

Les frais de financement liés aux emprunts à terme et aux titres de créance sont inclus dans la valeur comptable initiale de la dette correspondante et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui est basée sur les flux de trésorerie estimés sur la durée de vie prévue du passif. Les frais de financement liés aux emprunts renouvelables sont inclus dans les autres actifs et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie prévue de l'entente sous-jacente.

Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions

Les coûts de rémunération fondée sur des actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante au surplus d'apport, compte tenu du nombre d'octrois qui devraient ultimement être acquis. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût du régime d'unités d'actions et le passif afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions de la société et de la meilleure estimation du nombre d'unités d'actions qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions de la société et tout ajustement des extinctions prévues.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, la société a retenu les conventions comptables suivantes :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et les charges de retraite sont constatées dans les résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Les actifs des régimes sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains actuariels et les pertes actuarielles s'expliquent par les augmentations ou les diminutions de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies découlant des changements aux hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés immédiatement dans les AERG sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont enregistrés dans les résultats à la première des dates suivantes :
 - La date de modification ou de réduction du régime;
 - La date à laquelle la société comptabilise les frais de restructuration ou d'indemnité de cessation d'emploi correspondants; et
- Les intérêts nets sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies correspondent au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies multiplié par le taux d'actualisation et sont inclus dans les frais financiers.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La valeur actualisée des obligations de retraite dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont déterminés sur une base actuarielle en utilisant un certain nombre d'hypothèses. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations de retraite. La société détermine le taux d'actualisation approprié à la fin de chaque exercice. Il s'agit du taux utilisé pour déterminer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs qui devraient être nécessaires pour régler les obligations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la société considère les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de haute qualité qui sont libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et qui ont une échéance se rapprochant de celle de l'obligation de retraite concernée.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

La valeur actuelle des provisions dépend d'un certain nombre de facteurs qui sont évalués sur une base régulière en utilisant un certain nombre d'hypothèses, y compris le taux d'actualisation, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation et le nombre d'années jusqu'au règlement de la provision. Toute modification de ces hypothèses ou des réglementations gouvernementales aura une incidence sur la valeur comptable des provisions. Lorsque les flux de trésorerie réels sont différents des montants initialement comptabilisés, ces différences ont une incidence sur les résultats de la période au cours de laquelle le paiement est effectué. Historiquement, la société n'a pas connu de différences significatives dans ses prévisions par rapport aux résultats réels.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais estimatifs futurs de réhabilitation de sites afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis, en Irlande et au Canada, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée seulement lorsqu'un plan formel et détaillé de restructuration existe et que le plan a débuté ou que les principales caractéristiques du plan ont été communiquées aux personnes concernées. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs a été calculée en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Un plan formel et détaillé inclut habituellement :

- L'identification de l'entreprise ou la partie de l'entreprise concernée;
- Les principaux sites affectés;
- Les détails relatifs aux salariés affectés;
- L'échéancier de la restructuration; et
- Les charges qui devront être engagées.

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers :

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Trésorerie soumise à restrictions	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Débiteurs	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Dépôts indexés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Placements	Juste valeur par le biais du résultat net (sauf si la juste valeur par le biais des AERG est retenue) ⁽²⁾	Juste valeur	Bénéfice net (AERG non sujets à reclassement au bénéfice net si ce choix est effectué)
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur	Bénéfice net
Instruments financiers dérivés désignés comme couvertures d'investissement net et comme couverture de flux de trésorerie	Juste valeur par le biais du résultat net assujettie aux exigences de la comptabilité de couverture	Juste valeur	AERG sujets à reclassement au bénéfice net
Dette bancaire et dette à long terme	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net
Créditeurs et charges à payer	Coût amorti	Coût amorti	Bénéfice net

(1) L'évaluation initiale des débiteurs est au prix de transaction tandis que pour tous les autres actifs et passifs financiers, l'évaluation initiale est faite à la juste valeur.

(2) La société a fait le choix de classer certains de ses investissements actuels en instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des AERG.

Couverture et instruments financiers dérivés

La société applique les exigences générales de la comptabilité de couverture d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Dépôts indexés

La société prend part à des contrats de dépôts indexés afin de gérer les risques actuels et prévus liés aux variations de la juste valeur de marché des unités d'actions et des unités d'actions différées (« UAD ») octroyées par la société (« dépôts indexés liés aux unités d'actions »). Les dépôts indexés liés aux unités d'actions sont comptabilisés à la juste valeur dans les débiteurs et autres actifs aux bilans consolidés et classé à la juste valeur par le biais du résultat net.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La société a documenté et désigné les dépôts indexés liés aux unités d'actions comme éléments de couverture de flux de trésorerie de la transaction de règlement en espèces prévue des unités d'actions et des UAD octroyées. La société a déterminé que les dépôts indexés liés aux unités d'actions représentent une couverture efficace lors de la mise en place de la couverture et pendant la durée du contrat de dépôt indexé. Les variations de la juste valeur sont initialement comptabilisées dans les AERG et sont subséquemment reclassées au bénéfice net consolidé au même moment où la variation de la juste valeur des unités d'actions et des UAD est comptabilisée dans le bénéfice net consolidé. Lorsque l'entité s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'élément de couverture qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période visée par les états financiers consolidés dans les Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.

La société participe également à des activités commerciales afin d'ajouter de la flexibilité à sa chaîne d'approvisionnement en carburant pour le transport routier grâce à des contrats de dépôts indexés liés aux prix du carburant pour le transport routier (« dépôts indexés sur les matières premières »). Les dépôts indexés sur les matières premières sont comptabilisés à la juste valeur dans les autres actifs financiers à court terme aux bilans consolidés et classés à la juste valeur par le biais du résultat net, tandis que les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur.

Swaps sur carburant et contrats à terme sur le carburant

La société a recours à des swaps sur carburant pour gérer le risque lié aux prix du carburant pour le transport routier et utilise des contrats à terme sur le carburant pour gérer le risque de prix associé aux dépôts indexés sur les matières premières. La variation de la juste valeur de ces swaps et de ces contrats à terme est comptabilisée au poste coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés.

Dettes à long terme libellées en devises étrangères désignées

La société désigne une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains et en couronnes norvégiennes à titre d'instruments de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations aux États-Unis et en Norvège, respectivement. La société désigne également une portion de sa dette à long terme libellée en euros à titre d'instrument de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations en zone euro et au Danemark. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion des dettes désignées, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les AERG afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion des investissements nets correspondants.

Swaps de taux d'intérêt et multidevises

La société désigne des swaps multidevises à titre d'instruments de couverture du risque de change sur son investissement net dans ses opérations étrangères. Ainsi, les gains et les pertes liés à la conversion de ces swaps de taux d'intérêt et multidevises, qui sont considérés comme une couverture efficace, sont comptabilisés dans les AERG afin de contrebalancer les écarts de conversion sur devise provenant de la conversion de l'investissement net de la société dans ses opérations étrangères.

Dérivés financiers sur devises

Occasionnellement, la société utilise des dérivés financiers sur devises pour gérer le risque de change lié aux déboursés prévus dans une devise étrangère. Les gains et les pertes de change résultant de la variation de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés sont constatés dans les états des résultats consolidés à titre de gain ou perte de change.

Accords de fixation de taux d'intérêt et swaps de taux d'intérêt à départ différé

De temps à autre, la société utilise des accords de fixation de taux d'intérêt et/ou des swaps de taux d'intérêt à départ différé pour gérer le risque de taux d'intérêt lié aux titres de créance qu'elle prévoit émettre. Elle considère ces accords de fixation de taux d'intérêt et ces swaps de taux d'intérêt à départ différé comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés aux taux d'intérêt prévus relativement à l'émission de titres de créance. Ainsi, les variations de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés sont comptabilisées dans les AERG. Les gains et les pertes réalisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les frais financiers sur les mêmes périodes, à mesure que la charge d'intérêts sur la dette sera imputée aux résultats.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2), à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Garanties

Une garantie s'entend d'un contrat ou d'une convention d'indemnisation qui peut éventuellement obliger la société à faire des paiements à un tiers en fonction d'événements futurs. Ces paiements dépendent soit des changements dans un élément sous-jacent ou autres variables liés à un actif, à un passif ou à un titre de capitaux propres du bénéficiaire de la garantie, soit de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une tierce partie. Il peut aussi s'agir d'une garantie indirecte des dettes d'une autre partie. Les garanties sont initialement constatées à la juste valeur et sont ultérieurement réévaluées lorsqu'une perte devient probable.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont constatés dans les résultats au moment où ils sont engagés.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultats.

Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

Les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont alloués aux UGT aux fins de l'allocation du prix d'achat et du test de dépréciation en fonction du niveau le plus bas où la direction examine les résultats, niveau qui n'est pas plus élevé que le secteur d'exploitation. La répartition est faite à ces UGT, qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises et dans lesquelles le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ont pris naissance.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leur date respective d'acquisition.

Normes comptables récemment publiées mais non encore appliquées

Un certain nombre de nouvelles normes ou modifications aux normes et interprétations entreront en vigueur pour l'exercice débutant le 25 avril 2022 ou subséquemment. La société ne s'attend pas à ce que ces nouvelles normes ou modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

4. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La société a effectué les acquisitions d'entreprises suivantes :

2022

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a fait l'acquisition de 74 magasins corporatifs, incluant les acquisitions suivantes :

- 35 magasins opérant sous la bannière Porter's, situés principalement dans les États de l'Oregon et de Washington, aux États-Unis ;
- 19 magasins opérant sous la bannière Pic Quik, situés dans l'État du Nouveau-Mexique, aux États-Unis ;
- 9 magasins opérant sous la bannière Londis, situés en Irlande.

De plus, la société a acquis 17 magasins opérés par des exploitants indépendants sous la bannière Purple Cow, situés dans le sud-est des États-Unis, 22 contrats d'approvisionnement en carburant ainsi qu'une petite entreprise se spécialisant dans les solutions technologiques pour les détaillants et les magasins d'accommodation.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

À la suite de ces acquisitions, la société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 40 sites, loue le terrain et la bâtisse pour 44 sites et est propriétaire de la bâtisse alors qu'elle loue le terrain pour 7 sites.

Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 306,9 \$, incluant une contrepartie en espèces de 299,4 \$ financée à même les liquidités disponibles, une contrepartie à long terme à payer de 4,0 \$ et une contrepartie conditionnelle de 3,5 \$ pour laquelle le montant maximal du paiement a été reconnu. Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, des frais d'acquisition de 6,7 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Compte tenu du moment de ces acquisitions, la société n'a toujours pas complété son évaluation de la juste valeur des actifs acquis, des passifs pris en charge et du goodwill qui en résulte, et ne s'attend pas à ce que la finalisation de celle-ci mène à des changements significatifs aux appréciations préliminaires. Le tableau qui suit présente les appréciations préliminaires de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour ces acquisitions, basées sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition et sur l'information disponible à la date de publication des présents états financiers consolidés :

	\$
Actifs corporels acquis	
Trésorerie et équivalentes de trésorerie	1,0
Stocks	10,1
Frais payés d'avance	0,7
Immobilisations corporelles	73,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	63,2
Autres actifs	0,2
Actifs corporels totaux	148,2
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	2,1
Provisions	2,1
Obligations locatives	65,6
Crédits reportés et autres éléments de passifs	3,6
Passifs totaux pris en charge	73,4
Actifs corporels nets acquis	74,8
Immobilisations incorporelles	26,4
Goodwill	205,7
Contrepartie totale	306,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(1,0)
Contrepartie à payer	(4,0)
Contrepartie conditionnelle à payer	(3,5)
Flux de trésorerie nets liés aux acquisitions	298,4

La société a effectué ces acquisitions afin d'accroître ses parts de marché et celles-ci ont généré un goodwill principalement en raison de la valeur stratégique des magasins acquis pour la société. La société estime que la quasi-totalité du goodwill relatif à ces transactions sera déductible aux fins fiscales. Depuis la date d'acquisition, le chiffre d'affaires et le bénéfice net relatifs à ces magasins ont été de 227,1 \$ et 11,9 \$, respectivement. Étant donné la taille et la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société comme si elle avait réalisé ces acquisitions au début de son exercice. De plus, au cours de l'exercice 2022, la société a versé une contrepartie conditionnelle de 25,0 \$ en lien avec une acquisition d'entreprise antérieure, pour des flux de trésorerie nets totaux liés aux acquisitions d'entreprises de 323,4 \$ pour l'exercice terminé le 24 avril 2022.

Le 30 juillet 2021, la société a conclu une entente exécutoire afin d'acquérir Cape D'or Holdings Limited, Barrington Terminals Limited ainsi que d'autres sociétés d'investissement liées, qui exploitent, dans la région de l'Atlantique au Canada, un réseau indépendant de magasins d'accommodation et de vente de carburant sous les marques de commerce d'Esso, de Go! Stores et de Wilsons Gas Stops (collectivement « Wilsons »). Le réseau Wilsons comprend 79 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant, 147 sites opérés par des exploitants indépendants, ainsi qu'un terminal de carburant situé à Halifax, au Canada. La transaction, qui serait financée au moyen des liquidités disponibles et/ou des facilités de crédit existantes de la société, devrait être conclue au cours de la première moitié de l'exercice 2023, et elle est assujettie aux conditions de clôture habituelles et aux approbations réglementaires, y compris celles en vertu de la *Loi sur la concurrence* du Canada.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

2021

Acquisition de Convenience Retail Asia (BVI) Limited

Le 21 décembre 2020, la société a acquis toutes les actions émises et en circulation de Convenience Retail Asia (BVI) Limited (« Circle K HK »), un important opérateur de magasins d'accommodation dans la région administrative spéciale de Hong Kong de la république populaire de Chine (« Hong Kong RAS »), pour une contrepartie en espèces totale de 2 946,2 \$ HK (380,1 \$) financée à même les liquidités disponibles. À la clôture de la transaction, Circle K HK exploitait un réseau de magasins d'accommodation opérant sous la marque Circle K, avec 341 magasins corporatifs à Hong Kong RAS et 32 magasins franchisés à Macao.

Les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour l'acquisition de Circle K HK sont les suivantes :

	\$
Actifs identifiables acquis	
Actifs à court terme	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22,4
Débiteurs ^(a)	20,3
Stocks	23,8
Frais payés d'avance	3,2
	<hr/> 69,7
Immobilisations corporelles	13,7
Actifs au titre de droits d'utilisation	76,5
Immobilisations incorporelles	96,9
Autres actifs	7,5
Impôts différés	0,5
Actifs identifiables totaux	<hr/> 264,8
Passifs pris en charge	
Passifs à court terme	
Créditeurs et charges à payer	107,6
Provisions à court terme	0,8
Impôts sur les bénéfices à payer	0,2
Portion à court terme des obligations locatives	38,6
	<hr/> 147,2
Obligations locatives	28,5
Passif au titre des prestations constituées	1,8
Impôts différés	17,4
Passifs totaux pris en charge	<hr/> 194,9
Actifs identifiables nets acquis	69,9
Goodwill	310,2
Contrepartie totale payée en trésorerie	380,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	22,4
Flux de trésorerie nets à l'acquisition	<hr/> 357,7

(a) La juste valeur des débiteurs acquis ne comprend aucune provision pour pertes de crédit attendues.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La juste valeur des actifs identifiables acquis incluait 96,9 \$ en immobilisations incorporelles étant relatif aux droits recouverts, à la plateforme technologique, aux relations clients et aux marques de commerce. La direction a utilisé un jugement important afin d'estimer la juste valeur de ces immobilisations incorporelles. Le tableau ci-dessous présente la méthode d'évaluation, les hypothèses clés utilisées dans les évaluations ainsi que l'estimation finale de la juste valeur de chacune des immobilisations incorporelles acquises :

Immobilisations incorporelles acquises	Méthode d'évaluation	Chiffre d'affaires attribuable aux immobilisations incorporelles	Taux d'économie sur les redevances	Taux d'attrition	Durée de vie utile	Juste valeur
		%	%	%	En années	\$
Droits recouverts	Exemption des redevances	100,0	2,0	Non applicable	4,3	38,7
Plateforme technologique	Exemption des redevances	100,0	1,5	20,0	5,0	25,6
Marques de commerce	Exemption des redevances	7,0	2,5	Non applicable	Indéterminée	12,7
Relations clients	Bénéfices excédentaires multipériodes	16,3	Non applicable	9,0	11,1	19,9

Les autres hypothèses communes utilisées ont été un taux de croissance du chiffre d'affaires de 5,0 % pour les quatre premières années et 2,0 % pour les années suivantes, ainsi qu'un taux d'actualisation de 10,0 %.

L'acquisition de Circle K HK a été conclue afin de pénétrer de nouveaux marchés stratégiques et a généré un goodwill principalement en raison de la valeur stratégique des magasins acquis pour la société. Aucun goodwill relatif à cette transaction n'a été déductible aux fins fiscales. Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, des frais d'acquisition de 0,8 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à cette acquisition.

Autres acquisitions

Au cours de l'exercice terminé le 25 avril 2021, la société a fait l'acquisition de 26 magasins corporatifs par l'entremise de multiples transactions. La société est propriétaire du terrain et de la bâtisse pour 20 sites, est propriétaire de la bâtisse et loue le terrain pour 4 sites, et loue le terrain et la bâtisse pour les 2 autres sites. Ces transactions ont été effectuées pour une contrepartie totale de 75,8 \$, financée à même les liquidités disponibles et facilités de crédit existantes. Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, des frais d'acquisition de 11,0 \$ ont été comptabilisés au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non réalisées et en cours.

Les appréciations finales de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pour ces acquisitions sont les suivantes :

	\$
Actifs identifiables acquis	
Stocks	2,3
Immobilisations corporelles	44,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	0,1
Actifs identifiables totaux	46,4
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	0,1
Provisions	0,5
Obligations locatives	0,1
Passifs totaux pris en charge	0,7
Actifs identifiables nets acquis	45,7
Goodwill	30,1
Contrepartie totale payée en trésorerie	75,8

La société a effectué ces acquisitions afin d'accroître ses parts de marché et celles-ci ont généré un goodwill principalement en raison de la valeur stratégique des magasins acquis pour la société. La quasi-totalité du goodwill relatif à ces transactions était déductible aux fins fiscales.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

5. CESSION D'ACTIVITÉS ET DE PROPRIÉTÉS ET DÉCONSOLIDATION DE FILIALES

2022

Le 22 mars 2021, la société a conclu une entente visant la vente de 48 magasins situés en Oklahoma, aux États-Unis, à Casey's General Stores Inc. À la même date, et sur la base des résultats d'un examen stratégique de son réseau, la société a annoncé son intention de vendre certains magasins répartis dans 28 États aux États-Unis et dans 6 provinces au Canada. Les actifs et les passifs reliés à ces magasins étaient classés comme détenus en vue de la vente au 25 avril 2021.

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a complété l'entente avec Casey's General Stores Inc. pour la vente de 48 magasins ainsi que la vente de 190 magasins à de multiples acheteurs. Ces transactions ont été conclues pour une contrepartie totale en espèces de 238,8 \$ et ont généré un gain de 49,4 \$, qui est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés. Au 24 avril 2022, les actifs et les passifs de 11 magasins aux États-Unis respectaient les critères de classement comme actifs détenus en vue de la vente, puisqu'ils étaient assujettis à des contrats de vente avec de multiples acheteurs. Les actifs et passifs suivants étaient classés comme détenus en vue de la vente en lien avec ces transactions :

	2022	2021
	\$	\$
Actifs		
Stocks	1,4	44,3
Immobilisations corporelles	3,8	130,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	1,7	77,9
Immobilisations incorporelles	0,2	0,8
Goodwill	2,2	81,7
	<u>9,3</u>	<u>335,1</u>
Passifs		
Obligations locatives	1,3	81,1
Provisions	0,2	10,8
	<u>1,5</u>	<u>91,9</u>

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, suite à la finalisation du processus de vente, un critère de classement comme actifs détenus en vue de la vente n'était plus respecté pour 66 magasins aux États-Unis et 31 magasins au Canada puisque la société a déterminé que leur vente n'était plus hautement probable. Par conséquent, un montant de 12,6 \$ a été enregistré au poste Amortissement et perte de valeur à l'état des résultats consolidés pour reconnaître l'amortissement qui aurait été comptabilisé si ces magasins n'avaient pas été classés comme actifs détenus en vue de la vente ainsi que pour porter la valeur comptable de certains magasins à leur valeur recouvrable.

Déconsolidation et perte de valeur du placement de la société dans ses filiales russes

Le 8 avril 2022, conséquemment aux événements géopolitiques qui ont mené à l'imposition de sanctions économiques par et contre la Russie, ainsi qu'aux développements suivant l'annonce de la société de la suspension des opérations de ses 38 magasins situés en Russie, il a été déterminé que les critères de contrôle du placement de la société sur ses filiales russes en propriété exclusive n'étaient plus rencontrés, puisque la société n'avait plus la capacité de diriger leurs activités pertinentes et avait perdu le droit à leurs bénéfices. Suite à la perte de contrôle, les actifs et les passifs des filiales russes ont été décomptabilisés, ce qui a entraîné une reclassification des pertes de redressements cumulés de conversion des devises de 10,5 \$. De plus, le placement résultant a été évalué à sa juste valeur, ce qui a entraîné la comptabilisation d'une perte de valeur intégrale de 45,7 \$. Ces deux montants ont été enregistrés au poste Amortissement et perte de valeur à l'état des résultats consolidés. Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, le bénéfice net, les autres éléments du résultat global et les flux de trésoreries des filiales russes sont inclus dans les états financiers consolidés de la société du 26 avril 2021 au 8 avril 2022.

2021

Cession de propriétés

Au cours de l'exercice 2021, la société a disposé de deux propriétés situées à Toronto, au Canada, pour une contrepartie totale en espèces de 86,2 \$. Ces dispositions ont généré un gain de 67,5 \$ qui est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 25 avril 2021.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

6. INVESTISSEMENTS DANS FIRE & FLOWER HOLDINGS CORP.

Le 7 août 2019, la société a investi dans Fire & Flower, un détaillant de cannabis indépendant inscrit à la Bourse de Toronto et ayant son siège social en Ontario, Canada. L'investissement était sous la forme de débentures convertibles non garanties d'un montant de principal initial de 26,0 \$ CA ainsi que de cinq séries de bons de souscription d'actions ordinaires. Durant l'exercice terminé le 25 avril 2021, par l'entremise de la conversion d'un montant de principal de 23,6 \$ CA (18,5 \$) de débentures convertibles, de l'exercice des Bons de souscription A-1 et A-2 pour une considération en espèces de 19,0 \$ CA (14,6 \$) et de ses droits de vote potentiels, la société a évalué qu'elle avait une influence notable sur Fire & Flower, qui est donc considérée comme étant une entreprise associée de la société à compter du 17 septembre 2020. La société a utilisé les états financiers de Fire & Flower pour la période se terminant le 29 janvier 2022, ajustés pour refléter des transactions importantes, le cas échéant, dans l'application de la comptabilisation selon la méthode de la mise en équivalence pour l'exercice terminé le 24 avril 2022.

Au 24 avril 2022, la société a déterminé que la diminution de la capitalisation boursière de Fire & Flower était une indication de perte de valeur sur sa participation et, par conséquent, une perte de 33,7 \$ a été comptabilisée au poste Amortissement et perte de valeur. La valeur recouvrable de l'investissement a été déterminée sur la base de la juste valeur moins les coûts de sortie, qui comprend la quote-part de la société dans la capitalisation boursière de Fire & Flower (niveau 1), en utilisant les données observables suivantes :

	<u>Au 24 avril 2022</u>
Valeur de clôture des actions ordinaires de Fire & Flower	4,23 \$ CA
Nombre d'actions ordinaires de Fire & Flower en circulation	37 015 708
% des actions ordinaires de Fire & Flower détenu	20,8 %
Juste valeur de l'investissement de la société dans Fire & Flower	25,7

Durant l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a exercé les Bons de souscription A-3 pour une considération en espèces de 9,8 \$ CA (7,9 \$) et a conclu une convention de prêt garanti et portant intérêt d'un montant total maximal de 30,0 \$ CA avec Fire & Flower, sur lequel un montant de 20,0 \$ CA (15,6 \$) avait été prélevé au 24 avril 2022. Au 24 avril 2022, un montant de principal de 2,4 \$ CA de débentures convertibles était en circulation et aucun des Bons de souscription B et C n'avait été exercé. Le 28 avril 2022, subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a exercé les Bons de souscription B pour une considération totale de 37,8 \$ CA (29,5 \$), comprenant une considération en espèces de 17,3 \$ CA (13,5 \$) ainsi qu'un montant de 20,5 \$ CA (16,0 \$) représentant le règlement non monétaire du principal et des intérêts courus du prêt garanti. L'exercice a augmenté la participation de la société dans Fire & Flower à 35,3 %. Les Bons de souscription C pourront seulement être exercés à tout moment après le 1^{er} octobre 2022 et expireront le 30 juin 2023 et les débentures convertibles arriveront à échéance le 30 juin 2023.

Le tableau ci-dessous indique les montants relatifs aux débentures convertibles et aux bons de souscription d'actions ordinaires présentés aux bilans consolidés :

	Juste valeur estimée des débentures convertibles	Juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires	Juste valeur estimée totale des actifs financiers	Écarts reportés	Valeur nette comptable
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 24 avril 2022					
Solde au début de l'exercice	3,0	37,0	40,0	(18,6)	21,4
Perte nette reconnue aux Autres éléments financiers	(0,7)	(35,3)	(36,0)	18,1	(17,9)
Exercice et émission de bons de souscriptions d'actions ordinaires	—	(1,1)	(1,1)	(0,3)	(1,4)
Effet des fluctuations du taux de change	—	(0,3)	(0,3)	0,1	(0,2)
Solde à la fin de l'exercice	2,3	0,3	2,6	(0,7)	1,9
Exercice terminé le 25 avril 2021					
Solde au début de l'exercice	18,5	10,1	28,6	(13,8)	14,8
Impact des modifications du 17 septembre 2020	7,8	17,5	25,3	(24,7)	0,6
Gain reconnu aux Autres éléments financiers	8,3	6,2	14,5	25,4	39,9
Investissement supplémentaire, conversion et exercice	(34,4)	0,9	(33,5)	(2,9)	(36,4)
Effet des fluctuations du taux de change	2,8	2,3	5,1	(2,6)	2,5
Solde à la fin de l'exercice	3,0	37,0	40,0	(18,6)	21,4

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La juste valeur estimée des débetures est déterminée à l'aide du modèle de Longstaff-Schwartz, où la valeur de l'option de conversion est basée sur des simulations de Monte Carlo et la juste valeur estimée des bons de souscription d'actions ordinaires est déterminée à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes. La volatilité attendue est une donnée clé d'entrée non observable qui a été utilisée dans l'établissement de la juste valeur et la fluctuation de cette donnée d'entrée découle principalement du marché en développement dans lequel Fire & Flower exerce ses activités. Au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021, toutes les autres hypothèses étant égales par ailleurs, une variation raisonnable de la volatilité attendue utilisée n'aurait pas eu d'impact significatif sur la juste valeur de chaque actif.

La juste valeur estimée des débetures convertibles et des bons de souscription d'actions ordinaires lors de leur comptabilisation initiale et à la suite d'une modification survenue le 17 septembre 2020 diffèrait de leur prix de transaction. Ces justes valeurs estimées ont été déterminées à l'aide de données spécifiques à l'entité et sont ainsi des évaluations de niveau 3 (note 30). L'évaluation initiale de ces actifs financiers a donc été ajustée afin de reporter l'écart entre la juste valeur à la date de la comptabilisation initiale et le prix de transaction, lequel est constaté graduellement sur la durée de vie estimée de chacun des actifs.

7. PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le tableau suivant présente les montants relatifs aux participations de la société dans des coentreprises et des entreprises associées présentés aux bilans consolidés :

	2022	2021
	\$	\$
Participation dans des coentreprises	143,9	141,4
Participation dans des entreprises associées	25,7	58,4
	169,6	199,8

Ces participations, dont aucune n'est individuellement significative pour la société, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les montants suivants représentent la quote-part de la société dans le bénéfice net et le résultat global des coentreprises et entreprises associées :

	2022	2021
	\$	\$
Bénéfice net et résultat global des coentreprises	27,8	25,5
Bénéfice net et résultat global des entreprises associées	(7,7)	0,5
	20,1	26,0

Subséquentement à la fin de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a acquis, par l'intermédiaire d'une coentreprise avec Musket Corporation, quatre terminaux de carburant pour le transport routier situés en Floride, en Illinois et en Caroline du Nord, aux États-Unis.

8. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPENSES

	2022	2021
	\$	\$
Coût des ventes	51 820,7	35 653,8
Frais de vente et de marketing	6 301,7	5 613,3
Frais d'administration	931,5	740,6
Autres frais d'exploitation	77,5	76,8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

	2022	2021
	\$	\$
Dépenses au titre des avantages du personnel		
Salaires ^(a)	2 744,9	2 419,9
Avantages sociaux et autres contributions relatives aux employeurs	296,2	258,3
Avantages sociaux futurs (note 29)	156,7	145,1
Primes de départ	2,2	10,4
Rémunération et autres paiements fondés sur des actions (note 27)	23,6	18,9
	3 223,6	2 852,6

(a) Subventions gouvernementales

Au cours de l'exercice 2022, la société a comptabilisé un montant de 5,2 \$ suite à l'approbation de diverses demandes de subventions gouvernementales (51,1 \$ pour l'exercice 2021). Les subventions gouvernementales, qui ont été reçues pour couvrir des dépenses reliées aux employés, ont été comptabilisées en déduction des Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux dans les états des résultats consolidés.

9. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

	2022	2021
	\$	\$
Salaires et autres avantages à court terme	11,3	10,5
Régime de rémunération et autres paiements fondés sur des actions	12,0	10,3
Avantages sociaux futurs (note 29)	2,7	2,7
	26,0	23,5

Les principaux dirigeants comprennent les membres du conseil d'administration et du comité de direction.

10. FRAIS FINANCIERS ET AUTRES ÉLÉMENTS FINANCIERS

	2022	2021
	\$	\$
Frais financiers		
Intérêts sur la dette à long terme	216,1	213,2
Intérêts sur les obligations locatives	85,0	88,3
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis (note 21)	3,2	29,1
Charge de désactualisation des provisions (note 24)	14,2	15,9
Autres charges financières	7,3	10,5
	325,8	357,0
Autres éléments financiers		
Revenus financiers	(15,2)	(19,5)
Variation de la juste valeur des instruments financiers classifiés à la juste valeur par le biais du résultat net (notes 6 et 30)	(8,9)	(39,9)
	(24,1)	(59,4)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	2022	2021
	\$	\$
Charge d'impôt sur les bénéfices exigible	677,6	593,6
Charge d'impôt différé	56,7	60,0
	734,3	653,6

Les principaux éléments ayant eu pour effet de produire des écarts entre les taux d'imposition effectifs et statutaires combinés de la société au Canada se détaillent comme suit :

	2022	2021
	%	%
Taux d'imposition statutaire combiné au Canada ^(a)	26,50	26,50
Incidence des taux d'imposition d'autres juridictions	(5,72)	(7,64)
Autres écarts permanents	0,71	0,60
	21,49	19,46

(a) Le taux d'imposition statutaire combiné de la société au Canada comprend les taux d'imposition sur les bénéfices provinciaux pertinents.

Les composantes des actifs et passifs d'impôts différés sont les suivantes :

	2022				
	Solde au 25 avril 2021	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises et de la déconsolidation de filiales	Solde au 24 avril 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	(4,4)	(6,1)	—	—	(10,5)
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(4,3)	0,1	0,1	—	(4,1)
Immobilisations incorporelles	(10,3)	9,5	1,7	—	0,9
Frais reportés	36,9	(0,2)	(2,4)	—	34,3
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	22,8	(0,7)	(7,0)	—	15,1
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	16,2	(2,9)	(1,1)	—	12,2
Crédits reportés	(1,1)	(4,5)	(1,6)	—	(7,2)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	2,6	(0,3)	(0,3)	—	2,0
Actifs au titre de droits d'utilisation	(47,5)	(27,1)	6,5	—	(68,1)
Obligations locatives	46,3	30,2	(6,6)	—	69,9
Placements	(1,3)	3,0	(0,4)	—	1,3
Autres	4,7	2,7	(3,7)	—	3,7
	60,6	3,7	(14,8)	—	49,5

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

2022

	Solde au 25 avril 2021	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises et de la déconsolidation de filiales	Solde au 24 avril 2022
	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	1 009,9	157,4	(10,3)	4,5	1 161,5
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(23,8)	(3,2)	—	—	(27,0)
Immobilisations incorporelles	80,7	(78,8)	(0,8)	—	1,1
Goodwill	255,7	34,4	(1,7)	(0,1)	288,3
Frais reportés	(47,0)	(20,1)	2,0	0,1	(65,0)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	44,5	(66,5)	(20,6)	2,1	(40,5)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(86,3)	15,9	3,3	0,2	(66,9)
Crédits reportés	(5,3)	1,5	—	(4,6)	(8,4)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	19,4	2,3	(2,2)	—	19,5
Actifs au titre de droits d'utilisation	645,7	(401,1)	(8,1)	—	236,5
Obligations locatives	(701,6)	404,8	8,3	—	(288,5)
Placements	9,1	3,1	(0,1)	(4,6)	7,5
(Perte) gain de change non réalisé(e)	(72,4)	10,7	21,7	4,6	(35,4)
	1 128,6	60,4	(8,5)	2,2	1 182,7

2021

	Solde au 26 avril 2020	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises	Solde au 25 avril 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	(4,2)	2,6	(2,4)	(0,4)	(4,4)
Charges déductibles au cours des	(3,7)	(0,1)	(0,5)	—	(4,3)
Immobilisations incorporelles	2,4	(10,7)	(2,0)	—	(10,3)
Frais reportés	28,3	5,0	3,2	0,4	36,9
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	12,6	2,0	7,7	0,5	22,8
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	10,6	3,1	2,5	—	16,2
Crédits reportés	(4,3)	3,3	(0,1)	—	(1,1)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	2,4	(0,1)	0,3	—	2,6
Actifs au titre de droits d'utilisation	(42,9)	4,7	(9,3)	—	(47,5)
Obligations locatives	43,5	(6,8)	9,6	—	46,3
Placements	1,6	—	(2,9)	—	(1,3)
Autres	5,5	(31,4)	30,6	—	4,7
	51,8	(28,4)	36,7	0,5	60,6

104

RÉSULTATS FINANCIERS

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

	2021				
	Solde au 26 avril 2020	Comptabilisé aux résultats	Comptabilisé directement aux AERG ou aux capitaux propres	Comptabilisé par le biais d'acquisitions d'entreprises	Solde au 25 avril 2021
	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs d'impôts différés					
Immobilisations corporelles	924,8	62,2	22,6	0,3	1 009,9
Charges déductibles au cours des exercices subséquents	(17,7)	(6,1)	—	—	(23,8)
Immobilisations incorporelles	62,3	0,4	2,0	16,0	80,7
Goodwill	220,1	29,0	6,6	—	255,7
Frais reportés	(62,1)	6,2	8,9	—	(47,0)
Pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés	84,2	(0,3)	(39,4)	—	44,5
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(73,8)	(8,1)	(4,4)	—	(86,3)
Crédits reportés	(2,9)	(2,4)	—	—	(5,3)
Revenus imposables au cours des exercices subséquents	27,0	(10,1)	2,5	—	19,4
Actifs au titre de droits d'utilisation	535,6	85,3	24,8	—	645,7
Obligations locatives	(580,4)	(94,5)	(26,7)	—	(701,6)
Placements	4,2	4,8	0,1	—	9,1
(Perte) gain de change non réalisé(e)	(76,3)	(34,8)	37,6	1,1	(72,4)
	<u>1 045,0</u>	<u>31,6</u>	<u>34,6</u>	<u>17,4</u>	<u>1 128,6</u>

Les pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles à l'égard desquelles des actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés s'établissaient à 566,2 \$ au 24 avril 2022 (651,2 \$ au 25 avril 2021), dont une tranche de 438,9 \$ qui sera reprise par le biais des AERG (423,7 \$ au 25 avril 2021).

De ces montants, une tranche d'environ 511,5 \$ n'avait pas de date d'échéance au 24 avril 2022 (529,1 \$ au 25 avril 2021). Les pertes en capital nettes peuvent être reportées prospectivement indéfiniment et ne peuvent être utilisées qu'à l'égard de gains en capital imposables futurs. Les autres pertes reportées prospectivement et les différences temporaires déductibles viendront à échéance comme suit :

	\$
Moins d'un an à cinq ans	—
Cinq à dix ans	15,0
Dix à vingt ans	40,0
	<u>55,0</u>

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, 13,7 \$ d'impôts différés qui n'avaient pas été précédemment comptabilisés ont été utilisés.

Les passifs d'impôts différés relatifs aux impôts qui seraient payables advenant un rapatriement des bénéficiaires non répartis de certaines filiales étrangères n'ont pas été comptabilisés puisque ces montants ne devraient pas se matérialiser dans un avenir prévisible. Les différences temporelles liées à ces participations s'élèvent à 7 529,1 \$ (6 106,0 \$ en 2021).

105

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

12. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente les informations sur le calcul du bénéfice net par action de base et dilué :

	2022	2021
	\$	\$
Bénéfice net	<u>2 683,3</u>	<u>2 705,5</u>
Nombre moyen pondéré d'actions (en millions)	1 062,0	1 105,3
Effet dilutif des options d'achat d'actions (en millions)	1,5	1,4
Nombre moyen pondéré d'actions dilué (en millions)	<u>1 063,5</u>	<u>1 106,7</u>
Bénéfice net de base par action	<u>2,53</u>	<u>2,45</u>
Bénéfice net dilué par action	<u>2,52</u>	<u>2,44</u>

Aux fins du calcul du bénéfice net dilué par action de 2022, 1 334 options d'achat d'actions ont été exclues compte tenu de leur effet antidilutif (465 659 options d'achat d'actions exclues en 2021).

Pour l'exercice 2022, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 41,75 ¢ CA par action (33,25 ¢ CA par action en 2021).

13. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Variations du fonds de roulement hors caisse

	2022	2021
	\$	\$
Débiteurs	(838,8)	(358,0)
Stocks	(639,2)	(490,5)
Frais payés d'avance	(34,5)	1,9
Créiteurs et charges à payer	1 203,3	762,0
Impôts exigibles	(31,3)	(70,4)
	<u>(340,5)</u>	<u>(155,0)</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Changement en lien avec les passifs découlant des activités de financement

	2022			2021		
	Autres passifs financiers nets, excluant les swaps sur carburant	Obligations locatives	Dettes à long terme	Autres passifs financiers nets, excluant les swaps sur carburant	Obligations locatives	Dettes à long terme
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	87,5	3 212,1	6 389,9	237,4	2 648,8	7 730,5
Flux de trésorerie						
Sorties nettes de fonds sur la dette à long terme présentées dans les activités de financement	—	—	(279,0)	—	—	(1 710,6)
Primes de remboursement anticipé et intérêts réputés sur le remboursement des billets de premier rang non garantis présentés dans les activités d'exploitation	—	—	(37,7)	—	—	—
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	—	(443,6)	—	—	(404,2)	—
Règlements d'instruments financiers dérivés	(56,9)	—	—	—	—	—
Variations des éléments hors trésorerie						
Reclassement depuis (vers) les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 5)	—	49,8	—	—	(81,1)	—
Révision d'estimations	—	472,9	—	—	628,5	—
Ajouts	—	202,9	—	—	180,4	63,6
Variation de la juste valeur	6,0	—	—	(149,9)	—	—
Acquisitions d'entreprises (note 4)	—	65,6	4,0	—	67,2	—
Incidence des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis (note 21)	—	—	3,2	—	—	29,1
Amortissement des frais de financement	—	—	3,6	—	—	4,1
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5)	—	(1,5)	—	—	—	—
Effet des fluctuations du taux de change	—	(83,3)	(119,0)	—	172,5	273,2
Solde à la fin de l'exercice	36,6	3 474,9	5 965,0	87,5	3 212,1	6 389,9

14. DÉBITEURS

	2022	2021
	\$	\$
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit ^(a)	1 179,6	818,5
Comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir ^(a)	1 031,6	732,3
Provision pour pertes de crédit attendues	(33,4)	(36,8)
Montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir – nets	2 177,8	1 514,0
Autres débiteurs	319,7	258,2
Provision pour pertes de crédit attendues	—	(0,5)
	2 497,5	1 771,7

(a) Ces montants sont présentés déduction faite d'un montant de 162,3 \$ présenté en réduction des comptes fournisseurs et charges à payer (note 20) en raison d'accords de compensation (111,7 \$ au 25 avril 2021).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Le tableau qui suit présente l'âge des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit et des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir sur une base brute de même que l'âge de la provision pour pertes de crédit attendues en fonction du taux de perte attendu :

	2022			2021		
	Valeur comptable brute	Taux de perte attendu	Pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute	Taux de perte attendu	Pertes de crédit attendues
	\$	%	\$	\$	%	\$
Courants	1 973,3	0,2	3,5	1 435,7	0,4	5,1
En souffrance depuis 1-90	189,6	1,1	2,1	79,7	2,1	1,7
En souffrance depuis 91 jours et plus	48,3	57,6	27,8	35,4	84,7	30,0
	2 211,2		33,4	1 550,8		36,8

Les mouvements de la provision pour pertes de crédit attendues s'établissent comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	37,3	38,1
Provision pour pertes de crédit attendues, déduction faite du solde de début inutilisé	3,8	4,3
Créances radiées au cours de l'exercice	(4,8)	(9,1)
Effet des fluctuations du taux de change	(2,9)	4,0
Solde à la fin de l'exercice	33,4	37,3

15. STOCKS

	2022	2021
	\$	\$
Marchandises ^(a)	937,5	900,1
Carburant pour le transport routier ^(b)	1 434,9	853,2
Autres	30,6	14,3
	2 403,0	1 767,6

(a) Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, une dépréciation à la valeur nette de réalisation de 9,2 \$ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, aux états des résultats consolidés (33,9 \$ pour l'exercice terminé le 25 avril 2021).

(b) Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, aucune dépréciation ou reprise de dépréciation à la valeur nette de réalisation n'a été comptabilisée pour cette catégorie. Pour l'exercice terminé le 25 avril 2021, une reprise de dépréciation à la valeur nette de réalisation de 12,9 \$ a été comptabilisée, pour cette catégorie, dans le Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur aux états des résultats consolidés puisque les prix de vente ont augmenté.

Les montants du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, présentés dans les états consolidés des résultats sont presque entièrement composés des stocks comptabilisés à titre de dépenses.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

16. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles et composantes de bâtisse	Équipements	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 24 avril 2022					
Valeur comptable nette au début	3 608,3	3 010,7	3 843,7	407,4	10 870,1
Ajouts	105,7	397,9	1 026,3	164,1	1 694,0
Acquisitions d'entreprises (note 4)	24,5	25,6	22,9	—	73,0
Dispositions	(69,2)	(17,0)	(41,1)	(3,3)	(130,6)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(0,6)	(265,5)	(592,3)	(74,3)	(932,7)
Reclassements	(16,1)	(39,3)	27,5	27,9	—
Reclassement (vers) depuis les actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(0,4)	3,4	10,0	4,2	17,2
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5)	(7,0)	(14,8)	(5,1)	—	(26,9)
Effet des fluctuations du taux de change	(81,4)	(97,1)	(95,7)	(3,7)	(277,9)
Valeur comptable nette à la fin^(a)	3 563,8	3 003,9	4 196,2	522,3	11 286,2
Au 24 avril 2022					
Coût	3 565,4	4 799,4	7 714,6	1 146,3	17 225,7
Amortissement et perte de valeur cumulés	(1,6)	(1 795,5)	(3 518,4)	(624,0)	(5 939,5)
Valeur comptable nette^(a)	3 563,8	3 003,9	4 196,2	522,3	11 286,2
Portion relative aux immobilisations corporelles non opérées par la société car sujettes à des contrats de location simple	36,1	9,4	4,8	—	50,3
Exercice terminé le 25 avril 2021					
Valeur comptable nette au début	3 347,7	2 824,1	3 552,2	412,5	10 136,5
Ajouts	147,1	334,7	736,8	70,0	1 288,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	14,5	21,9	17,3	4,0	57,7
Dispositions	(55,4)	(12,9)	(47,3)	(3,1)	(118,7)
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(1,6)	(249,6)	(560,7)	(71,0)	(882,9)
Reclassements	12,0	(41,8)	36,0	(6,2)	—
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(32,1)	(22,0)	(66,7)	(9,6)	(130,4)
Effet des fluctuations du taux de change	176,1	156,3	176,1	10,8	519,3
Valeur comptable nette à la fin^(a)	3 608,3	3 010,7	3 843,7	407,4	10 870,1
Au 25 avril 2021					
Coût	3 612,9	4 678,7	7 014,7	965,0	16 271,3
Amortissement et perte de valeur cumulés	(4,6)	(1 668,0)	(3 171,0)	(557,6)	(5 401,2)
Valeur comptable nette^(a)	3 608,3	3 010,7	3 843,7	407,4	10 870,1
Portion relative aux immobilisations corporelles non opérées par la société car sujettes à des contrats de location simple	47,5	12,3	12,7	—	72,5

(a) La valeur comptable nette au 24 avril 2022 inclut un montant de 1 087,7 \$ relatif aux constructions en cours (804,9 \$ au 25 avril 2021).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

17. CONTRATS DE LOCATION

L'information sur les contrats de location pour lesquels la société est locataire est présentée ci-dessous :

Actifs au titre de droits d'utilisation

La réconciliation des actifs au titre de droits d'utilisation de la société par catégories d'actifs sous-jacents se présente comme suit :

	Propriétés	Véhicules motorisés	Équipements	Total
	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 24 avril 2022				
Valeur comptable nette au début	2 997,0	47,6	24,5	3 069,1
Ajouts	168,1	32,4	0,6	201,1
Acquisitions d'entreprises (note 4)	63,2	—	—	63,2
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(432,7)	(20,1)	(3,4)	(456,2)
Révision d'estimations	467,1	7,5	0,3	474,9
Reclassement d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	45,2	—	—	45,2
Cessions réputées liées à des sous-locations	(8,5)	—	—	(8,5)
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5)	(1,3)	—	—	(1,3)
Effet des fluctuations du taux de change	(81,8)	(1,2)	(2,3)	(85,3)
Valeur comptable nette à la fin	3 216,3	66,2	19,7	3 302,2
Exercice terminé le 25 avril 2021				
Valeur comptable nette au début	2 493,4	18,0	2,5	2 513,9
Ajouts	100,9	53,4	22,6	176,9
Acquisitions d'entreprises (note 4)	76,6	—	—	76,6
Dépense d'amortissement et de perte de valeur	(401,6)	(15,4)	(2,0)	(419,0)
Révision d'estimations	643,1	(11,0)	0,3	632,4
Reclassement à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(77,9)	—	—	(77,9)
Cessions réputées liées à des sous-locations	(6,0)	—	—	(6,0)
Effet des fluctuations du taux de change	168,5	2,6	1,1	172,2
Valeur comptable nette à la fin	2 997,0	47,6	24,5	3 069,1

Montants comptabilisés aux états des résultats consolidés

	2022	2021
	\$	\$
Dépenses relatives aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	29,8	24,8
Dépenses relatives aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation de l'obligation locative	24,0	22,9
Gain sur transactions de cession-bail	52,9	80,8

Information sur les flux de trésorerie

	2022	2021
	\$	\$
Total des sorties de fonds relatives aux contrats de location	580,5	538,8
Produits des cessions liées à des transactions de cession-bail	95,6	119,5

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Au 24 avril 2022, la société loue principalement des terrains, des immeubles, des composantes de bâtisse, des véhicules motorisés et de l'équipement. La durée de chaque contrat de location est négociée sur une base individuelle et les conditions peuvent grandement varier. La durée des contrats de location, pour la majorité des contrats en Amérique du Nord, varie entre 5 et 20 ans et cette durée inclut le terme de base ainsi qu'une ou plusieurs options de renouvellement, lorsqu'applicable. En Europe et en Asie, la durée des contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des échéances de plus de 50 ans et inclus aussi des options de renouvellement au prix du marché, lorsqu'applicable. Au 24 avril 2022, la société respectait les restrictions imposées par ses contrats de location. La société peut également conclure des transactions de cession-bail, dans le cadre desquelles elle continuera généralement à exploiter temporairement la propriété vendue lorsqu'il est avantageux pour le vendeur et la société de le faire.

Au 24 avril 2022, les garanties de valeur résiduelle que la société s'attend à payer incluses dans le calcul des obligations locatives ainsi que celles que la société ne s'attend pas à payer et qui sont, par conséquent, exclues des obligations locatives n'étaient pas significatives.

Certains contrats de location sur des biens sont assortis de modalités de paiements variables, qui sont fonction des ventes générées par un magasin. Pour les magasins individuels, les paiements de loyers étant fondés sur des modalités de paiements variables peuvent atteindre 100 % et les pourcentages de ventes appliqués varient grandement. Les modalités de paiements variables existent pour une multitude de raisons, dont minimiser la base de frais fixes pour les nouveaux magasins. Les paiements de loyers variables qui sont fonction des ventes sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle se produit la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, une augmentation de 10 % des modalités variables dans tous les magasins du groupe ayant de telles modalités de paiements variables n'aurait pas eu une incidence significative sur les paiements de location totaux.

Plusieurs contrats de location conclus par la société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces modalités maximisent la souplesse opérationnelle dans le cadre de la gestion des contrats. La plupart des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être levées que par la société, non le bailleur. Au 24 avril 2022, de potentielles futures sorties de fonds annuelle non actualisées de 146,1 \$ n'ont pas été incluses dans les obligations locatives dont les échéances contractuelles sont dans moins de cinq ans, car il n'est pas raisonnablement certains que des options de renouvellement sur ces baux seront exercées.

Au 24 avril 2022, des sorties de fonds futures non actualisées de 75,4 \$ n'ont pas été incluses dans les obligations locatives puisque celles-ci sont relatives à des contrats de location qui n'ont pas encore débuté, mais pour lesquels la société s'est engagée.

L'information sur les contrats de location lorsque la société est bailleur est présenté ci-dessous :

Au 24 avril 2022, la société loue principalement des immeubles et des véhicules motorisés. Les modalités sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de durées et conditions.

Montant comptabilisés dans les états des résultats consolidés

	2022	2021
	\$	\$
Produits locatifs sur contrats de location simple, excluant ceux se rapportant aux paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	25,7	15,8
Produits locatifs se rapportant aux paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux	19,7	17,1
Revenus de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	44,1	48,6

Au 24 avril 2022, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés sur contrats de location simple attendus à être reçus au titre des accords de location et de sous-location simples est de 93,2 \$. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	\$
Moins d'un an	24,6
Un à cinq ans	43,3
Plus de cinq ans	25,3
	<u>93,2</u>

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Au 24 avril 2022, le montant total des paiements minimaux futurs non actualisés attendus à être reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location classés en location-financement est de 35,9 \$. Ces paiements minimaux devraient être reçus comme suit :

	\$
Moins d'un an	12,2
Un à cinq ans	20,6
Plus de cinq ans	3,1
	<u>35,9</u>
Produits financiers non acquis inclus dans les paiements ci-dessus	(1,8)
Investissement net dans des contrats de sous-location	<u>34,1</u>

18. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill

	2022	2021
	\$	\$
Valeur comptable nette au début de l'exercice	5 946,3	5 505,8
Acquisitions d'entreprises (note 4)	205,7	340,3
Reclassements depuis (vers) les actifs détenus en vue de la vente (note 5)	15,3	(81,7)
Effet des fluctuations du taux de change	(73,2)	181,9
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice	6 094,1	5 946,3

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels ^(a)	Contrats d'approvisionnement en carburant	Droits recouvrés	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 24 avril 2022							
Valeur comptable nette au début	261,7	44,8	268,7	12,7	35,6	93,4	716,9
Ajouts	—	0,2	59,4	—	—	1,7	61,3
Acquisitions d'entreprises (note 4)	—	0,6	3,3	3,5	—	19,0	26,4
Dispositions	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	(0,8)
Dépense d'amortissement	(2,8)	(6,7)	(44,6)	(1,3)	(9,1)	(5,0)	(69,5)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques (note 3)	—	—	(25,0)	—	—	—	(25,0)
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5)	(0,5)	—	—	—	—	—	(0,5)
Reclassements d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	—	—	—	—	—	0,4	0,4
Effet des fluctuations du taux de change	(9,1)	(0,8)	(7,6)	—	(0,5)	(3,7)	(21,7)
Valeur comptable nette à la fin	249,3	38,1	253,5	14,9	26,0	105,7	687,5
Au 24 avril 2022							
Coût	289,6	148,5	487,2	57,4	38,2	235,9	1 256,8
Amortissement cumulé	(40,3)	(110,4)	(233,7)	(42,5)	(12,2)	(130,2)	(569,3)
Valeur comptable nette	249,3	38,1	253,5	14,9	26,0	105,7	687,5

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Immobilisations incorporelles

	Marques de commerce	Contrats de franchise	Logiciels ^(a)	Contrats d'approvisionnement en carburant	Droits recouvrés	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 25 avril 2021							
Valeur comptable nette au début	240,8	48,4	174,1	14,3	—	73,2	550,8
Ajouts	—	—	86,1	—	—	2,3	88,4
Acquisitions d'entreprises (note 4)	12,7	—	25,6	—	38,7	19,9	96,9
Dispositions	—	(0,1)	—	(0,5)	—	(0,1)	(0,7)
Dépense d'amortissement	(5,2)	(6,6)	(38,5)	(1,1)	(3,1)	(9,8)	(64,3)
Reclassements	—	—	(3,9)	—	—	3,9	—
Reclassements à titre d'actifs détenus en vue de la vente (note 5)	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,8)
Effet des fluctuations du taux de change	13,4	3,1	25,3	—	—	4,8	46,6
Valeur comptable nette à la fin	261,7	44,8	268,7	12,7	35,6	93,4	716,9
Au 25 avril 2021							
Coût	303,9	156,9	484,8	54,0	38,7	229,8	1 268,1
Amortissement cumulé	(42,2)	(112,1)	(216,1)	(41,3)	(3,1)	(136,4)	(551,2)
Valeur comptable nette	261,7	44,8	268,7	12,7	35,6	93,4	716,9

(a) La valeur comptable nette au 24 avril 2022 comprend 111,5 \$ relatif aux logiciels en cours (97,9 \$ au 25 avril 2021).

Le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont répartis aux UGT en fonction de la localisation géographique des magasins acquis. La répartition au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021 est la suivante :

UGT	2022		2021	
	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill	Immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée	Goodwill
	\$	\$	\$	\$
Canada	—	824,4	—	832,8
États-Unis	207,0	4 430,3	186,9	4 230,2
Scandinavie	58,6	442,6	64,7	488,7
Europe centrale et Europe de l'Est	23,5	11,3	27,0	12,6
Irlande	—	79,0	—	72,4
Asie	12,5	306,5	12,7	309,6
	301,6	6 094,1	291,3	5 946,3

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT des États-Unis sont la marque de commerce Circle K et les licences, qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée pour les UGT de la Scandinavie et de l'Europe centrale et Europe de l'Est est le logo de la gouttelette, qui devrait procurer des avantages économiques à la société indéfiniment. L'UGT de la Scandinavie regroupe les activités de la Norvège, de la Suède et du Danemark tandis que l'UGT de l'Europe centrale et Europe de l'Est regroupe les activités de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Russie (jusqu'au 8 avril 2022). Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée pour l'UGT de l'Asie sont les marques de commerce de produits exclusifs, qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment.

Pour le test annuel de dépréciation, la valeur recouvrable des UGT du Canada, des États-Unis, de la Scandinavie, de l'Europe centrale et Europe de l'Est et de l'Irlande est déterminée sur la base de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. La société utilise une approche basée sur les multiples du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements (« BAIIA », une mesure non conforme aux IFRS) de sociétés comparables (niveau 3) allant de 8,4 x à 10,0 x pour établir ces valeurs. Pour le test annuel de dépréciation pour l'UGT de l'Asie, la valeur recouvrable est déterminée sur la base de la juste valeur diminuée des coûts de vente et la société utilise une approche basée sur les bénéfices pour déterminer cette valeur (niveau 3). Sous cette méthode, les flux de trésorerie de l'UGT pour une période de 4 ans ont été utilisés. L'hypothèse clé sur laquelle la

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

direction a basé sa détermination de la juste valeur diminuée des coûts de vente est le taux de croissance moyen prévu de 12,3 %. Cette estimation représente le meilleur estimé de la direction compte tenu des conditions actuelles du marché.

19. AUTRES ACTIFS

	2022	2021
	\$	\$
Actifs de rémunération différée	79,5	71,9
Actifs au titre des prestations définies (note 29)	68,5	63,0
Montants à recevoir pour réclamations environnementales (note 24)	62,5	64,3
Dépôts indexés liés aux unités d'actions (note 30)	62,0	43,5
Paiements incitatifs différés	36,2	26,2
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 17)	34,1	20,1
Billets à recevoir	18,5	19,3
Dépôts	14,8	25,5
Autres	25,4	20,7
	401,5	354,5

20. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2022	2021
	\$	\$
Comptes fournisseurs et charges à payer ^(a)	3 716,7	2 577,6
Taxes à la consommation et d'accise	825,8	760,7
Salaires et avantages afférents	360,0	358,6
Autres	353,6	297,4
	5 256,1	3 994,3

(a) Ce montant est présenté déduction faite d'un montant de 100,1 \$ de montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit (note 14) et de 62,2 \$ de comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir (note 14) en raison d'accords de compensation (71,3 \$ et 40,4 \$, respectivement, au 25 avril 2021).

21. DETTE À LONG TERME

	2022	2021
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, échéant de juillet 2027 à mai 2051 ^(a)	3 967,5	4 002,9
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, échéant de juillet 2024 à juin 2025 ^(a)	1 102,5	1 319,1
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros, échéant en mai 2026 ^(a)	809,1	902,0
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes, échéant en février 2026 ^(a)	75,7	80,8
Autres dettes	10,2	85,1
	5 965,0	6 389,9
Portion à court terme de la dette à long terme	1,4	1 107,3
Portion à long terme de la dette à long terme	5 963,6	5 282,6

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

(a) Billets de premier rang non garantis

Au 24 avril 2022, la société avait des billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4 000,0 \$, en dollars canadiens totalisant 1 400,0 \$ CA, en euros totalisant 750,0 € ainsi qu'en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 NOK, répartis comme suit :

	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 24 avril 2022	Dates de paiement des intérêts
Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,06 %	3,13 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,60 %	3,65 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,85 %	3,93 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,88 %	1,94 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,55 %	3,64 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,95 %	3,03 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 13 mai 2021	650,0 \$	13 mai 2041	3,44 %	3,50 %	13 mai et 13 novembre
Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,50 %	4,58 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,80 %	3,88 %	25 juillet et 25 janvier
Émission d'obligations vertes du 13 mai 2021	350,0 \$	13 mai 2051	3,63 %	3,69 %	13 mai et 13 novembre

Le 13 mai 2021, la société a émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, totalisant 1 000,0 \$, dont une partie faisait l'objet d'une relation de couverture de flux de trésorerie utilisant des accords de fixation de taux d'intérêt pour réduire le risque associé aux variations des taux d'intérêt en prévision de l'émission. Le 10 mai 2021, avant leur échéance, la société a réglé l'ensemble de ses accords de fixation de taux d'intérêt et une perte cumulative totale de 2,9 \$ a été comptabilisée au Cumul des autres éléments du résultat global en lien avec ces règlements. Un montant égal au produit net de 346,1 \$ de la tranche d'obligations vertes de 350,0 \$ a été utilisé pour financer des projets qui contribuent à la durabilité environnementale.

Le 14 mai 2021, suite à la remise d'un avis de remboursement daté du 14 avril 2021, la société a remboursé intégralement ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1 000,0 \$ émis le 26 juillet 2017 et qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022. Le remboursement a été effectué en utilisant le produit net de 644,0 \$ issu des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 650,0 \$ émis le 13 mai 2021 ainsi que la trésorerie disponible et il incluait une prime de remboursement anticipé de 27,7 \$. L'incidence de la prime de remboursement anticipé a été enregistrée aux Frais financiers lors de la remise de l'avis de remboursement durant l'exercice 2021.

Le 3 mars 2022, suite à la remise d'un avis de remboursement daté du 31 janvier 2022, la société a remboursé intégralement ses billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 \$ CA émis le 1^{er} novembre 2012 et qui devaient arriver à échéance le 1^{er} novembre 2022. Le remboursement de 254,1 \$ CA (200,6 \$) a été effectué en utilisant la trésorerie disponible et incluait une prime de remboursement anticipé de 4,1 \$ CA (3,2 \$). La société a aussi réglé les swaps de taux d'intérêt et multidevises associés à ces billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens (note 23).

À l'état des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, les remboursements sont reflétés dans les activités d'exploitation pour refléter les primes de remboursement anticipé ainsi que les frais de financement payés lors des émissions, et dans les activités de financement pour refléter les produits nets des émissions.

Les billets libellés en dollars canadiens émis le 2 juin 2015 et le 26 juillet 2017 sont liés à des swaps de taux d'intérêt et multidevises (note 23).

Facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti

Au 24 avril 2022, la société avait une convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2 525,0 \$, échéant en mai 2026. La facilité de crédit était disponible sous les formes suivantes :

- Une facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) en euros et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 150,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain, le taux SOFR ou le taux EURIBOR, plus une marge variable; et

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 115,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêts à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon la cote de crédit de la société, étaient appliqués sur la partie inutilisée de la facilité de crédit. Les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées étaient établis en fonction de la cote de crédit de la société également. En vertu de cette convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021, la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garanti était inutilisée et la société était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. Subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 24 avril 2022, l'échéance de la facilité de crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en mai 2027.

Facilités de découvert bancaire

Au 24 avril 2022, la société avait accès à des facilités de découvert bancaire totalisant approximativement 52,9 \$, dont 0,5 \$ était utilisé.

Lettres de garantie

Au 24 avril 2022, la société disposait de lettres de garantie en circulation liées à ses propres activités de 179,9 \$ (106,1 \$ au 25 avril 2021), dont 6,7 \$ (6,8 \$ au 25 avril 2021) se portaient en réduction des fonds disponibles en vertu de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie.

Programme de papier commercial aux États-Unis

Subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé. Le programme de papier commercial permet à la société d'émettre à l'occasion des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission. Le principal total des billets de papier commercial non garantis en circulation ne peut dépasser en aucun moment 2 500,0 \$ et la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie de la société sert de garantie de liquidités pour le remboursement des billets de papier commercial non garantis.

22. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT À DÉPART DIFFÉRÉ

Durant l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt à départ différé ayant les modalités suivantes :

Montant notionnel	Termes des swaps de taux d'intérêt	Taux	Date d'échéance
550,0 \$	10 ans	De 2,06 % à 2,27 %	Juillet 2024 et Juin 2025

Les instruments ont permis à la société de couvrir la variabilité de ses intérêts payables à l'égard de l'émission anticipée de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains et découlant de la variation des taux des bons du Trésor américain. Ces instruments étaient désignés comme des éléments de couverture des flux de trésorerie liés au risque de taux d'intérêt de la société et, par conséquent, pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, un gain de 23,4 \$ a été comptabilisé aux AERG afin de tenir compte de la variation de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt à départ différé.

23. SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT ET MULTIDEVISES

La société a conclu des ententes de swaps de taux d'intérêt et multidevisees lui permettant ainsi de synthétiquement convertir en dollars américains ses billets de premier rang non garantis libellés en dollars canadiens.

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux	Échéance	Juste valeur au (note 30)	
					24 avril 2022	25 avril 2021
					\$	\$
1 400,0 \$ CA	De 3,06 % à 3,60 %	1 127,2 \$ US	De 3,23 % à 3,87 %	Du 26 juillet 2024 au 2 juin 2025	34,1	79,6

Ces ententes sont désignées à titre d'instruments de couverture du risque de change lié à l'investissement net de la société dans ses opérations aux États-Unis. Ils sont présentés comme Autres passifs financiers à long terme aux bilans consolidés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Le 2 mars 2022, avant leur échéance, la société a réglé les swaps de taux d'intérêt et multidevises suivants :

Reçoit – Notionnel	Reçoit – Taux	Paie – Notionnel	Paie – Taux
250,0 \$ CA	3,90 %	250,7 \$ US	3,49 %

24. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ^(a)	Provision pour coûts environnementaux ^(b)	Provision pour indemnités d'accidents de travail ^(c)	Obligation relative à la responsabilité civile ^(c)	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
2022						
Solde au début de l'exercice	489,5	155,3	48,3	56,8	35,7	785,6
Acquisitions d'entreprises (note 4)	2,1	—	—	—	3,5	5,6
Passifs engagés	3,6	16,6	28,7	41,3	11,9	102,1
Passifs réglés	(5,4)	(22,9)	(28,0)	(39,0)	(29,7)	(125,0)
Charge de désactualisation	13,0	0,4	0,6	0,2	—	14,2
Renversement de provisions	(2,8)	(0,5)	—	—	—	(3,3)
Révision d'estimations	(40,8)	(2,2)	0,9	2,6	—	(39,5)
Reclassements de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 5)	4,1	—	—	—	—	4,1
Transferts	—	—	—	—	11,0	11,0
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5)	(1,1)	—	—	—	(0,1)	(1,2)
Effet des fluctuations du taux de change	(27,0)	(3,9)	(0,7)	(0,1)	(0,2)	(31,9)
Solde à la fin de l'exercice	435,2	142,8	49,8	61,8	32,1	721,7
Portion à court terme	60,0	51,8	8,5	11,6	12,8	144,7
Portion à long terme	375,2	91,0	41,3	50,2	19,3	577,0
2021						
Solde au début de l'exercice	373,8	157,2	44,5	50,3	33,6	659,4
Acquisitions d'entreprises (note 4)	0,5	—	—	—	0,8	1,3
Passifs engagés	5,0	20,9	30,3	32,6	8,0	96,8
Passifs réglés	(9,1)	(23,2)	(27,8)	(24,0)	(6,1)	(90,2)
Charge de désactualisation	14,8	0,4	0,5	0,2	—	15,9
Renversement de provisions	(1,8)	(5,8)	—	(0,5)	(2,1)	(10,2)
Révision d'estimations	84,3	(3,9)	0,3	(1,8)	0,3	79,2
Reclassements à titre de passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente (note 5)	(10,8)	—	—	—	—	(10,8)
Effet des fluctuations du taux de change	32,8	9,7	0,5	—	1,2	44,2
Solde à la fin de l'exercice	489,5	155,3	48,3	56,8	35,7	785,6
Portion à court terme	46,9	44,3	13,5	14,4	35,5	154,6
Portion à long terme	442,6	111,0	34,8	42,4	0,2	631,0

- (a) Le montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaire pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est d'approximativement 693,2 \$ et devrait être encouru au cours des 40 prochaines années. Si des changements devaient survenir dans les coûts d'enlèvement futurs estimatifs, les durées de vie utile des réservoirs, les termes des baux ou les exigences réglementaires des gouvernements, le passif pourrait faire l'objet d'une révision.
- (b) Les coûts environnementaux devraient être déboursés au cours des 20 prochaines années.
- (c) Les indemnités pour accidents de travail et les obligations relatives à la responsabilité civile devraient être déboursées au cours des cinq prochaines années.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Coûts environnementaux

La société est assujettie aux diverses lois canadiennes, américaines et européennes portant sur l'entreposage, la manutention et la vente de carburant pour le transport routier et d'autres produits à base de pétrole. La société estime qu'elle respecte, à tous les égards importants, la législation actuelle portant sur l'environnement. La société a un programme continu de formation de ses employés en matière environnementale et effectue des tests préventifs et de réhabilitation des sites en collaboration avec les autorités de réglementation. La société procède également à une évaluation annuelle de ses équipements pétroliers.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

Afin de pourvoir aux coûts environnementaux mentionnés plus haut, la société a comptabilisé une provision pour frais de réhabilitation de sites de 142,8 \$ au 24 avril 2022 (155,3 \$ au 25 avril 2021). De plus, la société a comptabilisé un montant à recevoir de fonds en fiducie pour réclamations environnementales de 72,7 \$ au 24 avril 2022 (73,4 \$ au 25 avril 2021), dont un montant de 10,2 \$ (9,1 \$ au 25 avril 2021) est inclus dans les Débiteurs et 62,5 \$ est inclus dans les Autres actifs (64,3 \$ au 25 avril 2021).

25. CRÉDITS REPORTÉS ET AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIFS

	2022	2021
	\$	\$
Passifs de rémunération différée	120,9	101,9
Crédits reportés	47,7	35,5
Dépôts d'exploitants indépendants, de franchisés ou et de locataire	28,8	28,2
Crédits reportés relatifs aux coûts de changements de marques	19,1	20,5
Avantages sociaux	18,5	44,0
Autres passifs	8,9	21,2
	<u>243,9</u>	<u>251,3</u>

26. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Nombre illimité d'actions sans valeur nominale

- Actions privilégiées de premier et de deuxième rang, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, ayant priorité sur les autres catégories d'actions en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital au moment de la dissolution. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer avant l'émission la désignation, les droits, les privilèges, les conditions et les restrictions se rattachant aux actions de chaque série.
- Actions à droit de vote multiple de catégorie A, participantes, avec droit de vote à raison de dix votes par action, sauf à l'égard de certaines situations où les actions ne comportent qu'un vote par action.
- Actions à droit de vote subalterne de catégorie B, participantes, chaque action comprenant 1 vote.

Lors du paiement de dividendes, l'ordre de priorité des actions s'établit comme suit :

- Actions privilégiées de premier rang;
- Actions privilégiées de deuxième rang;
- Actions à droit de vote multiple de catégorie A et actions à droit de vote subalterne de catégorie B, de rang égal.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Le 8 décembre 2021, au moment où tous les cofondateurs de la société ont atteint l'âge de 65 ans, la totalité des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de la société a été automatiquement convertie en actions à droit de vote multiple de catégorie A sur une base de une pour une. Suite à la conversion automatique, seules les actions à droit de vote multiple de catégorie A de la société sont négociées à la Bourse de Toronto et l'ensemble des régimes de rémunération et d'autres paiements fondés sur des actions de la société (note 27) couvrent les actions à droit de vote multiple de catégorie A.

Émises et en circulation

Les modifications survenues quant au nombre d'actions sont les suivantes :

	2022	2021
Actions à droit de vote multiple de catégorie A (en millions d'actions)		
Solde au début de l'exercice	253,8	253,8
Conversion en actions de catégorie B	(4,8)	—
Conversion automatique des actions de catégorie B	813,0	—
Rachats d'actions ^(a)	(29,1)	—
Solde à la fin de l'exercice	<u>1 032,9</u>	<u>253,8</u>
Actions à droit de vote subalterne de catégorie B (en millions d'actions)		
Solde au début de l'exercice	825,8	858,9
Émission résultant de la conversion d'actions de catégorie A	4,8	—
Rachats d'actions ^(a)	(17,7)	(33,3)
Émissions d'actions découlant de la levée d'options d'achat d'actions	0,1	0,2
Conversion automatique en actions de catégorie A	(813,0)	—
Solde à la fin de l'exercice	<u>—</u>	<u>825,8</u>
Émises et en circulation	<u>1 032,9</u>	<u>1 079,6</u>

(a) Régime de rachat d'actions

Le 21 avril 2021, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un régime de rachat d'actions (le « Régime »), qui est entré en vigueur le 26 avril 2021. Le Régime permettait initialement à la société de racheter jusqu'à 32 056 988 actions, représentant 4,0 % des actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public au 19 avril 2021 (« Actions détenues dans le public »). Le 31 janvier 2022, la Bourse de Toronto a approuvé la modification du Régime de la société afin d'accroître le nombre maximal d'actions qui peuvent être rachetées à 46 806 328 actions, ou 5,8 % des Actions détenues dans le public. La période de rachat d'actions devait se terminer au plus tard le 25 avril 2022.

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, la société a atteint la limite de rachats autorisée par le Régime en rachetant 46 806 328 actions (33 336 141 actions dans le cadre du précédent régime de rachat d'actions pour l'exercice terminé le 25 avril 2021). Ces rachats ont été conclus pour un montant de 1 882,1 \$ (1 063,6 \$ dans le cadre du précédent régime de rachat d'actions pour l'exercice terminé le 25 avril 2021), dont 56,7 \$ est inclus au poste Créiteurs et charges à payer au 24 avril 2022 (16,9 \$ au 25 avril 2021) en lien avec 1 255 512 actions qui avaient été rachetées et étaient en cours d'annulation (503 319 actions au 25 avril 2021). Au cours de l'exercice 2022 et sous le Régime, 6 351 895 actions à droit de vote subalterne de catégorie B ont été rachetées, pour un montant de 238,5 \$, de Développements Orano inc., une société contrôlée par M. Alain Bouchard, fondateur de la société et président exécutif de son conseil d'administration, ce qui constitue une transaction entre parties liées.

Le 22 avril 2022, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement du Régime de la société, qui l'autorise à racheter un maximum de 79 703 614 actions, représentant 10,0 % des actions de la société détenues dans le public au 20 avril 2022. Le renouvellement est entré en vigueur le 26 avril 2022 et se terminera au plus tard le 25 avril 2023. Subséquemment à la fin de l'exercice terminé le 24 avril 2022 et dans le cadre du Régime renouvelé, la société a racheté 9 764 000 actions pour un montant de 429,2 \$.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Lorsque des rachats ont lieu, le nombre d'actions en circulation est réduit et la participation proportionnelle de tous les actionnaires restants dans le capital-actions de la société est augmentée au prorata. Toutes les actions rachetées en vertu du régime de rachat d'actions seront annulées. Un régime de rachat de titres automatique, qui a préalablement été approuvé par la Bourse de Toronto lors de l'approbation du renouvellement du Régime, est également en place et pourrait permettre à un courtier désigné de procéder au rachat d'actions de la société, en son nom, selon des paramètres qui auront été établis par la société.

27. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions

La société possède un régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions en vertu duquel elle a autorisé l'octroi de jusqu'à 101 352 000 options d'achat d'actions permettant d'acheter des actions de la société.

Les options d'achat d'actions, d'une durée maximale de 10 ans, sont acquises à 20,0 % à la date de l'octroi et cumulativement par la suite à chaque date anniversaire de l'octroi et peuvent être levées au prix de marché désigné à la date de l'octroi. Le prix d'octroi de chaque option d'achat d'actions ne peut être établi en dessous du prix de clôture moyen pondéré par un lot régulier des actions à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant la date de l'octroi. Chaque option d'achat d'actions peut être exercée en contrepartie d'une action de la société au prix précisé dans les conditions des options d'achat d'actions. Afin de permettre aux détenteurs de lever leurs options sans décaissement, le régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions leur permet de recevoir un nombre d'actions égal à la différence entre le nombre total d'actions sous-jacentes aux options levées et le nombre d'actions suffisant pour régler le prix de levée des options sur une base brute ou nette.

Un sommaire de la situation au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021 du régime de rémunération à base d'options d'achat d'actions de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

(en milliers, sauf indication contraire)	2022		2021	
	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$ CA		\$ CA
En circulation au début de l'exercice	3 267,5	25,45	3 319,5	22,44
Émises	286,2	42,03	219,8	43,20
Levées	(130,0)	7,93	(271,8)	3,09
En circulation à la fin de l'exercice	<u>3 423,7</u>	<u>27,50</u>	<u>3 267,5</u>	25,45
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	<u>2 909,5</u>	<u>25,59</u>	<u>2 753,3</u>	23,04

Pour les options levées au cours de 2022, le prix moyen pondéré à la date d'exercice était de 48,01 \$ CA (41,68 \$ CA en 2021).

Le tableau ci-dessous résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation et pouvant être levées au 24 avril 2022 :

(en milliers, sauf indication contraire)	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 24 avril 2022	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être levées au 24 avril 2022	Prix d'exercice moyen pondéré
			\$ CA		\$ CA
Fourchette des prix d'exercice					
2 – 30	2 040,5	2,83	20,97	2 040,5	20,97
30 – 58	1 383,2	7,08	37,13	869,0	36,42
	<u>3 423,7</u>			<u>2 909,5</u>	

Pour 2022, le coût de rémunération comptabilisé aux résultats consolidés s'élève à 2,8 \$ (2,5 \$ en 2021).

120

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Régime d'unités d'actions différées

La société a un régime d'UAD à l'intention de ses administrateurs externes leur permettant, à leur choix, de toucher la totalité ou une partie de leur rémunération annuelle et jetons de présence sous forme d'UAD. Certains employés clés sélectionnés sont également autorisés à recevoir une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'UAD. Une UAD est une unité nominale, d'une valeur équivalente à celle de l'action de la société. Lorsqu'ils cessent d'être membres du conseil d'administration ou lors de la cessation d'emploi, les participants ont le droit de recevoir le versement de leurs UAD cumulées, sous forme d'espèces en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume de l'action de la société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date du paiement. Les UAD sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

La charge liée aux UAD et le passif correspondant sont comptabilisés à la date de l'octroi. Le passif est rajusté périodiquement pour tenir compte de toute variation de la valeur de marché de l'action de la société. Au 24 avril 2022, la société avait un total de 471 589 UAD en circulation (403 236 au 25 avril 2021) et un passif lié à ce régime de 21,2 \$ (13,6 \$ au 25 avril 2021) était comptabilisé dans les Crédits reportés et autres éléments de passifs. L'exposition au risque de prix des actions de la société est gérée au moyen de dépôts indexés liés aux unités d'actions (note 30). Pour 2022, le coût de rémunération a été de 4,1 \$ (3,0 \$ en 2021).

Régime d'unité d'action

La société a un régime d'unité d'action permettant au conseil d'administration, par le biais de son comité de ressources humaines et de régie d'entreprise, d'octroyer des unités d'actions liées au rendement (« UAR ») et des unités d'actions de négociation restreinte (« UANR ») aux dirigeants et à certains employés clés de la société (les « participants »). Une unité d'action est une unité nominale, ayant une valeur basée sur le cours moyen pondéré en fonction du volume de l'action de la société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi et elle donne l'opportunité aux participants de recevoir une rémunération en espèces. Chaque UAR octroyée est acquise à la fin d'une période de performance de trois ans en fonction, notamment, de l'atteinte d'objectifs de performance de la société, basés sur des points de références internes et externes. Chaque UANR octroyée est acquise à la fin d'une période de performance de trois ans. Les unités d'actions sont antidilutives puisqu'elles sont payables uniquement en espèces.

Un sommaire de la situation au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021 du régime d'unité d'action de la société et des changements survenus dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous en nombre d'unités :

(en milliers d'unités)	2022	2021
En circulation au début de l'exercice	1 525,0	1 547,6
Émises	521,0	530,7
Payées	(446,7)	(396,7)
Annulées	(147,1)	(156,6)
En circulation à la fin de l'exercice	1 452,2	1 525,0

Au 24 avril 2022, un passif relié à ce régime d'attribution d'unité d'action de 18,7 \$ a été comptabilisé dans les Crédeurs et charges à payer (13,4 \$ au 25 avril 2021) et un passif de 21,6 \$ a été comptabilisé dans les Crédits reportés et autres éléments de passifs (15,7 \$ au 25 avril 2021). Le risque de prix de ce passif est également géré à l'aide de dépôts indexés liés aux unités d'actions (note 30). Pour 2022, le coût de rémunération a été de 16,7 \$ (13,4 \$ pour 2021).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

28. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Redressements cumulés des conversions de devises ^{(a)(c)}	Couverture de l'investissement net ^(a)	Couverture de flux de trésorerie ^(a)	Cumul des gains (pertes) actuariel(le)s net(te)s ^(b)	Placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des AERG ^(b)	Cumul des autres éléments du résultat global
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 24 avril 2022						
Solde au début de l'exercice	(257,8)	(280,6)	(8,9)	15,9	0,3	(531,1)
Autres éléments du résultat global	(264,7)	(11,8)	30,1	17,2	11,2	(218,0)
Solde à la fin de l'exercice	(522,5)	(292,4)	21,2	33,1	11,5	(749,1)
Exercice terminé le 25 avril 2021						
Solde au début de l'exercice	(764,9)	(451,0)	(3,7)	(27,3)	(14,0)	(1 260,9)
Autres éléments du résultat global	507,1	170,4	(5,2)	43,2	20,6	736,1
Transfert du gain réalisé sur des placements en instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par le biais des AERG	—	—	—	—	(6,3)	(6,3)
Solde à la fin de l'exercice	(257,8)	(280,6)	(8,9)	15,9	0,3	(531,1)

(a) Peuvent être reclassés subséquemment aux résultats.

(b) Ne seront jamais reclassés aux résultats.

(c) Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, comprend un ajustement de reclassement de 10,5 \$ lié à la déconsolidation des filiales russes de la société (note 5).

29. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société a des régimes capitalisés et non capitalisés à prestations définies et à cotisations déterminées qui prévoient des prestations de retraite à certains employés.

Régime à prestations définies

La société évalue ses obligations au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables le dernier dimanche d'avril de chaque année.

La société a des régimes à prestations définies au Canada, aux États-Unis, en Norvège, en Suède, en Irlande et à Hong Kong RAS. Ces régimes prévoient des prestations sur la base des salaires moyens de fin de carrière, ou en considération des années où le salaire a été le plus élevé, et du nombre d'années de service. La société effectue les évaluations actuarielles des régimes de retraite aux fins de la capitalisation tous les un à trois ans.

Certains régimes prévoient une indexation des rentes en fonction de l'indice des prix à la consommation alors que la majorité ne prévoit pas de tels ajustements. La majorité des paiements sont effectués par les administrateurs des régimes qui gèrent les fonds des régimes capitalisés. Toutefois, la société effectue les paiements de prestations pour les régimes non capitalisés lorsque les conditions donnant droit aux prestations sont atteintes. Les actifs détenus par les administrateurs des régimes ainsi que les relations entre ces derniers et la société sont régis par les règles et pratiques de chaque pays. La responsabilité de la gouvernance des régimes, des décisions d'investissement et des paiements de cotisations incombent aux comités de retraite et à la société.

Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite par rapport aux montants comptabilisés aux états financiers consolidés :

	2022	2021
	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes capitalisés	(116,3)	(144,3)
Juste valeur des actifs des régimes	187,6	209,1
Situation de capitalisation nette de régimes capitalisés – surplus net	71,3	64,8
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés	(88,6)	(99,9)
Passif net au titre des prestations définies	(17,3)	(35,1)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Au 24 avril 2022, l'actif au titre des prestations définies de 68,5 \$ (63,0 \$ au 25 avril 2021) est inclus dans les Autres actifs et le Passif au titre des prestations définies de 85,8 \$ (98,1 \$ au 25 avril 2021) est présenté séparément dans les bilans consolidés.

L'obligation au titre des prestations définies et les actifs des régimes sont répartis de la façon suivante dans les différents pays:

	Canada	Norvège	Suède	Autres	Total
2022	\$	\$	\$	\$	\$
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(49,7)	(31,6)	(98,1)	(25,5)	(204,9)
Juste valeur des actifs des régimes	19,2	2,0	166,4	—	187,6
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(30,5)	(29,6)	68,3	(25,5)	(17,3)
2021					
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies	(60,5)	(31,6)	(121,8)	(30,3)	(244,2)
Juste valeur des actifs des régimes	22,5	2,1	184,5	—	209,1
Situation de capitalisation nette – (déficit) surplus	(38,0)	(29,5)	62,7	(30,3)	(35,1)

À la date de l'évaluation, les actifs des régimes comprenaient :

	2022				2021			
	Cotés	Non cotés	Total	Allocation des actifs des régimes	Cotés	Non cotés	Total	Allocation des actifs des régimes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2	—	0,2	0,1	—	—	—	0,0
Instruments de capitaux propres	106,4	—	106,4	56,7	118,0	—	118,0	56,4
Titres de créance								
de gouvernements	71,9	—	71,9	38,3	81,1	—	81,1	38,8
de sociétés	4,9	0,3	5,2	2,8	5,6	0,4	6,0	2,9
Immobilier	0,3	0,3	0,6	0,3	—	0,3	0,3	0,1
Autres actifs	3,3	—	3,3	1,8	3,7	—	3,7	1,8
Total	187,0	0,6	187,6	100,0	208,4	0,7	209,1	100,0

La charge de la société pour les services rendus, déduction faite des cotisations des employés et des gains de compression, pour l'exercice 2022, s'élève à 2,8 \$ (2,7 \$ pour 2021).

Le montant comptabilisé dans les AERG pour l'exercice est déterminé comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Pertes découlant de changements dans les hypothèses démographiques	5,3	—
Gains découlant de changements dans les hypothèses financières	(28,7)	(21,9)
Pertes (gains) liés à l'expérience	1,3	(8,3)
Rendement des actifs des régimes (excluant les produits d'intérêts)	(0,1)	(24,4)
Gains nets comptabilisés aux AERG	(22,2)	(54,6)

La société prévoit verser une cotisation de 3,2 \$ dans les régimes à prestations définies au cours du prochain exercice.

123

RÉSULTATS FINANCIERS

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La moyenne pondérée des hypothèses actuarielles significatives que la direction considère comme les plus probables pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et la charge de retraite sont les suivantes :

	2022				2021			
	Canada	Norvège	Suède	Autres	Canada	Norvège	Suède	Autres
	%	%	%	%	%	%	%	%
Taux d'actualisation	4,9	2,8	3,0	3,6	3,2	2,3	2,0	2,4
Taux de croissance de la rémunération	3,3	2,8	3,3	2,4	3,0	2,3	2,8	2,2
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	2,3	0,5	2,3	2,2	2,0	0,5	1,8	1,9
Taux de croissance prévu du montant de sécurité sociale de base (<i>G-amount</i>)	—	2,5	3,3	—	—	2,0	2,8	—

La société utilise les tables de mortalité fournies par les autorités réglementaires et les regroupements d'actuaire propres à chacun des pays. Le montant de sécurité sociale de base (*G-amount*) est le taux de croissance prévu des rentes payables par le gouvernement. Dans certains pays européens, la société est responsable de combler la différence entre les montants que les retraités reçoivent de l'État et la pension admissible en fonction de leur salaire au moment de la retraite.

La durée moyenne prévue de l'obligation au titre des prestations définies de la société est de 20 ans.

La sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies à un changement apporté aux hypothèses actuarielles significatives est la suivante :

	Changement d'hypothèses	Augmentation de l'hypothèse	Diminution de l'hypothèse
Taux d'actualisation	0,5 %	Réduction de 9,6 %	Augmentation de 10,6 %
Taux de croissance de la rémunération	0,5 %	Augmentation de 2,2 %	Réduction de 2,0 %
Taux de croissance prévu des prestations de retraite	0,5 %	Augmentation de 7,6 %	Réduction de 7,2 %
Augmentation de l'espérance de vie	1 an	Augmentation de 4,2 %	-

La précédente analyse de sensibilité a été effectuée en prenant pour hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes. Cela n'est pas représentatif de la réalité, puisque certaines hypothèses pourraient être corrélées entre elles. La méthode de calcul utilisée dans la précédente analyse de sensibilité est la même que la méthode utilisée pour calculer le passif au titre des prestations définies enregistré aux bilans consolidés.

En Europe, il incombe à la société de cotiser à ses régimes capitalisés, le cas échéant. La société contribue à ces régimes sauf lorsqu'ils sont surcapitalisés. Pour les régimes capitalisés qui présentent un déficit, la société effectue actuellement les paiements sur la base des recommandations des actuaires et de la réglementation applicable. La société s'est engagée à effectuer des paiements spéciaux au cours des prochaines années afin d'éliminer ce déficit. Ces contributions n'ont pas d'effet significatif sur les flux de trésorerie de la société. La société n'a aucun régime capitalisé aux États-Unis.

Régimes à cotisations déterminées

La charge totale de la société au titre de ses régimes à cotisations déterminées et de régimes obligatoires gouvernementaux pour l'exercice 2022 s'élève à 153,9 \$ (142,4 \$ pour 2021).

Régime de rémunération différée – opérations américaines

La société offre un régime de rémunération différée qui permet à certains employés de ses divisions américaines de différer jusqu'à 25,0 % de leur salaire de base et 100,0 % de leur prime en espèces pour une année donnée. L'intérêt couru sur le montant différé et sur les montants dus aux participants est généralement payable au moment de la retraite, à l'exception de certaines circonstances particulières. Les obligations à l'égard de ce régime s'élèvent à 78,1 \$ au 24 avril 2022 (72,5 \$ au 25 avril 2021) et sont incluses dans les Crédits reportés et autres éléments de passif. Les actifs de ce régime sont détenus dans une fiducie et sont soumis aux réclamations des créanciers généraux de la société en vertu des lois fédérales ainsi que des lois des États en cas d'insolvabilité, donc la fiducie se qualifie à titre de fiducie de Rabbi pour les fins de l'impôt sur les bénéficiaires. Les actifs du régime sont composés principalement de fonds communs de placement et sont classés en tant que placements mesurés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les actifs à l'égard de ce régime s'élèvent à 79,5 \$ au 24 avril 2022 (71,9 \$ au 25 avril 2021) et sont inclus dans les Autres actifs (note 19).

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

30. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DU CAPITAL

Objectifs et politiques de gestion des risques financiers

Les activités de la société l'exposent à une variété de risques financiers : risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de crédit, risque de liquidité et risque de prix. La société utilise des swaps de taux d'intérêt et multidevises afin de couvrir son risque de change lié à son investissement net dans ses opérations aux États-Unis. La société utilise également à l'occasion des accords de fixation de taux d'intérêt et/ou des swaps de taux d'intérêt à départ différé afin de couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre ainsi que des swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable afin de couvrir les taux d'intérêt associés à ses titres de créance à taux d'intérêt fixe.

La gestion des risques financiers de la société est principalement contrôlée par son département de trésorerie ainsi que son groupe d'approvisionnement en carburant pour le transport routier et autres combustibles fossiles sous des politiques ayant été approuvées par le conseil d'administration. Les groupes qui contrôlent ces risques identifient, évaluent et couvrent les risques financiers en étroite collaboration avec les unités opérationnelles de la société. Le conseil d'administration fournit des principes écrits sur la gestion du risque dans son ensemble, ainsi que des politiques couvrant des secteurs plus spécifiques, tel que le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'usage d'instruments financiers dérivés et d'instruments financiers non dérivés, l'investissement des surplus de liquidités ainsi que la gestion du capital.

Risque de change

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la société sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La société est aussi exposée au risque de change lié à sa trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, sa dette à long terme libellée en dollars américains, à ses billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt et multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans ses opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 24 avril 2022, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, en couronnes norvégiennes et en euros ainsi que les swaps de taux d'intérêt et multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères, une variation dans ces devises serait contrebalancée par des montants équivalents des investissements nets couverts aux AERG. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, au 24 avril 2022 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives aurait eu un impact net de 61,8 \$ sur le Bénéfice net, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 50,0 \$ provenant de la portion de ses dettes à long terme libellées en dollars américains non désignée comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses opérations étrangères.

Risque de taux d'intérêt

La dette à long terme à taux fixe de la société est exposée au risque de variation de leur juste valeur créée par les variations de taux d'intérêt. Au 24 avril 2022, la société ne détenait aucun instrument dérivé pour atténuer une partie de ce risque, mais la société conclue, de temps à autre, des contrats de swaps de taux d'intérêt fixe-à-variable pour couvrir partiellement le risque de juste valeur des taux d'intérêt lié aux titres de créance à taux d'intérêt fixe.

La société est exposée au risque de variation de ses flux de trésorerie causée par les variations de taux d'intérêt lorsque sa dette à long terme contient des soldes à taux variables. Au 24 avril 2022, la société ne détenait aucun instrument financier dérivé afin de mitiger ce risque. La société analyse le risque de liquidité sur une base continue. Différents scénarios sont simulés en prenant en considération les possibilités de refinancement, de renouvellement des positions actuelles, de financement alternatif ainsi que les possibilités de couvertures. Selon ces scénarios, la société calcule l'impact qu'aurait une variation définie du taux d'intérêt sur ses frais financiers. Basé sur les soldes des dettes à long terme à taux variables au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021, l'incidence sur les frais financiers nets de l'exercice d'une variation parallèle de 1,0 % dans la courbe des taux d'intérêt n'aurait pas été significative.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La société est aussi exposée au risque de variation des flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt des futures émissions de titres de créance. Pour atténuer ce risque, la société conclut de temps à autre des accords de fixation de taux d'intérêt et/ou des swaps de taux d'intérêt à départ différé pour couvrir les taux d'intérêt des titres de créance qu'elle prévoit émettre (note 22). Au 24 avril 2022, une augmentation de 1,0 % de la courbe des taux d'intérêt aurait eu une incidence favorable de 41,5 \$ sur la juste valeur des swaps de taux d'intérêt à départ différé, tandis qu'une diminution de 1,0 % de la courbe des taux d'intérêt aurait eu une incidence défavorable de 45,5 \$ sur la juste valeur des swaps de taux d'intérêt à départ différé.

Risque de crédit

La société assume un risque de crédit à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit, de l'investissement dans des contrats de sous-location, des billets à recevoir, des dépôts, des dépôts indexés et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur est favorable à la société.

Les éléments-clés de l'approche de gestion du risque de crédit de la société comprennent les politiques de risque de crédit, les mandats de crédit, un processus d'évaluation de crédit interne, les outils d'atténuation des risques de crédit et de surveillance et de gestion du risque de crédit continues. Avant de conclure des transactions avec de nouvelles contreparties, la politique de crédit de la société exige que les contreparties soient formellement identifiées, approuvées et que des cotes de crédit internes ainsi que des limites d'exposition leur soient attribuées. Une fois établies, les contreparties sont réévaluées en fonction de la politique et surveillées sur une base régulière. Les évaluations du risque des contreparties sont basées sur une analyse quantitative et qualitative d'états financiers récents, lorsque disponibles, et autres informations pertinentes. En outre, la société évalue la performance passée de paiement, la taille des contreparties et la diversification de l'entreprise et le risque inhérent de l'industrie. La société surveille les soldes et les expositions individuelles en les comparant aux limites établies sur une base régulière.

Le risque de crédit lié aux comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir relié aux opérations des magasins d'accommodation et aux dépôts indexés sur les matières premières est limité étant donné la nature des activités de la société et les mesures prises dans la gestion du risque de crédit de ses contreparties. Au 24 avril 2022, aucun client unique ne comptait pour plus de 10,0 % du total des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir et le montant à risque lié correspondait à leur valeur comptable.

La société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit en transigeant seulement avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit faible ou minimal. Au 24 avril 2022, le montant à risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit correspondait à leur valeur comptable en plus du risque de crédit relié aux cartes de crédit Circle K / MasterCard décrit ci-après.

Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats effectués aux différents points de vente de la société ou chez tout autre marchand par l'utilisation d'une carte de crédit Circle K / MasterCard. La société a conclu des accords en vertu desquels les risques et avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les frais d'administration et les pertes de crédit, sont partagés entre la société et les banques émettrices. Les soldes sont facturés aux clients mensuellement. L'exposition de la société au 24 avril 2022 consiste à des créances de 113,6 \$ dont 44,9 \$ porte intérêts. Ces créances des détenteurs de cartes ne sont pas comptabilisées dans le bilan consolidé de la société. Pour l'exercice 2022, les pertes comptabilisées en charges n'étaient pas significatives. À la lumière d'évaluations de crédit précises ainsi que d'une surveillance continue des soldes, la société estime que les créances ne représentent pas un risque significatif. Les revenus et les risques liés à ces accords avec les banques sont signalés et comptabilisés sur une base mensuelle et réglés à tous les quatre mois.

La société est exposée au risque de crédit provenant de dépôts indexés liés aux unités d'actions et des instruments financiers dérivés lorsque leur juste valeur ouverte est favorable à la société. En conformité avec sa politique de gestion des risques, afin de réduire ce risque, la société a conclu ces instruments financiers avec des institutions financières majeures ayant un risque de crédit très faible.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la société puisse éprouver des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers et aux obligations locatives. La société est exposée à ce risque principalement en regard de sa dette à long terme, de ses comptes fournisseurs et charges à payer, de ses obligations locatives et les sorties associées avec des instruments financiers dérivés. La société tire principalement ses liquidités des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles en vertu de ses facilités de crédit.

De façon régulière, la société analyse ses réserves en liquidités prévisionnelles sur la base des flux de trésorerie attendus en prenant en compte ses besoins opérationnels, sa situation fiscale et ses besoins en capital tout en s'assurant d'avoir une flexibilité suffisante pour respecter ses obligations en vertu des sources de liquidités actuellement disponibles.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et des intérêts qui y sont reliés au 24 avril 2022 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	Entre un et deux ans	Entre deux et cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Passifs financiers non dérivés⁽¹⁾						
Créditeurs et charges à payer⁽²⁾	4 360,8	4 360,8	4 360,8	—	—	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains	3 967,5	6 554,3	143,7	143,7	431,1	5 835,8
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens	1 102,5	1 216,2	36,8	36,8	1 142,6	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros	809,1	887,3	15,2	15,2	856,9	—
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes	75,7	87,0	2,9	2,9	81,2	—
Autres dettes	10,2	11,0	2,1	0,6	3,8	4,5
Dettes à long terme	5 965,0	8 755,8	200,7	199,2	2 515,6	5 840,3
Obligations locatives - Échéances contractuelles actuelles ⁽³⁾	3 476,2	2 577,2	493,7	439,6	855,2	788,7
Obligations locatives - Options de renouvellement futures ⁽³⁾		1 562,3	4,3	27,4	261,8	1 268,8
Obligations locatives	3 476,2	4 139,5	498,0	467,0	1 117,0	2 057,5
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à payer⁽¹⁾	34,1	1 249,3	40,1	40,1	1 169,1	—
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à recevoir⁽¹⁾		(1 216,2)	(36,8)	(36,8)	(1 142,6)	—
	13 836,1	17 289,2	5 062,8	669,5	3 659,1	7 897,8

(1) Basé sur les taux du marché, au 24 avril 2022, pour les soldes pour lesquels la monnaie sous-jacente diffère de la monnaie de présentation de la société et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

(2) Exclut les crédits reportés ainsi que les créditeurs et charges à payer statutaires tels que les taxes à la consommation, les taxes d'accise et les taxes foncières.

(3) Inclut les obligations locatives classées comme passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente au 24 avril 2022.

Risque de prix

Les ventes de produits pétroliers raffinés de la société, qui incluent le carburant pour le transport routier et l'énergie pour les moteurs stationnaires, représentent une part significative de son bénéfice d'exploitation. En conséquence, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie sont affectés par les variations des prix de ces produits. La société cherche à transmettre toute modification des prix d'achat à ses clients en ajustant les prix de vente pour refléter les changements dans le prix de ces produits. Le délai entre un changement des prix des produits pétroliers raffinés et un changement des prix des carburants vendus par la société peut avoir un effet sur le bénéfice d'exploitation des ventes de ces produits. À l'occasion, en fonction des calendriers d'achat ainsi que de l'évaluation des risques de prix, la société conclut des ententes visant des instruments dérivés sur les matières premières pour réduire une partie de ce risque à l'égard de ses ventes et de ses achats de carburant pour le transport routier, autres combustibles fossiles et dépôts indexés sur les matières premières. La comptabilité de couverture n'a été appliquée pour aucun de ces instruments dérivés.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La société est exposée à un risque de prix attribuable à l'obligation liée à son régime d'attribution d'unités d'actions ainsi qu'à l'obligation liée à son régime d'UAD, puisque ces passifs ont une valeur qui fluctue partiellement en fonction de la juste valeur de marché des actions de la société. Afin de réduire ce risque, cette dernière a conclu des dépôts indexés liés aux unités d'actions avec une institution financière de première qualité avec un indice sous-jacent représentant des actions de la société qui est comptabilisé à la juste valeur de marché dans les Autres actifs et Débiteurs aux bilans consolidés. Au 24 avril 2022, le nominal des dépôts indexés lié aux unités d'actions était de 1 863 546 actions. Les dépôts indexés liés aux unités d'actions sont ajustés, au besoin, pour refléter les nouvelles attributions, les ajustements, les conditions de performance attendues et les règlements sur les unités d'actions ou les UAD. Au 24 avril 2022, l'incidence sur le bénéfice net ou les capitaux propres d'une variation de 5,0 % de la valeur du cours de l'action de la société n'aurait pas été significative.

Échéances des instruments financiers dérivés

Le tableau ci-dessous présente les échéances du notionnel en principal ou en quantité nette en circulation lié aux instruments financiers dérivés de la société comptabilisés aux bilans consolidés au 24 avril 2022 :

	Moins d'un an	Entre un et quatre ans
Swaps de taux d'intérêt et multidevises (en millions de dollars américains)	—	1 127,2
Swaps de taux d'intérêt à départ différé (en millions de dollars américains)	—	550,0
Options de vente de devises (en millions de dollars américains)	100,0	—
Options d'achat de devises (en millions de dollars américains)	100,0	—
Contrats à terme sur carburant - essence (en millions de gallons) ⁽¹⁾	26,2	—
Swaps sur carburant - essence (en tonnes métriques) ⁽²⁾	76 000	—
Swaps sur carburant - diesel (en tonnes métriques) ⁽²⁾	311 500	—
Swaps sur carburant - carburant pour le secteur de l'aviation (en tonnes métriques) ⁽²⁾	20 000	—

(1) Au 24 avril 2022, la société avait une position nette courte afin de réduire son exposition aux prix du carburant.

(2) Au 24 avril 2022, la position nette de la société était de payer le prix variable et de recevoir le prix fixe pour chacun des produits. Les obligations de la société face à certains de ses swaps sur carburant est de payer le prix variable et de recevoir le prix fixe, alors qu'elles sont de payer le prix fixe et de recevoir le prix variable pour d'autres.

Juste valeur

La juste valeur des comptes clients et rabais fournisseurs à recevoir, des montants à recevoir sur cartes de crédit et de débit ainsi que des créditeurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable étant donné leur échéance rapprochée.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix non rajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et

Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

La juste valeur estimative de chacune des catégories d'instruments financiers, les méthodes et les hypothèses utilisées pour les déterminer ainsi que leur hiérarchie des évaluations à la juste valeur s'établissent comme suit :

Instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

	Juste valeur estimative au		Classification aux bilans consolidés	Méthodes et hypothèses utilisées	Hiérarchie des justes valeurs
	24 avril 2022	25 avril 2021			
	\$	\$			
Dépôts indexés liés aux unités d'actions à court terme	22,4	18,4	Débiteurs	Juste valeur de marché des actions de catégorie A de la société	Niveau 2
Dépôts indexés liés aux unités d'actions à long terme	62,0	43,5	Autres actifs		
Swaps de taux d'intérêt et multidevises	(34,1)	(79,6)	Autres passifs financiers à long terme	Prix de marché	Niveau 2
Placements en instruments de capitaux propres	166,1	29,2	Autres actifs financiers à long terme	Prix cotés non rajustés	Niveau 1
Placements en instruments de capitaux propres	66,9	6,0	Autres actifs financiers à long terme	Transactions récentes	Niveau 3
Placements dans d'autres actifs financiers	14,4	—	Autres actifs financiers à long terme	Transactions récentes	Niveau 3
Dépôts indexés sur les matières premières	23,1	9,7	Autres actifs financiers à court terme	Prix de marché	Niveau 2
Swaps sur carburant	(82,7)	(18,7)	Autres passifs financiers à court terme	Prix de marché	Niveau 2
Swaps de taux d'intérêt à départ différé	23,4	—	Autres actifs financiers à long terme	Prix de marché	Niveau 2
Options d'achat et de vente de devises	(2,5)	—	Autres passifs financiers à court terme	Prix de marché	Niveau 2
Accords de fixation de taux d'intérêt	—	(7,9)	Autres passifs financiers à court terme	Prix de marché	Niveau 2

Le tableau ci-dessous indique les montants relatifs aux placements en instruments de capitaux propres (niveau 3) et placements dans d'autres actifs financiers (niveau 3) présentés aux bilans consolidés :

	Juste valeur estimative	
	2022	2021
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	6,0	—
Achats	48,5	6,0
Gain reconnu aux Autres éléments financiers ⁽¹⁾	26,8	—
Solde à la fin de l'exercice	81,3	6,0

(1) Relié à des instruments financiers toujours détenus par la société au 24 avril 2022.

Les évaluations de ces instruments financiers étaient principalement basées sur les prix d'instruments financiers similaires découlant de récents investissements privés plus importants auxquels la société a participé, qui représentent des données d'entrée observables. La sensibilité aux données d'entrée non observables n'était donc pas réputée avoir un impact significatif sur leur juste valeur estimative au 24 avril 2022 compte tenu du peu d'hypothèses sous-jacentes utilisées.

De plus, l'information sur l'évaluation des débetures convertibles et bons de souscription d'actions ordinaires dans Fire & Flower est présentée à la note 6.

La société effectue les évaluations requises pour les fins de divulgations financières de ses instruments financiers, incluant les justes valeurs de niveau 2 et de niveau 3. Les changements de justes valeurs de niveau 2 et de niveau 3 sont analysés par la société à chacune des périodes de publication et des rapports expliquant les causes des mouvements des justes valeurs sont présentés à la direction de la société.

Instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

Le tableau qui suit présente la juste valeur, qui repose sur des prix cotés non rajustés (niveau 1) ou sur des données observables sur le marché (niveau 2), et la valeur comptable des billets de premier rang non garantis qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur aux bilans consolidés :

	2022		2021	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains (niveau 2)	3 967,5	3 561,5	4 002,9	4 257,3
Billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens (niveau 1)	1 102,5	1 089,6	1 319,1	1 406,3
Billets de premier rang non garantis, libellés en euros (niveau 2)	809,1	794,4	902,0	966,8
Billets de premier rang non garantis, libellés en couronnes norvégiennes (niveau 2)	75,7	76,2	80,8	88,2

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

Gestion du capital

L'objectif de la société, en ce qui a trait à la gestion du capital, est d'assurer sa continuité d'exploitation en vue d'offrir un rendement aux actionnaires ainsi que d'optimiser sa structure de capital afin d'en réduire le coût. Le capital de la société est constitué du total des capitaux propres et de la dette nette portant intérêt, qui est composée de la dette à long terme et de sa portion à court terme ainsi que des obligations locatives, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires, s'il y a lieu.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure de capital, la société peut émettre de nouvelles actions, racheter ses actions, disposer d'actifs moins performants dans le but de réduire la dette ou peut modifier le montant des dividendes payés aux actionnaires (notes 21 et 26).

Dans le cadre de la gestion de sa structure de capital, la société tient compte de la valeur économique de ses régimes d'options d'achat d'actions, d'unités d'actions et d'UAD (note 27).

La société fait le suivi de son capital basé sur le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale et tient compte de ses cotes de crédit telles qu'elles sont établies par de tierces parties.

En date des bilans consolidés, le ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale s'est établi comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Portion à court terme de la dette à long terme et portion à court terme des obligations locatives	426,8	1 526,7
Dette et obligations locatives à long terme	9 013,1	8 075,3
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 143,9	3 015,8
Dette nette portant intérêts	7 296,0	6 586,2
Capitaux propres	12 437,6	12 180,9
Dette nette portant intérêts	7 296,0	6 586,2
Capitalisation totale	19 733,6	18 767,1
Ratio de dette nette portant intérêts sur capitalisation totale	37,0 %	35,1 %

En vertu de sa facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, la société doit respecter certains ratios financiers sur une base consolidée :

- Un ratio de levier financier qui représente le ratio de la dette totale moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie sur le BAIIA des quatre trimestres les plus récents; et
- Un ratio de couverture des intérêts qui représente le ratio du BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents sur le total des intérêts déboursés pour la même période.

La société fait un suivi continu de ces ratios et était en conformité avec ces clauses restrictives au 24 avril 2022 et au 25 avril 2021. La société n'est soumise à aucune exigence externe significative concernant son capital.

31. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Engagements d'achats

La société a conclu diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achat de produits qui l'obligent à acheter annuellement des marchandises et du carburant pour des montants ou des quantités minimums. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Historiquement, la société a généralement excédé ces exigences minimales et ne s'attend pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

32. ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. La société n'a aucune raison de croire que le règlement de ces questions puisse avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

Garanties

La société a transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, qui assume la responsabilité primaire, la société conserve la responsabilité secondaire envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 24 avril 2022, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 29,0 \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, la société n'a versé aucune somme importante aux termes de tels contrats et ne s'attend pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

La société émet également différentes formes de cautionnements, incluant des cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les paiements maximums futurs non actualisés relatif à ces cautionnements totalisent 18,0 \$ et la valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisées au bilan consolidé au 24 avril 2022 étaient non significatives.

33. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis, en Europe, en Asie, qui est présentée sous Europe et autres régions, et au Canada. Elle exerce ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate, de carburant pour le transport routier et d'autres produits, principalement par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation de sa chaîne de magasins d'accommodation se fait sous différentes bannières, dont Circle K, Couche-Tard, Holiday et Ingo. Les revenus tirés de clients externes proviennent principalement de trois catégories, soit les marchandises et les services, le carburant pour le transport routier et les autres revenus.

Les tableaux suivants fournissent de l'information sur les principales catégories de revenus ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	2022				2021			
	États-Unis	Europe et autres régions	Canada	Total	États-Unis	Europe et autres régions ^(c)	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus tirés de clients externes^(a)								
Marchandises et services	11 593,2	2 429,1	2 581,5	16 603,8	11 489,9	1 830,8	2 552,3	15 873,0
Carburant pour le transport routier	30 115,0	9 892,0	5 344,4	45 351,4	19 594,7	6 295,3	3 515,3	29 405,3
Autres	46,2	785,6	22,9	854,7	44,3	419,3	18,2	481,8
	41 754,4	13 106,7	7 948,8	62 809,9	31 128,9	8 545,4	6 085,8	45 760,1
Revenus tirés de clients externes moins Coûts des ventes, excluant amortissement et perte de valeur								
Marchandises et services	3 904,5	927,4	830,2	5 662,1	3 798,7	716,2	800,2	5 315,1
Carburant pour le transport routier	3 626,4	1 057,7	493,0	5 177,1	3 095,2	1 119,7	391,6	4 606,5
Autres	46,2	96,5	22,9	165,6	44,2	131,2	18,3	193,7
	7 577,1	2 081,6	1 346,1	11 004,8	6 938,1	1 967,1	1 210,1	10 115,3
Total de l'actif à long terme^(b)	14 393,4	4 249,8	2 905,9	21 549,1	13 272,5	4 651,2	2 889,4	20 813,1

(a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que de l'emplacement des actifs à long terme.

(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

(c) Les résultats des opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions commençant le 21 décembre 2020.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021

(en millions de dollars américains (note 2) à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, ou sauf indication contraire)

34. ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Dividendes

Lors de sa réunion du 28 juin 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 11,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 aux actionnaires inscrits le 8 juillet 2022 et a approuvé son paiement pour le 22 juillet 2022. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

Gouvernance d'entreprise & équipe de direction

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Alain Bouchard

Fondateur et président exécutif du conseil

Jean Bernier

Karine Bouchard

Eric Boyko⁽²⁾

Président du comité d'audit

Jacques D'Amours

Cofondateur

Janice L. Fields⁽¹⁾

Éric Fortin

Richard Fortin

Cofondateur

Brian Hannasch

Président et chef de la direction

Mélanie Kau⁽¹⁾

Présidente du comité des ressources humaines et de la régie d'entreprise

Marie-Josée Lamothe⁽²⁾

Monique F. Leroux⁽²⁾

Réal Plourde

Cofondateur

Daniel Rabinowicz⁽¹⁾

Louis Têtu⁽¹⁾

Louis Vachon

Administrateur principal

⁽¹⁾ Membre du comité des ressources humaines et de la régie d'entreprise

⁽²⁾ Membre du comité d'audit

ÉQUIPE DE DIRECTION EXÉCUTIVE

Brian Hannasch

Président et chef de la direction

Ed Dzadoovsky

Chef de la direction technologique

Hans-Olav Høidahl

Premier vice-président, Opérations, Europe

Kevin A. Lewis

Chef de la direction du marketing

Alex Miller

Premier vice-président, Opérations, Amérique du Nord, et Optimisation commerciale globale

Ina Strand

Chef de la direction des ressources humaines

Claude Tessier

Chef de la direction financière

Niall Anderton

Vice-président principal, Opérations

Brian Bednarz

Vice-président principal, Opérations

Aaron Brooks

Vice-président principal, Immobilier

Kathleen K. Cunningham

Vice-présidente principale, Services partagés globaux

Rick Johnson

Vice-président principal, Opérations

Jørn Madsen

Vice-président principal, Opérations

Dennis Tewell

Vice-président principal, Commercialisation

Louise Warner

Vice-présidente principale, Carburants globaux

Valery Zamuner

Vice-présidente principale, conseillère juridique principale et secrétaire corporatif

133

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Siège social

4204, boul. Industriel
Laval, Québec, H7L 0E3 Canada

Inscription des titres

Bourse de Toronto
Symbole : ATD
La Société fait partie de l'indice TSX 60.

Agent de transfert

TSX Trust Company
1 Toronto Street, Suite 1200
Toronto, Ontario, M5C 2V6 Canada

Auditeur indépendant

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, Bureau 2500
Montréal, Québec, H3B 4Y1 Canada

Relations investisseurs

Jean-Philippe D. Lachance, Vice-président,
Relations investisseurs et trésorerie
relations.investisseurs@couche-tard.com | 1-450-662-6632, poste 4619

Secrétariat corporatif

Valery Zamuner, Vice-présidente principale, conseillère juridique principale et secrétaire corporatif
valery.zamuner@couche-tard.com | 1-450-662-6632, poste 4549

Relations médias

Lisa Koenig, Chef de service, Communications globales
communication@couche-tard.com | 1-450-662-6632, poste 6611

Assemblée annuelle des actionnaires

31 août 2022

Des renseignements supplémentaires au sujet d'Alimentation Couche-Tard et les communiqués de presse sont disponibles sur le site web de l'entreprise : www.corpo.couche-tard.com

CIRCLE K





ALIMENTATION
COUCHE-TARD